



Affaires mondiales
Canada

Global Affairs
Canada

Canada

LE COMMERCE INTERNATIONAL

Le point sur le commerce et l'investissement

2016



Le Commerce
international du Canada

Le point sur le commerce et
l'investissement - 2016

À PROPOS DE CE DOCUMENT

Le commerce international du Canada – 2016 a été produit sous la direction de Mykyta Vesselovsky du Bureau de l'économiste en chef d'Affaires mondiales Canada. Le rapport a été rédigé par Mykyta Vesselovsky, avec l'assistance de Catherine Lemieux, Crystal Arnburg, David Boileau, Aaron Sydor, Sophia Wong et Emily Yu. Nancy Blanchet et Sophia Wong ont assuré le soutien statistique ainsi que la révision et la relecture des textes. André Downs, économiste en chef, Bureau de l'économiste en chef, a formulé des commentaires sur les ébauches des textes.

Vos commentaires sur le rapport de cette année seraient appréciés. Veuillez les transmettre à Mykyta Vesselovsky à :<<Mykyta.Vesselovsky@international.gc.ca>>.

© Ministre des Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, 2016

Catalogue no. FR2-8F-PDF
ISSN : 1926-4291

Table des matières

Sommaire	III
I. La performance économique et commerciale dans le monde	1
Vue d'ensemble et perspectives de l'économie mondiale	.6
Vue d'ensemble et perspectives du commerce mondial	.7
Les exportations de marchandises	.7
Les importations de marchandises	.8
Les exportations de services	.9
Les importations de services	.10
<i>Encadré : Ralentissement du commerce mondial</i>	.11
II. Évolution de l'économie et du commerce – tour d'horizon des pays et des régions	15
Tour d'horizon des pays	.20
Les États-Unis	.20
La Chine	.21
Le Mexique	.22
Tour d'horizon des régions	.23
Les pays émergents d'Asie	.23
La zone euro	.24
L'Amérique latine et les Caraïbes (ALC)	.25
Classement du commerce mondial des marchandises en valeur	.26
Classement du commerce mondial des services en valeur	.27
III. La performance économique du Canada	29
Le produit intérieur brut	.33
Le produit intérieur brut par activité industrielle	.35
L'emploi	.36
L'inflation	.37
Le dollar canadien	.38
IV. Les transactions internationales du Canada	39
La balance des paiements	.42
Les exportations de biens	.45
Les importations de biens	.47
Le commerce des services	.48
Le commerce des services par région	.49
<i>Encadré : Exportations canadiennes : déclin des ressources?</i>	.51

V. Points saillants de l'évolution du commerce des marchandises du Canada en 2015	55
Le commerce par grand groupe de produits	59
Les exportations de marchandises	59
Les importations de marchandises	60
Le commerce avec les principaux partenaires commerciaux	61
Les exportations de marchandises	61
Les importations de marchandises	62
<i>Encadré : Le Service des délégués commerciaux du Canada : évaluation de l'impact sur la performance des exportations canadiennes</i>	<i>63</i>
Le commerce au niveau des provinces et des territoires.	65
Les exportations de marchandises	65
Les importations de marchandises	66
Les principaux déterminants du commerce des marchandises	67
VI. Performance de l'investissement étranger mondial et canadien	69
Les flux d'investissement étranger direct dans le monde	73
La performance du Canada au chapitre de l'investissement étranger direct . . .	74
L'investissement entrant	74
Entrées d'IED	74
Stock d'IED	74
L'investissement sortant	78
Flux d'investissement direct canadien à l'étranger (IDCE).	78
Stock d'IDCE.	78
<i>Encadré : Filiales étrangères au Canada et filiales canadiennes à l'étranger : statistiques sur les exportations et l'emploi</i>	<i>82</i>

Sommaire

Les estimations révisées de la croissance mondiale indiquent que la production réelle dans le monde a ralenti, passant d'un taux de croissance de 2,7 p. 100 en 2014 à 2,4 p. 100 en 2015¹. Exprimé en termes de PPA, le ralentissement a été similaire : de 3,4 p. 100 en 2014 à 3,1 p. 100 en 2015. Cette dynamique est attribuable à la combinaison de deux tendances à long terme et de deux chocs à court terme. Avant 2014, les pays développés ont suivi une trajectoire de croissance moyenne stable à long terme, tout juste supérieure à 1 p. 100, tandis que les économies en développement affichaient une croissance tendancielle en légère baisse, que l'on s'attendait à voir se stabiliser entre 4 et 5 p. 100. Ces tendances se sont conjuguées pour favoriser une expansion de la production mondiale relativement stable, variant entre 3 et 4 p. 100. En 2014, il y a eu un choc positif : la croissance dans les économies développées s'est soudainement renforcée, en raison principalement de la baisse des prix des produits de base et d'une reprise plus ferme dans la zone euro-péenne – ce qui a entraîné un déplacement vers une tendance plus élevée à long terme, générant une croissance d'environ 2 p. 100 par an; cela a provoqué une légère hausse de la croissance mondiale, de 3,3 p. 100 à 3,4 p. 100 (rajustée en fonction de la PPA). Mais en 2015, le ralentissement dans le monde en développement s'est accéléré, renversant ainsi les gains de 2014 et produisant le taux de croissance mondiale le plus faible depuis la Grande Récession, en 2009.

Les conditions économiques dans le monde ont été caractérisées par la faiblesse des prix des produits de base (en particulier les prix pétroliers), au bénéfice des importateurs de ressources de manière générale, et de la plupart des économies avancées, en particulier. De même, les politiques monétaires favorables et, dans l'ensemble, une orientation budgétaire à peu près neutre ont encouragé encore davantage la croissance dans les pays développés. D'autres problématiques à plus long terme, telles que le vieillissement de la population et la diminution relative de la population active, ont continué à faire sentir leurs effets; simultanément, les migrations et l'équilibre politique entre la droite et la gauche ont soulevé de nouvelles questions, dont la solution aura une incidence sur la politique économique et les perspectives de croissance du monde développé. La performance des économies en développement s'est détériorée pour deux grandes raisons : les récessions en Russie et, plus particulièrement, au Brésil, se sont révélées plus graves que prévu, et le déclin des prix des ressources a sérieusement touché de nombreux pays en développement. Dans ce dernier cas, plusieurs mesures politiques sous-optimales adoptées pour contrer le phénomène ont eu l'effet contraire et ont aggravé les dommages économiques. Le ralentissement de la croissance de l'investissement en Chine et les soubresauts de son système financier, mis en évidence au cours de 2015, ont propagé davantage l'incertitude et la faiblesse de la demande de ressources, ce qui a freiné la croissance de nombreux pays exportateurs de ressources. En dépit de ces handicaps, les attentes à moyen terme du FMI pour les pays développés et les pays en développement sont teintées d'optimisme, projetant une croissance stable d'environ 2 p. 100 dans le premier cas et une reprise robuste en 2017 dans le second cas, après une progression marginale de la croissance en 2016.

Le volume des échanges mondiaux a augmenté au taux peu impressionnant de 2,8 p. 100 en 2015 (le même rythme qu'en 2014), tandis que les importations mondiales nominales mesurées en dollars américains subissaient un recul dans les deux chiffres. L'expansion du commerce a ralenti depuis le début du présent siècle, et des études menées ces dernières années ont fait ressortir certaines des causes, cycliques tout autant que structurelles, de ce ralentissement. Les attentes à ce stade sont à l'effet que le commerce mondial reviendra à un rythme similaire à la croissance du PIB plutôt qu'à

¹ Sur la base des taux de change du marché. Une estimation de la croissance rajustée en fonction de la PPA est présentée plus loin dans le Sommaire pour comparer la croissance entre les agrégats régionaux et autres, puisque des données sur le taux de change ne sont pas disponibles au FMI pour les agrégats autres que l'ensemble du monde.

un taux d'environ le double de la croissance du PIB (comme dans les années 1980 et 1990). L'encadré consacré au ralentissement du commerce mondial, présenté au chapitre 1, explore cette question plus en détail.

Dans ce contexte, l'économie canadienne n'a pas suivi le scénario typique d'une économie développée en 2015. La situation de la population active et l'âge de la population faisaient meilleure figure que dans la plupart des pays avancés, de même pour sa situation financière. Mais parmi les pays développés, l'impact de la chute des prix pétroliers a peut-être frappé le plus durement le Canada, compte tenu de l'importance de son secteur énergétique et de l'investissement connexe. De même, le commerce du Canada n'a pas suivi la tendance mondiale, les exportations réelles augmentant plus rapidement que celles de l'ensemble du monde au cours des dernières années, tandis que les exportations nominales demeuraient presque inchangées et que les importations nominales augmentaient de près de 5 p. 100. Par conséquent, bien que la croissance du PIB réel ait diminué d'environ la moitié en 2015, à 1,2 p. 100 (après un gain de 2,5 p. 100 en 2014), les exportations nettes ont fait une solide contribution positive à la croissance de la production pour la deuxième année de suite. La croissance de la production a été négative durant la première moitié de l'année en raison de la faiblesse du secteur des mines, des carrières et de l'extraction du pétrole et du gaz. Elle a ensuite fortement rebondi au troisième trimestre, alors que la demande internationale pour les biens et services canadiens a augmenté, mais elle a ralenti à nouveau au quatrième trimestre par suite de la baisse de l'investissement et des exportations. La production de biens a diminué de 1,5 p. 100, tandis que la production de services augmentait de 2,0 p. 100. La situation de l'emploi s'est affaiblie, alors que le nombre d'emplois n'a progressé que de 0,8 p. 100 en 2015. Enfin, le taux de chômage a augmenté de 0,4 point de pourcentage, à 7,1 p. 100. L'emploi dans les industries productrices de biens a diminué de 0,7 p. 100, mais il a augmenté de 1,2 p. 100 dans les industries de services. L'inflation a ralenti à 2,0 p. 100, sous l'effet de la baisse des prix de l'essence, mais l'inflation de base a progressé à 2,2 p. 100 en raison de l'augmentation substantielle des prix des aliments, de l'alcool et du tabac.

La performance commerciale du Canada a été robuste en 2015, le moteur que sont les exportations du pays travaillant à plein régime pour contrer les défis extérieurs. Alors que les exportations nominales de marchandises diminuaient légèrement, les exportations de biens réels se sont accrues de 3,4 p. 100, notamment les exportations d'énergie, qui ont progressé de 5,7 p. 100; en termes de volume, le Canada n'a jamais exporté autant de pétrole que l'an dernier. La situation inverse est observée du côté des importations : les importations nominales de marchandises ont augmenté de 4,4 p. 100, tandis que les importations réelles n'avançaient que de 0,2 p. 100. En termes de soldes, l'excédent du commerce des marchandises en 2014 est revenu à une situation déficitaire en 2015. Dans le cas des services, les exportations ont progressé plus rapidement que les importations, mais pas suffisamment pour réduire le déficit des échanges de services, qui a légèrement augmenté. Dans l'ensemble, le déficit commercial des biens et des services a augmenté en 2015, entraînant un élargissement du déficit du compte courant, de 44,9 milliards de dollars en 2014 à 65,7 milliards de dollars en 2015.

Un examen détaillé fait ressortir plus particulièrement la force commerciale du Canada. Dans l'ensemble, les exportations de marchandises du Canada ont légèrement diminué, soit de 1,7 milliard de dollars (baisse de 0,3 p. 100), à 523,4 milliards de dollars, tandis que les importations de marchandises du Canada augmentaient de 23,5 milliards de dollars (hausse de 4,6 p. 100), pour atteindre 535,6 milliards de dollars. Mais la stabilité apparente des exportations masque un réalignement majeur du profil des exportations de marchandises du Canada, provoqué par la faiblesse du dollar canadien, la baisse des prix du pétrole et une forte demande en provenance des États-Unis. La composition des exportations canadiennes a rapidement évolué vers des produits manufacturés avec l'accélération de la reprise économique au sud de la frontière; en fait, la croissance des exportations du Canada au cours des deux dernières années est entièrement attribuable à des secteurs autres que les ressources, dont les expéditions ont augmenté à un rythme dans les deux chiffres en 2015. Une analyse des traits marquants de cette évolution est présentée dans l'encadré sur les exportations des produits non liés aux ressources, au

chapitre 4. Sur une note connexe, certains résultats de la mise à jour de l'évaluation de l'efficacité du Service des délégués commerciaux sont présentés dans l'encadré consacré au Service des délégués commerciaux du Canada, au chapitre 5.

Les flux mondiaux d'investissement étranger direct (IED) ont grimpé à 1,7 trillion de \$É.-U. en 2015, le plus haut niveau atteint depuis le début de la Grande Récession en 2008, stimulés par une résurgence des activités de fusions et acquisitions. Les entrées d'IED dans les pays développés ont été le principal moteur de la reprise, augmentant de près de 90 p. 100 sur l'année. Les entrées dans les économies en développement ont avancé lentement. Les entrées d'IED au Canada ont fléchi de 3,9 p. 100 en 2015, à 62,2 milliards de dollars. Les entrées en provenance des États-Unis ont plus que doublé, tandis que les entrées en provenance du reste du monde ont régressé des deux tiers. Les entrées étaient en baisse dans les secteurs de l'énergie et de l'extraction minière, pétrolière et gazière, ainsi que dans la fabrication, les finances et assurances, et la gestion de sociétés et d'entreprises, mais elles étaient en hausse dans les autres industries, le commerce et le transport.

Le stock d'investissement étranger au Canada a progressé de 6,8 p. 100, dont plus de la moitié provenant des États-Unis. Le secteur manufacturier et le secteur de l'extraction minière, pétrolière et gazière sont restés les cibles les plus importantes des investisseurs étrangers. Parallèlement, les sorties d'investissement direct du Canada ont augmenté de 39,5 p. 100 en 2015, à 85,9 milliards de dollars. L'investissement dans les finances et les assurances s'est multiplié cinq fois, et il a plus que doublé dans le secteur manufacturier. Le stock d'investissements du Canada à l'étranger a par ailleurs augmenté de 21,8 p. 100, dépassant la barre de 1 milliard de dollars; en conséquence, le solde de l'investissement direct du Canada a bondi à 236,8 milliards de dollars, un nouveau record.

CHAPITRE 1

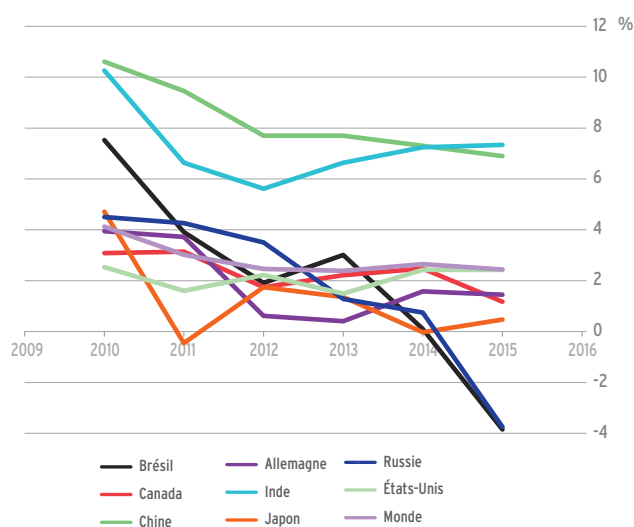
La performance économique
et commerciale dans le monde

La performance économique et commerciale dans le monde¹

L'économie mondiale a connu sept années de vaches maigres après le début de la crise économique et financière mondiale de 2008-2009 et elle ne fait que commencer à sortir de son ombre. Cette émergence ne signifie pas une reprise économique complète depuis la crise, puisque la plupart des analystes semblent résignés à reconnaître une perte permanente d'une partie de la production et du bien-être aux mains de la Grande Récession. Elle ne signifie pas non plus nécessairement — même si cela se peut — le début d'un nouveau cycle économique. Au contraire, l'émancipation de la crise se traduit par une attention de moins en moins grande accordée au passé — devant l'accumulation des nouveaux défis, le passé perd progressivement sa capacité à définir les paramètres de l'avenir économique. Ces multiples pressions issues de la réalité économique de l'après-crise se manifestent dans de nouvelles fluctuations des prix des produits de base, un processus de « destruction créatrice » dans de nombreuses industries de biens et de services sous l'impulsion du changement technologique, et des changements dans le paysage politique dans de nombreux pays développés et en développement qui pourraient engendrer de nouveaux conflits et de nouveaux risques. La stabilité superficielle de la croissance économique dans le monde à entre 2 et 3 p. 100 au cours des cinq dernières années dissimule cette complexité. Dans l'intervalle, comme l'économie mondiale semble entrer en terrain inconnu, les risques baissiers s'amplifient. Dans les marchés émergents, les défis pour la stabilité financière augmentent, la transition amorcée en Chine venant au premier rang. La croissance du commerce mondial est plus lente que la normale dans une proportion d'environ la moitié, ce qui signifie que la longue période d'expansion du commerce a peut-être pris fin (un encadré dans ce chapitre examine cette question plus en détail).

En 2015, l'économie mondiale a progressé de 2,4 p. 100 en termes réels sur la base des taux de change du marché (soit une croissance rajustée pour la PPA de 3,1 p. 100)². Cela représente le même rythme de croissance qu'en 2013, mais un ralentissement par rapport au taux de 2,7 p. 100 enregistré en 2014. Alors que certaines économies clés ont encore bien performé (p. ex. les États-Unis, l'Inde), le mieux qu'elles ont pu faire a été d'égaliser leur performance de l'an dernier. D'autres économies (p. ex. le Royaume-Uni, le Canada) ont légèrement ralenti, tandis que d'autres encore (p. ex. la Russie, le Brésil) sont entrées dans une profonde récession. Le Fonds monétaire international (FMI) prévoit que la croissance progressera légèrement en 2016, à 2,5 p. 100, avant d'atteindre 2,9 p. 100 en 2017.

FIGURE 1-1
Croissance réelle du PIB
des principales économies, 2010-2015



¹ Les statistiques, les estimations et les projections présentées dans ce chapitre proviennent de la parution d'avril 2016 de *Perspectives de l'économie mondiale* du Fonds monétaire international, complétées par des statistiques provenant de l'OMC, du U.S. Bureau of Economic Analysis, de Statistique Canada, du Japan Cabinet Office, de la Banque centrale européenne et de la base de données d'avril 2016 de *Perspectives de l'économie mondiale*.

² Dans les rapports précédents les chiffres du FMI sur la croissance rajustée pour la PPA étaient utilisés comme figures phares. Toutefois, aux fins du commerce et de l'investissement, une agrégation à partir des taux de change du marché est plus appropriée et a donc été adoptée pour la croissance mondiale en commençant avec le présent rapport.

Ces projections représentent une révision à la baisse considérable par rapport à l'année dernière. En 2016, la croissance des économies émergentes et des économies développées devrait être de 2 points de pourcentage inférieure à la moyenne de la dernière décennie, mais elle devrait reprendre en 2017 grâce à des conditions macroéconomiques qui devraient aller en s'améliorant en Amérique latine et en Russie, selon les prévisions. La croissance dans les économies avancées devrait avancer marginalement, menée par les États-Unis.

Exprimée en termes rajustés pour la PPA, la croissance mondiale a également ralenti l'an dernier, passant de 3,4 p. 100 en 2014 à 3,1 p. 100 en 2015. La croissance dans les grandes économies avancées a maintenu ses gains de 2014 et a même légèrement accéléré, passant de 1,8 p. 100 en 2014 à 1,9 p. 100 en 2015. La plupart de ces économies ont été caractérisées par une faible inflation, une politique monétaire très accommodante et un renforcement de leur devise, de même que par un certain resserrement des conditions financières et un ramollissement des chiffres sur la croissance vers la fin de l'année. La croissance aux États-Unis est demeurée au niveau de 2014, déjouant les attentes d'un rebond plus énergique. Parallèlement, la croissance dans la zone euro s'est renforcée en 2015, marquée par une forte reprise en Irlande, en Italie et en Espagne. Après avoir dominé le tableau de la croissance au sein du G7 en 2014, le Royaume-Uni est retombé à un taux de croissance de 2,2 p. 100, en baisse sur le niveau de 2,9 p. 100 atteint l'année précédente. Le Japon a eu un quatrième trimestre médiocre, causé par une forte baisse de la consommation privée; ainsi, même si elle constitue une amélioration par rapport à la récession de 2014, sa croissance de 0,5 p. 100 a été marginale. Les attentes quant à la croissance dans les économies

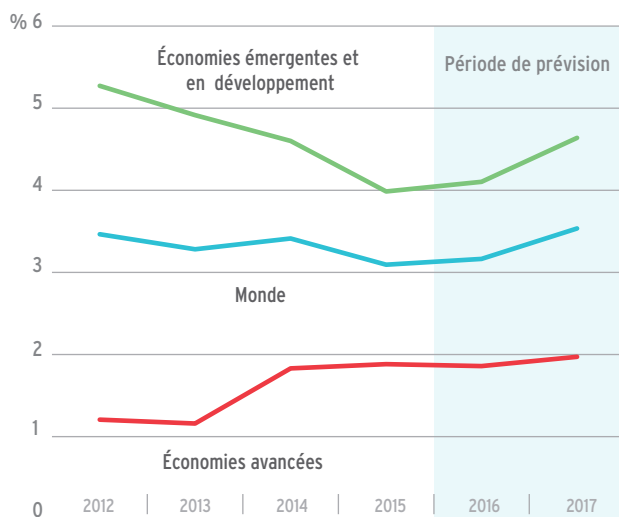
avancées sont à peu près alignées sur leur performance à moyen terme actuelle.

Pour la cinquième année d'affilée, les économies en développement ont vu leur croissance décélérer, passant de 4,6 p. 100 en 2014 à 4,0 p. 100 en 2015. Cette moyenne a été considérablement influencée par les récessions qui sévissent au Brésil et en Russie, mais la performance s'est aussi affaiblie sous la double pression d'une diminution des revenus tirés des ressources et d'un déclin de la demande en provenance de la Chine. Comme la croissance des investissements en Chine continue de ralentir, les taux de croissance de nombreux exportateurs de produits de base, ainsi que leurs monnaies, ont été touchés de manière substantielle. Les tensions et les conflits au Moyen-Orient et dans la Communauté des États indépendants (CEI) ont également prélevé leur tribut. Le FMI a estimé que jusqu'à 0,1 point de pourcentage du PIB mondial a été perdu pour ces raisons dans trois pays : l'Ukraine, la Libye et le Yémen.

Les États-Unis sont sur la bonne voie pour inscrire une autre performance écono-

mique de 2,4 p. 100 en 2016, après avoir enregistré ce taux de croissance deux années de suite. Le freinage fiscal devrait s'être dissipé en 2016 tandis que le soutien de la politique monétaire se poursuivra, conjuguant leurs effets à des prix de l'énergie plus bas et à un marché du logement plus vigoureux. Faisant contrepoids à ces forces, la vigueur du dollar américain agit comme un frein sur les exportations nettes, alors que l'investissement énergétique s'essouffle et que la plupart des partenaires commerciaux du pays ne connaissent qu'une expansion limitée. La croissance devrait également rester à son niveau actuel dans la zone euro, à la faveur de la baisse des prix du pétrole, de conditions financières

FIGURE 1-2
Croissance rajustée pour le PPA, principales régions, 2012-2015 et prévisions pour 2016-2017



favorables et d'une modeste expansion budgétaire, qui rivaliseront avec un endettement élevé, la faiblesse de l'investissement et une lente croissance de la productivité. De même, le Japon devrait maintenir le cap avec un taux de croissance de 0,5 p. 100 en 2016. Dans les nouveaux pays industrialisés (NPI) d'Asie, la croissance va ralentir à Singapour (à 1,8 p. 100) et à Hong Kong (à 2,2 p. 100), tandis qu'elle augmentera en Corée du Sud (2,7 p. 100) et à Taïwan (1,5 p. 100). Parmi les économies en développement, la Chine devrait voir sa croissance ralentir à 6,5 p. 100 en 2016 et à 6,2 p. 100 en 2017. Le soutien apporté par les réformes structurelles et les politiques de stimulation facilite l'élimination de la capacité excédentaire dans les secteurs en ralentissement de l'industrie et de l'immobilier. L'Inde continue de viser une cible de croissance de 7,5 p. 100, dynamisée par la consommation privée. Le Brésil devrait accuser à nouveau une contraction de la production de 3,8 p. 100 en 2016, avant que la croissance ne revienne en terrain positif en 2017, alors que la Russie s'attend à une baisse de la production de 1,8 p. 100 en 2016. Les faiblesses de ces deux pays se répercutent sur leur région limitrophe. Il y aura un ralentissement marqué de la croissance par rapport aux projections antérieures à la fois au Moyen-Orient et dans les pays d'Afrique du Nord (MOAN) et dans les pays d'Afrique subsaharienne en raison de la baisse des prix des produits de base. La croissance dans ces deux régions devrait se situer autour de 3 p. 100 en 2016, avant de se redresser en 2017. Les principaux risques qui menacent ces perspectives sont notamment les dangers pour la stabilité financière des économies de marché émergentes, les prix du pétrole, l'évolution de la situation en Chine, les récessions prolongées dans certains marchés émergents et les risques géopolitiques.

Le rythme d'expansion du volume des échanges mondiaux en 2015 était inchangé par rapport à 2014, affichant une croissance de 2,8 p. 100 et marquant la quatrième année consécutive d'un taux de croissance du commerce sous les 3 p. 100. Une volatilité considérable s'est manifestée au cours de 2015, avec une baisse des échanges au cours du deuxième trimestre, suivie d'une reprise dans la seconde moitié de l'année. Les exportations de l'Amérique du Nord ont fait moins bien que prévu, mais les importations européennes ont surperformé alors que la reprise du commerce intra-européen se confirmait. Dans l'ensemble, les importations des économies développées ont progressé de 4,5 p. 100 l'an dernier, alors que les importations des économies en développement ont stagné. Les exportations des régions productrices de pétrole ont été plus robustes qu'anticipé, alors même que leurs importations perdaient de la vigueur. L'expansion du commerce mondial reste anormalement basse, suivant à la traîne la croissance du PIB au lieu de la doubler; une analyse plus détaillée de ce ralentissement est présentée dans un encadré plus loin dans ce chapitre.

L'Asie, jadis le moteur de la croissance du commerce mondial, a été à l'origine de moins du quart de l'augmentation globale des importations en 2015. Sa place de premier contributeur à la croissance des importations mondiales lui a été ravie par l'Europe, dont les échanges intérieurs ont connu une reprise. En conséquence, l'Europe a représenté 59 p. 100 de la croissance globale des importations en 2015. L'Amérique du Nord a aussi apporté une contribution positive, tandis que les régions de l'Amérique latine, du MENA et de l'Afrique subsaharienne ont enregistré des contributions négatives à la croissance des importations mondiales. Du côté des exportations, la contribution de l'Asie a représenté 35 p. 100 de la croissance à l'échelle mondiale, mais elle a été dépassée par celle de l'Europe, à 44 p. 100. Selon les projections, la croissance réelle du commerce mondial devrait demeurer au même niveau en 2016, soit 2,8 p. 100 (l'Asie prenant la tête du peloton), puis atteindre 3,6 p. 100 en 2017.

Les importations mondiales nominales (mesurées en dollars américains) ont fortement diminué en 2015, cédant 12,4 p. 100 en valeur pour s'établir à 16,3 billions \$É.-U. Les fluctuations des prix des matières premières et le raffermissement du dollar américain par rapport à de nombreuses devises sont les principaux facteurs ayant contribué à la baisse observée. La Chine est demeurée le premier pays en importance pour le commerce des marchandises à l'échelle mondiale, devant les États Unis. Les importations mondiales de services commerciaux ont aussi diminué en valeur (les statistiques sur le volume des échanges de services ne sont pas disponibles), mais moins fortement – en baisse de 5,4 p. 100, à 4,6 billions \$É.-U. – illustrant la résilience habituelle des services au cycle économique par comparaison avec les biens.

Vue d'ensemble et perspectives de l'économie mondiale

On prévoit une croissance légèrement plus élevée du PIB mondial en 2016, à 3,2 p. 100 (rajusté pour le PPA) avec une performance stable dans les pays avancés (1,9 p. 100) et une modeste amélioration du côté des économies en développement, soit 4,1 p. 100. Ces dernières devraient voir leur expansion s'accélérer à 4,6 p. 100 en 2017, alors que les économies avancées profiteront d'une petite amélioration, à 2,0 p. 100 la même année. La perspective d'ensemble est plus faible qu'en tout temps au cours de la dernière année, avec des révisions à la baisse de la croissance de l'ordre de 0,5 p. 100 en moyenne.

Parmi les économies avancées, la croissance continuera d'être alimentée par des prix du pétrole généralement bas et des politiques monétaires accommodantes. La politique budgétaire devrait demeurer globalement neutre, alors que certains pays (États-Unis, Canada, Allemagne et Italie) bénéficieront d'une conjoncture de relance, tandis que d'autres (Japon, Royaume-Uni, Espagne) éprouveront certaines pressions contractionnaires.

Les économies émergentes et en développement ont été en décélération depuis 2010, mais elles devraient briser cette tendance l'an prochain et demeureront à l'origine de la plus grande partie de la croissance mondiale en 2016. La combinaison du ralentissement de l'économie chinoise et des faiblesses observées dans les prix des matières premières et la demande extérieure contribuera à assombrir les perspectives à court terme. La croissance dans la région de l'Asie en développement restera sur sa trajectoire à la baisse alors que se poursuivra le rééquilibrage de la Chine. Cependant, l'Inde et d'autres pays asiatiques en développement continueront de présenter une solide performance, soutenue par la demande intérieure. L'Amérique latine et les Caraïbes connaîtront à nouveau une croissance négative en 2016. Les prix des produits de base feront sentir leur poids sur les pays d'Amérique du Sud, et la crise que traverse le Brésil continuera d'agir comme un frein sur la croissance; toutefois, le Mexique et l'Amérique centrale profiteront de la solidité de la reprise américaine. Le déclin économique en Russie devrait s'atténuer, mais la CEI continuera à afficher une croissance négative en 2016. La croissance dans les pays émergents d'Eu-

rope demeurera stable, tandis que les économies de la région du MENA verront leurs perspectives affaiblies par le recul des prix du pétrole et l'aggravation des conflits régionaux. La croissance en Afrique sub-saharienne ralentira à court terme, alors que les effets des prix des produits de base seront accentués par des restrictions de taux de change au Nigeria et l'incertitude au niveau des politiques en Afrique du Sud. En revanche, une accélération est prévue pour 2017, en supposant une action politique et un rebond des prix des produits de base.

TABLEAU 1-1 Croissance du PIB réel (%) dans certaines régions et économies			
Régions (agrégats selon le PPA)	2015	2016	2017
Monde	3,1	3,2	3,5
Économies avancées	1,9	1,9	2,0
Zone euro	1,6	1,5	1,6
Économies en développement	4,0	4,1	4,6
Asie en développement	6,6	6,4	6,3
Pays émergents d'Europe	3,5	3,5	3,3
CEI	-2,8	-1,1	1,3
Amérique latine et Caraïbes	-0,1	-0,5	1,5
Moyen-Orient et Afrique du Nord	2,5	3,1	3,5
Afrique sub-saharienne	3,4	3,0	4,0
Pays (agrégats selon le marché)	2015	2016	2017
Monde	2,4	2,5	2,9
Canada	1,2	1,5	1,9
États-Unis	2,4	2,4	2,5
Royaume-Uni	2,2	1,9	2,2
Japon	0,5	0,5	-0,1
France	1,1	1,1	1,3
Allemagne	1,5	1,5	1,6
Italie	0,8	1,0	1,1
Espagne	3,2	2,6	2,3
Chine	6,9	6,5	6,2
Inde	7,3	7,5	7,5
Russie	-3,7	-1,8	0,8
Brésil	-3,8	-3,8	0,0
Mexique	2,5	2,4	2,6
Nigeria	2,7	2,3	3,5
Afrique du Sud	1,3	0,6	1,2

Vue d'ensemble et perspectives du commerce mondial

Les exportations de marchandises

Les exportations réelles de marchandises des économies développées ont augmenté de 2,6 p. 100 en 2015, tandis que les exportations des économies en développement progressaient de 3,3 p. 100. Contrairement aux dernières années, l'Europe a été l'un des leaders de la croissance des exportations en 2015 avec un gain de 3,7 p. 100, devancée uniquement par l'agrégat regroupant l'Afrique, la CEI et le Moyen-Orient, où la croissance a atteint 3,9 p. 100. L'Asie arrivait au troisième rang avec une expansion des exportations réelles de 3,1 p. 100, tandis que l'Amérique du Nord, au dernier rang, présentait un décevant taux de croissance de 0,8 p. 100. Selon les prévisions de l'OMC, la croissance des exportations dans les pays développés devancera celle du monde en développement en 2016 et 2017; La croissance globale attendue devrait rester à 2,8 p. 100 en 2016, puis monter à 3,6 p. 100 en 2017.

En 2015, les exportations nominales de marchandises (mesurées en dollars américains) dans le monde ont chuté de 13,5 p. 100, à 16,0 billions \$É.-U. Les baisses importantes des prix des produits de base et les fluctuations des taux de change ont été les principaux facteurs en cause, bien que les problèmes de volatilité et de confiance puissent également avoir réduit la demande mondiale pour certains biens durables.

Sur une base régionale, le Moyen-Orient a enregistré la plus forte baisse des exportations nominales, qui ont reculé de plus d'un tiers, alors que l'Afrique venait non loin derrière. C'est en Asie et en Amérique du Nord que les exportations nominales ont été les moins touchées, avec un repli d'environ 8 p. 100. Parmi les grandes économies, il y a lieu de noter la baisse des recettes d'exportation de la Russie, qui a atteint 31,6 p. 100. Le déclin des exportations a été légèrement supérieur à 10 p. 100 dans les principaux pays de l'UE, mais il a été plus marqué au Brésil et en Inde, où il a dépassé les 15 p. 100. En revanche, la baisse des exportations en Chine et au Mexique a été modeste, à 2,9 p. 100 et 4,1 p. 100, respectivement, ce qui reflète la faible place que les produits primaires y occupent ainsi que les taux de change favorables par rapport au dollar américain.

TABLEAU 1-2
Exportations mondiales de
marchandises, 2015, par région

	Valeur G \$É.-U.	Part (%)	Croissance (%)
Monde	15 985	100,0	-13,5
Amérique du Nord	2 294	14,4	-8,0
États-Unis	1 505	9,4	-7,1
Canada	408	2,6	-14,0
Mexique	381	2,4	-4,1
Amérique du Sud et Amérique centrale	540	3,4	-21,2
Brésil	191	1,2	-15,1
Europe	5 958	37,3	-12,4
UE-28	5 387	33,7	-12,5
Allemagne	1 329	8,3	-11,0
France	506	3,2	-12,8
Royaume-Uni	460	2,9	-8,9
Italie	459	2,9	-13,4
CEI	500	3,1	-32,0
Russie	340	2,1	-31,6
Afrique	388	2,4	-29,6
Moyen-Orient	841	5,3	-34,7
Asia	5 464	34,2	-7,9
Chine	2 275	14,2	-2,9
Japon	625	3,9	-9,5
Inde	267	1,7	-17,2
NEI	1 176	7,4	-10,8

Les importations de marchandises

En 2015, les importations réelles de marchandises des pays en développement ont à peine augmenté (hausse de 0,2 p. 100). Les deux principaux facteurs intervenants sont le ralentissement du boom de l'investissement en Asie, qui a abaissé sa croissance des importations à 1,8 p. 100 l'an dernier, et l'amélioration des soldes commerciaux des exportateurs de matières premières, dont les recettes à l'exportation ont été sous pression récemment. Pendant ce temps, la croissance des importations réelles des économies développées s'est accélérée pour atteindre 4,5 p. 100 en 2015. L'Amérique du Nord venait en tête des régions

avec une expansion de 6,5 p. 100, tandis que les importations de l'Europe progressaient de 3,6 p. 100. C'est en Amérique centrale et en Amérique du Sud que la baisse des importations réelles a été la plus forte, à 5,8 p. 100, tandis que les importations réelles de l'Afrique, de la CEI et du Moyen-Orient diminuaient collectivement de 3,7 p. 100. Ces pertes devraient s'atténuer d'ici 2016 et s'inverser en 2017.

En termes nominaux, les importations de marchandises ont reculé de 12,4 p. 100 sur l'année, à 16,3 billions \$É.-U. Le Moyen-Orient a été la région la plus performante avec une baisse de seulement 4,5 p. 100, suivi de près par l'Amérique du Nord, où le repli n'a été que de 4,7 p. 100. Les importations ont par ailleurs diminué de 13,2 p. 100 en Europe et de 13,8 p. 100 en Afrique. Cependant, les importations de l'Asie ont baissé encore davantage (de 14,6 p. 100), tandis que les importations de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud chutaient de 15,9 p. 100. La CEI a aussi enregistré une forte baisse de ses importations, soit 31,9 p. 100, attribuable à la diminution des recettes d'exportation, à la détérioration des taux de change et aux conflits qui ont touché la région.

Parmi les grandes économies, le Mexique a été le plus résilient avec une baisse de seulement 1,5 p. 100 de ses importations nominales. Les États-Unis ont vu leurs importations reculer de 4,5 p. 100, tandis que les importations du Royaume-Uni diminuaient de 9,4 p. 100. Les baisses ont varié entre 13 p. 100 et 15 p. 100 dans les plus grandes économies de l'UE, et ont atteint

14,2 p. 100 en Chine et 20,2 p. 100 au Japon. Les importations du Brésil ont dégringolé de plus d'un quart (de 25,2 p. 100) et celles de la Russie de plus d'un tiers (de 37,0 p. 100), bien que ces chiffres puissent être gonflés du fait que l'évaluation des flux commerciaux est sensible au renforcement du dollar américain.

L'Europe demeure le premier importateur mondial avec une part de 36,1 p. 100 du total mondial. Les importations de l'Asie représentent quant à elles 30,7 p. 100 des flux totaux. Ensemble, ces deux régions importent les deux tiers des marchandises dans le monde. La part de l'Amérique du Nord est légèrement inférieure à 20 p. 100, tandis que l'Afrique, la CEI et le Moyen-Orient représentent collectivement quelque 10 p. 100 des importations mondiales.

TABLEAU 1-3
Importations mondiales de
marchandises, 2015, par région

	Value US\$B	Share (%)	Growth (%)
Monde	16 340	100,0	-12,4
Amérique du Nord	3 151	19,3	-4,7
États-Unis	2 308	14,1	-4,3
Canada	436	2,7	-9,1
Mexique	405	2,5	-1,5
Amérique du Sud et Amérique centrale	622	3,8	-15,9
Brésil	179	1,1	-25,2
Europe	5 899	36,1	-13,2
UE-28	5 316	32,5	-13,4
Allemagne	1 050	6,4	-13,0
France	573	3,5	-15,4
Royaume-Uni	626	3,8	-9,4
Italie	409	2,5	-13,8
CEI	345	2,1	-31,9
Russie	194	1,2	-37,0
Afrique	559	3,4	-13,8
Moyen-Orient	747	4,6	-4,5
Asie	5 018	30,7	-14,6
Chine	1 682	10,3	-14,2
Japon	648	4,0	-20,2
Inde	392	2,4	-15,3
NEI	1 105	6,8	-16,5

Les exportations de services

Les exportations nominales totales de services dans le monde (mesurées en dollars américains) ont diminué de 6,4 p. 100, à 4,7 billions \$É.-U., en 2015. Les services de transport ont enregistré la plus forte baisse de toutes les catégories, leur valeur reculant de près de 10 p. 100 (en raison de la chute des tarifs d'expédition maritime des marchandises en vrac à des niveaux planchers). La diminution des exportations de services commerciaux a été de 5,5 p. 100, tandis que les exportations de services de voyage reculaient de 5,4 p. 100. La baisse des exportations de services a touché toutes les régions en 2015, mais elle a été inégalement répartie.

L'Amérique du Nord est la région la plus résistante sur le plan des exportations de services, n'ayant enregistré qu'une légère baisse de 0,9 p. 100, qui est imputable au recul de 10,4 p. 100 des exportations de services du Canada³. Les exportations de services de l'Asie venaient ensuite, avec un déclin de 3,4 p. 100. Alors que la Chine et le Japon affichaient des baisses négligeables et que les exportations de services de l'Inde étaient en hausse, celles des NEI ont suffisamment régressé pour aggraver globalement la baisse des exportations de services de la région. La Corée du Sud a accusé un recul particulièrement marqué, soit 12,7 p. 100.

L'Amérique centrale et l'Amérique du Sud ont enregistré une modeste baisse de 4,3 p. 100 de leurs exportations de services, en dépit du fort déclin (15,5 p. 100) survenu au Brésil. Les exportations de services de l'Europe ont chuté de 9,8 p. 100, celles de la France venant en tête de liste (recul de 13,1 p. 100), tandis que les exportations du Royaume-Uni montraient une plus grande résistance (perte de seulement 4,7 p. 100). Enfin, les exportations de l'Afrique, du Moyen-Orient et de la CEI ont globalement reculé de 5,9 p. 100.

Parmi les grandes économies, l'Inde a été le seul pays à voir ses exportations de services prendre de l'expansion au cours de 2015 (gain de 1,2 p. 100)⁴. Les exportations des États-Unis sont demeurées stables, à 690 milliards \$É.-U., ce qui représente 14,8 p. 100 du total mondial. Dans les autres régions, la baisse des exportations de services de l'Égypte n'a été que de 4,6 p. 100, mais l'Afrique du Sud a vu fondre plus d'un dixième de la valeur de ses exportations, et la Russie près d'un quart.

L'Europe est demeurée le principal fournisseur mondial de services, avec un peu moins de la moitié de la valeur globale des services exportés, soit 2,2 billions \$É.-U., ce qui est attribuable principalement aux échanges de services intra-UE. L'Asie arrivait au second rang, avec un peu plus d'un quart des exportations mondiales de services (1,2 billion \$É.-U.), tandis que l'Amérique du Nord occupait la troisième place avec 0,8 billion \$É.-U., soit 16,9 p. 100 des exportations mondiales de services en 2015.

TABLEAU 1-4
Exportations mondiales de services, 2015,
par région

	Valeur G \$É.-U.	Part (%)	Croissance (%)
Monde	4 675	100,0	-6,4
Amérique du Nord	790	16,9	-0,9
États-Unis	690	14,8	0,0
Canada	76	1,6	-10,4
Mexique	23	0,5	7,2
Amérique du Sud et Amérique centrale	140	3,0	-4,3
Brésil	33	0,7	-15,5
Europe	2 205	47,2	-9,8
UE-28	1 958	41,9	-9,8
Allemagne	246	5,3	-9,8
Royaume-Uni	341	7,3	-4,7
France	239	5,1	-13,1
Pays-Bas	176	3,8	-9,5
Asie	1 220	26,1	-3,4
Chine	229	4,9	-0,7
Japon	158	3,4	-0,2
Inde	158	3,4	1,2
NEI	397	8,5	-5,9
Autres régions	320	6,8	-5,9
Russie	49	1,0	-24,5
Égypte	19	0,4	-4,6
Afrique du Sud	15	0,3	-10,5
Émirats arabes unis	19	0,4	-

³ Mesurées en dollars américains. Mesurées en dollars canadiens, les exportations canadiennes de services ont augmenté de 3,6 p. 100.

⁴ Le Mexique a enregistré une croissance de 7,2 p. 100 de ses exportations de services, mais celles-ci n'ont totalisé que 23 milliards \$É.-U.

Les importations de services

Les importations nominales totales de services dans le monde ont diminué de 5,4 p. 100, à 4,6 billions \$É.-U., en 2015. Contrairement aux exportations, la plupart des régions ont enregistré des baisses. Les importations de services ont progressé de 0,6 p. 100 en Amérique du Nord et de 0,3 p. 100 en Asie. Ces résultats ont été stimulés, d'une part, par la bonne performance des États-Unis qui ont vu leurs importations de services augmenter de 3,5 p. 100 et, d'autre part, une prodigieuse performance de la Chine qui a porté toute la région. En effet, l'expansion des importations de services a atteint 14,7 p. 100 en Chine, ce qui en fait l'une des performances commerciales les plus impressionnantes et improbables de 2015. Cela l'a placée en bonne position pour devancer les États-Unis comme premier importateur mondial de services – une distinction qu'elle pourrait lui ravir dès l'an prochain.

L'Amérique centrale et l'Amérique du Sud ont été la région où les importations de services ont le plus fortement reculé, soit de 12,9 p. 100. Cette contreperformance s'explique par la baisse de près de 20 p. 100 des importations du Brésil.

Les importations combinées de l'Afrique, du Moyen-Orient et de la CEI ont suivi la tendance à la baisse, avec un recul de 10,9 p. 100. En grande partie, cela est imputable à la chute de 28,3 p. 100 des importations de services de la Russie; par contre, les importations de services de l'Égypte ont résisté au mouvement baissier avec un gain de 5,7 p. 100.

Les importations de services de l'Europe ont diminué de 8,7 p. 100 en 2015, tirées vers le bas par des déclinés dans les deux chiffres en France et en Allemagne. En revanche, les importations du Royaume-Uni n'ont fléchi que de 1,8 p. 100. L'Europe a été la plus grande région importatrice de services en 2015, accaparant 41,1 p. 100 du total mondial. La part des importations de l'Asie s'est chiffrée à un peu plus de 30 p. 100 tandis que celle l'Amérique du Nord a été de 13,0 p. 100.

Les importations de services du Canada ont accusé une baisse de 10,6 p. 100 en dollars américains, mais montrent une augmentation de 3,2 p. 100 lorsqu'elles sont exprimées en dollars canadiens.

TABEAU 1-5
Importations mondiales de services, 2015,
par région

	Valeur G \$É.-U.	Part (%)	Croissance (%)
Monde	4 570	100,0	-5,4
Amérique du Nord	595	13,0	0,6
États-Unis	469	10,3	3,5
Canada	95	2,1	-10,6
Mexique	29	0,6	-3,8
Amérique du Sud et Amérique centrale	170	3,7	-12,9
Brésil	69	1,5	-19,8
Europe	1 880	41,1	-8,7
UE-28	1 707	37,4	-8,6
Allemagne	292	6,4	-11,5
Royaume-Uni	205	4,5	-1,8
France	224	4,9	-11,0
Pays-Bas	166	3,6	-4,1
Asie	1 380	30,2	0,3
Chine	437	9,6	14,7
Japon	174	3,8	-8,8
Inde	126	2,8	-1,1
NEI	377	8,2	-2,9
Autres régions	550	11,8	-10,9
Russie	85	1,8	-28,3
Égypte	18	0,4	5,7
Afrique du Sud	15	0,3	-8,7
Émirats arabes unis	68	1,5	-

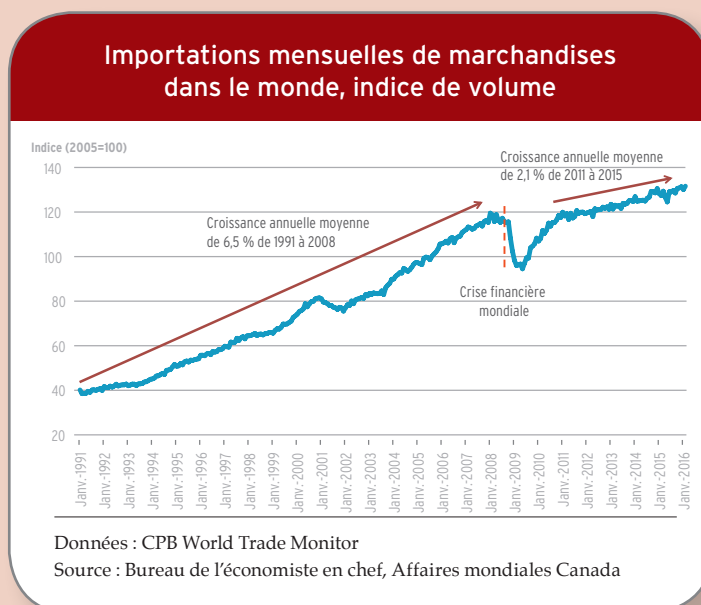
Ralentissement du commerce mondial

Le commerce mondial s'est fortement redressé suite à la crise économique mondiale, mais la reprise s'est essoufflée au cours des dernières années, la croissance des échanges commerciaux dans le monde décélérant de façon significative pour s'aligner davantage sur la croissance du PIB mondial.

Preuves d'un ralentissement

Entre 1990 et 2015, la valeur des importations mondiales de marchandises, un indicateur du commerce mondial, a plus que quadruplé, passant de 3,6 billions de dollars \$É.-U. à plus de 16,8 billions de \$É.-U., et son importance relative a également augmenté au cours de ces 25 années, soit de 15,5 p. 100 à 22,9 p. 100 du PIB mondial. Cependant, l'expansion des échanges mondiaux a ralenti de manière significative ces dernières années, passant d'une moyenne annuelle de 8,5 p. 100 au cours des 17 années précédant la crise mondiale (1990 à 2007) à une moyenne de 1,1 p. 100 de 2011 à 2014. La valeur des importations mondiales de marchandises atteignait 19,1 billions de \$É.-U. en 2014, mais elle a reculé à 16,8 billions de \$É.-U. en 2015, une baisse de 12,2 p. 100, qui est principalement attribuable à la chute des prix des produits de base et à l'appréciation du dollar américain, puisque le volume des importations a, en fait, légèrement augmenté cette année-là.

Un examen du volume des échanges mondiaux (après rajustement du commerce nominal pour tenir compte des variations de prix) montre que le ralentissement à long terme demeure important : le volume des importations mondiales a progressé à un taux annuel moyen de 6,5 p. 100 entre 1991 et 2008, mais la croissance a ralenti à seulement 2,1 p. 100 de 2011 à 2015¹.



Les raisons du ralentissement

Bien que le ralentissement du commerce mondial soit devenu évident au cours des dernières années et qu'il ait suscité beaucoup de débats et de recherche, le FMI affirme qu'il a en fait commencé avant la Grande Récession². En effet, le ralentissement du commerce mondial est dicté par plusieurs facteurs structurels et conjoncturels qui sont entrés en action depuis le début du 21^e siècle. De manière générale, le ralentissement structurel s'est amorcé dès 2000, lorsque la baisse de l'élasticité-revenu du commerce (la croissance du commerce par rapport à la croissance du PIB) a permis d'entrevoir que l'ancienne régularité empirique selon laquelle le commerce augmentait au double du taux du PIB mondial ne tiendrait plus éventuellement. Cependant, l'attention ne s'est pas portée sur ce point jusqu'à ce que les effets cycliques ressentis dans le sillage de la Grande

¹ Selon les données sur le volume mensuel des importations mondiales recueillies par le Bureau d'analyse de la politique économique du CPB des Pays-Bas.

² Encadré 1.2, *Perspectives de l'économie mondiale*, FMI, avril 2015. L'élasticité-revenu du commerce était légèrement supérieure à 2 entre 1986 et 2000, mais elle n'a été que de 1,3 de 2001 à 2014.

Récession ne viennent exacerber cette tendance. Simultanément, des facteurs structurels défavorables ont commencé à se manifester et à agir comme un frein sur la croissance du commerce mondial.

Deux grands facteurs structurels à long terme qui avaient stimulé les échanges commerciaux vers la fin du siècle dernier ont commencé à perdre de la vigueur après 2000. Tout d'abord, l'intégration du monde postcommuniste dans le système économique international (non seulement l'Europe centrale et l'Europe de l'Est, mais aussi des pays tels que la Chine et le Vietnam) a fourni un soutien prolongé au commerce mondial, qui a augmenté plus rapidement que la normale durant la plus grande partie des années 90, avant de manquer de souffle. Deuxièmement, la montée des chaînes de valeur mondiales (CVM), qui ont adopté de nouveaux modèles de production reposant sur l'externalisation, les échanges de tâches et la fragmentation concomitante de la production parmi plusieurs pays³, est également considérée comme une source de stimulation de la croissance du commerce au-delà des niveaux historiquement normaux. Cependant, lorsque les CVM sont arrivées à maturité et que les techniques de production se sont stabilisées, l'expansion du commerce est revenue à la normale, à peu près au niveau de la croissance de la production.

Deux facteurs structurels supplémentaires sont récemment intervenus. Premièrement, un changement structurel en Chine, dans lequel la croissance s'est éloignée peu à peu de l'investissement et des exportations (activités à forte intensité commerciale) pour reposer davantage sur les secteurs intérieurs et les services (activités ayant une moins grande intensité commerciale) a freiné les échanges commerciaux de la Chine, ce qui s'est répercuté sur de nombreuses économies émergentes exportatrices de ressources dont la prospérité reposait sur leur rôle de fournisseur de matières premières à la Chine; lorsque celle-ci a réduit sa production, sa demande et ses échanges commerciaux, elle a mis fin au boom des produits de base.

Deuxièmement, certains ont fait valoir que les gouvernements nationaux sont davantage portés à miser sur les sources intérieures de croissance et à recourir au protectionnisme depuis la Grande Récession⁴. En dépit de l'opinion majoritaire qui affirme que cela n'est pas du protectionnisme, mais plutôt un ralentissement de la libéralisation, le protectionnisme continue de poser une menace sérieuse et active, se dissimulant dans des codes fiscaux et des politiques industrielles en apparence inoffensives, et sape de façon continue le commerce mondial.

Les fondements structurels du ralentissement qui a récemment mené à une très faible croissance du commerce sont accompagnés de plusieurs facteurs conjoncturels à court terme. En voici quelques-uns⁵ :

- la faiblesse prolongée au sein de l'UE, dont les échanges internes entre les membres représentent, dans des conditions normales, environ un tiers du commerce mondial;
- le ralentissement récent observé dans les marchés émergents, pour la cinquième année d'affilée, notamment en Chine;
- l'affaiblissement du financement des échanges commerciaux, dont les mesures de soutien des gouvernements au financement du commerce, après la Grande Récession;

³ Alors que la Chine a joué un rôle clé dans les deux processus, ceux-ci ne doivent pas être confondus. Une partie de ce qui a produit la montée si phénoménale de la Chine est qu'elle a simultanément délaissé le modèle de l'économie planifiée et adopté les CVM, ce qui a eu des effets multiplicateurs sur la croissance et le commerce.

⁴ Dans son rapport annuel de 2015, l'OMC rapporte que 2 557 restrictions commerciales ont été mises en place par les pays du G20 depuis la crise de 2008 et que seulement 642 ont été retirées depuis, ce qui laisse encore 1 915 restrictions en place. En outre, le volume de ces mesures de restriction du commerce (droits de douane, quotas, taxes, redevances etc.) a augmenté de 17 p. 100 depuis le précédent rapport annuel de l'OMC.

⁵ La baisse des prix des produits de base est sans doute un facteur cyclique, mais elle est davantage un effet qu'une cause. Même si elle a eu un impact sur la valeur du commerce mondial, les volumes d'échanges ont diminué encore plus fortement.

- le changement dans la composition de la demande de certains pays, au détriment des dépenses d'investissement à forte intensité d'importations et au profit des moteurs de croissance d'origine intérieure (consommation privée et dépenses gouvernementales).

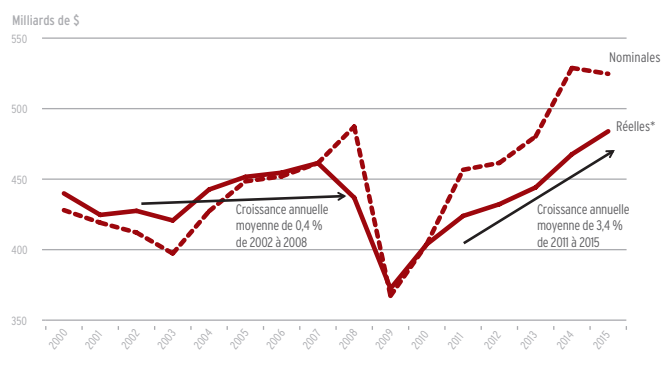
Dans l'ensemble, alors que les facteurs conjoncturels ont joué un rôle majeur dans le ralentissement des échanges commerciaux, les poids relatifs des facteurs structurels et cycliques énumérés ci-dessus restent à déterminer dans un modèle du commerce pouvant rendre compte de ces facteurs.

Perspective canadienne

Le commerce joue un rôle clé prévisible dans une économie ouverte comme celle du Canada, dont le voisin immédiat au sud est également la première économie en importance dans le monde – un marché où des mesures protectionnistes même mineures risquent d'avoir un profond impact sur des secteurs entiers de l'économie canadienne. Le Canada se distingue aussi parmi les pays développés dans la mesure où il possède un solide secteur des ressources naturelles qui est à l'origine de la plus grande partie des exportations du pays; il n'est donc pas étonnant que la baisse des prix des matières premières ait provoqué une année difficile pour l'économie canadienne en 2015. Tout cela contribue à faire du Canada un champion naturel de la libéralisation des échanges commerciaux.

Après une croissance spectaculaire dans les années 90, les volumes d'exportations du Canada ont ralenti brusquement entre 2002 et 2008, ne croissant que de 0,4 p. 100 par an en moyenne. Cela est survenu alors que le dollar canadien s'appréciait de 47 p. 100 par rapport au dollar américain, rendant les produits canadiens relativement moins concurrentiels sur le marché américain. Toutefois, le Canada évolue à contre-sens de la tendance récente au ralentissement du commerce mondial. Sur la période 2011-2015, le dollar canadien a reculé de 23 p. 100 par rapport au dollar américain, et le volume d'exportation du Canada a crû de 3,4 p. 100 l'an. Avec l'affaiblissement du huard, l'impact de la forte reprise économique aux États-Unis et l'exposition relativement faible au ralentissement du commerce en Europe et en Asie ont aussi joué un rôle dans la bonne tenue commerciale du Canada.

Exportations canadiennes de marchandises (données de la BdP)



* Dollars enchaînés de 2007

Source : Bureau de l'économiste en chef, Affaires mondiales Canada

Données : Statistique Canada

En outre, l'appréciation du dollar américain (la monnaie qui sert à mesurer le commerce mondial) qui a un effet sur l'évaluation du commerce nominal, ne touche pas directement les volumes d'échanges.

| CHAPITRE 2 | Évolution de l'économie et du commerce - tour d'horizon des pays et des régions

Évolution de l'économie et du commerce - tour d'horizon des pays et des régions

Selon des données révisées, la croissance économique mondiale, mesurée en fonction de la PPA¹, s'est améliorée de 2013 à 2014, passant de 3,3 p. 100 à 3,4 p. 100, avant de retomber à 3,1 p. 100 en 2015. La légère hausse observée en 2014 est imputable à la reprise tant attendue dans les pays développés qui, collectivement, ont vu leur croissance passer de 1,2 p. 100 en 2012-2013 à un taux plus dynamique de 1,8 p. 100 en 2014. Une autre amélioration marginale est survenue en 2015, les pays développés croissant en moyenne de 1,9 p. 100, et la croissance dans ces pays devrait atteindre 2,0 p. 100 en 2017. Malgré ce regain de croissance, celle-ci a ralenti à nouveau dans les économies développées vers la fin de 2015, ravivant les incertitudes quant à l'avenir.

À la lumière du renforcement de l'économie des pays développés, la croissance dans les économies en développement et les économies émergentes a continué de décevoir. Alors que la reprise observée en 2014 dans le monde développé a été suffisante pour contrer la tendance séculaire à la baisse dans le monde en développement et hausser la croissance mondiale cette année-là, un an plus tard, la tendance séculaire à la baisse s'est aggravée. Après un ralentissement relativement constant au cours duquel la croissance est passée de 5,3 p. 100 en 2012, à 4,9 p. 100 en 2013 et à 4,6 p. 100 en 2014, les économies en développement et émergentes ont vu leur croissance ralentir deux fois plus vite au cours de 2015, à 4,0 p. 100. S'ajoutant au ralentissement modéré de l'économie chinoise, les profondes récessions qui ont frappé le Brésil et la Russie sont les principaux facteurs en cause; mais la faiblesse se manifeste dans la plupart des pays en développement exportateurs de produits de base, alors que les prix des produits de base fléchissent partout dans le monde sous l'effet de la baisse de la demande d'investissement. Ainsi, à moyen terme, les pays qui sont étroitement liés à la demande des marchés développés et qui dépendent moins des matières premières (comme le Mexique et l'Inde) peuvent s'attendre à une croissance plus stable et plus sûre. Cependant, toutes les économies bénéficieront de réformes économiques axées sur l'avenir, peu importe leur niveau de développement, pour surmonter les défis qui hypothèquent leurs perspectives économiques. Chaque économie est confrontée à la tâche d'assurer la demande sur le marché intérieur, de trouver des créneaux d'investissement sûrs et prometteurs et de progresser vers de nouvelles solutions dans les secteurs de la production, de la distribution et du commerce pour contrer l'effet modérateur du vieillissement des populations, de l'instabilité financière et politique, de l'incertitude entourant les prix des ressources, etc. sur la croissance économique. Enfin, les projections de croissance du PIB tiennent compte du fait qu'à partir de 2016, le monde développé bénéficiera d'une hausse du PIB réel de plus de 1 p. 100 par an en raison de la stimulation de la demande privée exercée par la baisse des prix pétroliers. Toute perturbation de l'offre et des prix du pétrole pourrait toutefois agir sur cet avantage.

En considérant le tableau présenté ci-dessus, les régions clés pour la politique commerciale du Canada peuvent devenir plus fluides dans les années à venir. Si certaines constantes demeurent, telles que l'importance primordiale des États-Unis dans l'économie et le commerce du Canada, d'autres pays et régions pourraient en venir à occuper une plus grande place selon leur capacité à tirer parti des possibilités qu'offre l'économie mondiale moderne. À l'heure actuelle, l'Asie émergente demeure un chef de file de la croissance mondiale, et tant la Chine que l'Inde présentent encore des possibilités incomparables; mais les marchés de consommation bien établis et structurés de la zone euro

¹ Tous les chiffres agrégés sur la croissance des groupes et des régions qui sont présentés dans ce chapitre ont été calculés sur la base de la PPA, parce que des données sur le PIB en fonction des taux de change du marché ne sont pas disponibles auprès du FMI.

attireront également l'attention des exportateurs canadiens. La proximité et les liens avec l'Amérique latine et les Caraïbes (en particulier le Mexique) en font aussi une région prioritaire. Le présent chapitre donne un bref aperçu des facettes les plus importantes de l'évolution économique et commerciale dans ces pays et ces régions.

Les États-Unis sont revenus à la position de tête pour ce qui est de la croissance économique au sein du G7 l'an dernier, alors que le Royaume-Uni et le Canada subissaient un ralentissement. Ce pays continue d'être le moteur essentiel de la croissance du PIB des économies avancées, et est doublement important pour le Canada qui dépend de son immense marché pour les trois quarts environ de ses exportations de biens et services. Les États-Unis resteront à l'avant-garde des grandes économies avancées en termes de croissance en 2016 et 2017, s'appuyant sur l'amélioration de la situation financière des consommateurs et le renforcement du marché du logement. Le freinage fiscal devrait disparaître d'ici 2016, contrant du même coup l'effet de freinage sur les exportations nettes d'un dollar fort et du recul des investissements dans le secteur de l'énergie. La relation du Canada avec les États-Unis évoluera tout en demeurant forte : l'augmentation spectaculaire des exportations aux États-Unis de produits canadiens non liés aux ressources survenue cette année, qui a compensé la diminution de la valeur des exportations de ressources, illustre bien ce point. Tandis que la part des États-Unis dans les échanges commerciaux du Canada, du côté tant des exportations que des importations, a reculé pour la première fois en quatre ans, la vigueur des liens économiques entre les deux pays reste impressionnante.

La puissance économique de la Chine laisse voir certains dommages en façade, mais elle demeure sans aucun doute intacte sur le fond. L'engagement des dirigeants chinois envers l'économie et le processus de transition en douceur d'une croissance fondée sur l'investissement à une croissance axée sur le marché intérieur continue d'être fort, et l'arsenal considérable de mesures à leur portée n'a pas encore été mis à l'épreuve. Même si les préoccupations au sujet de la modeste dévaluation du yuan et des soubresauts de la bourse de Shanghai ont provoqué des remous parmi les investisseurs l'an dernier, ces questions demeurent superficielles sur le plan économique; le fait que la croissance de la consommation finale en Chine a continué à décélérer depuis 2012, et la baisse des exportations réelles de biens et services de ce pays en 2015 sont des éléments plus préoccupants.

Le Mexique a connu une reprise après le ralentissement de 2013, avec une vigueur renouvelée du côté des consommateurs et des volumes d'échanges en plein essor; le pays devrait enregistrer une croissance stable alignée étroitement sur celle des États-Unis à moyen terme. Le rôle commercial du Mexique au sein de l'ALENA continue de s'affirmer, et celui-ci est aujourd'hui un fournisseur clé pour le Canada dans les secteurs de l'automobile, des machines électriques et électroniques et des machines mécaniques. Le Mexique est la troisième plus importante source d'importations au Canada, fournissant autant de marchandises que l'Allemagne et le Japon réunis. Le développement et les réformes structurelles devraient ouvrir de nouvelles possibilités pour les entreprises canadiennes au Mexique, et sa proximité géographique devrait faire en sorte que ces possibilités soient de longue durée. Les exportations du Canada au Mexique ont d'ailleurs augmenté de manière significative en 2015.

Sur le plan régional, l'Asie émergente est l'une des principales zones d'expansion potentielle des activités commerciales du Canada. Les grandes plates-formes d'exportation dans des domaines tels que les machines électriques et électroniques (Malaisie et Thaïlande), les services (Inde) et le vêtement (Vietnam et Bangladesh) continuent de se développer et d'évoluer. L'Asie émergente est la région qui a connu la plus forte croissance dans le monde et ses perspectives d'avenir sont excellentes. L'avenir de la région dépend de la mesure dans laquelle ces pays réussiront à réorienter leurs paradigmes économiques en s'éloignant du modèle de développement axé sur l'exportation, mais les premières indications dans le cas de la Chine sont assez encourageantes.

La croissance économique dans la zone euro s'est améliorée considérablement l'an dernier, son commerce se portant mieux et son intégrité territoriale demeurant intacte. L'Union européenne reste exposée à des risques financiers et politiques, mais elle a montré jusqu'ici une résilience considérable face aux défis qui se posent au chapitre de la migration et de la sécurité. La position énergique de la Banque centrale européenne prévient la réapparition des risques souverains et de l'incertitude qui prévalaient au cours des années précédentes. Bien que le troisième plan de sauvetage de la Grèce ait apaisé les tensions, les problèmes économiques liés à ce pays n'ont pas encore été abordés sur le fond et il faudra s'y attaquer éventuellement. La croissance reprend du mieux alors que disparaît l'effet de freinage fiscal, mais les événements et les risques externes continueront d'exercer une influence considérable sur le cheminement futur de la région. Historiquement, une grande partie du commerce et de l'investissement du Canada se déroule avec la zone euro, trouvant ses racines dans des normes, des valeurs et une histoire communes. Leur importance est mise en relief par la signature récente de l'Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada et l'Union européenne, et la région demeurera un volet clé des échanges commerciaux du Canada pour des décennies à venir.

Les pays d'Amérique latine et des Caraïbes (ALC) sont les voisins du Canada dans l'hémisphère et cette proximité leur confère une priorité particulière. Le Mexique occupe une place importante au sein de ce groupe, et son économie s'aligne de plus en plus sur celles de ses partenaires de l'ALENA en s'intégrant à leurs chaînes de valeur. Un effort pour améliorer la dimension Canada-Mexique au sein de l'ALENA devrait mener à un renforcement des relations économiques entre les deux pays, à leur avantage mutuel. Plusieurs accords de protection des investissements et de libre-échange ont été signés avec les pays de l'ALC au cours de la dernière décennie, et des pays tels que le Chili, le Pérou et la Colombie sont devenus d'importants fournisseurs d'entreprises canadiennes. La croissance de cette région a glissé en territoire négatif en raison de la crise qui sévit au Brésil et de la chute des cours des matières premières, mais plusieurs pays résistent à la tendance et demeurent sur la bonne voie pour enregistrer une croissance robuste. Les perspectives de la région à plus long terme sont toujours favorables.

Tour d'horizon des pays

Les États-Unis

Le taux de croissance économique aux États-Unis est resté inchangé à 2,4 p. 100 en 2015. L'augmentation du PIB réel reflète principalement les contributions positives des dépenses des ménages, de l'investissement non résidentiel et de l'investissement résidentiel. Les investissements dans les stocks, les exportations et les dépenses publiques

aux paliers national et local ont également fait un apport positif. Par rapport à l'année précédente, les dépenses des ménages et l'investissement fixe résidentiel ont mieux performé, compensant à la fois la décélération de l'investissement fixe non résidentiel et des exportations et l'accélération des importations.

Les dépenses des ménages ont crû de 3,1 p. 100 en 2015, en hausse sur le taux de 2,7 p. 100 observé l'année précédente, et ont contribué 2,1 points de pourcentage à la croissance globale de 2,4 p. 100. Les dépenses en biens et services ont progressé plus rapidement que l'an dernier, les biens non durables battant la marche. La croissance des investissements des entreprises a toutefois ralenti, passant de 5,3 p. 100 en 2014 à 4,0 p. 100 en 2015, malgré une forte reprise de l'investissement résidentiel (gain de 8,9 p. 100), alors que la baisse des investissements dans les structures (perte de 1,5 p. 100) et le ralentissement des investissements dans les machines (hausse de 3,1 p. 100) ont dicté la performance de cette catégorie. La contribution des exportations nettes à la croissance du PIB a été à nouveau négative (-0,6 point de pourcentage), les exportations ayant décéléré à un taux de croissance de 1,1 p. 100 en raison de la vigueur du dollar et les importations s'accéléralant à un rythme de 4,9 p. 100. L'effet de freinage provenant de la réduction des dépenses du gouvernement fédéral a été presque éliminé, et la contribution positive des dépenses au niveau des États et des administrations locales a permis une contribution globalement positive de 0,1 point de pourcentage du secteur gouvernemental à la croissance du PIB.

TABEAU 2-1
PIB réel des États-Unis et mesures connexes

	Part en dollars courants (%)	Croissance par rapport à l'année précédente (%)		Contribution au changement en pourcentage du PIB réel (point de pourcentage)	
	2015	2014	2015	2014	2015
Produit intérieur brut	100	2,4	2,4	2,4	2,4
Dépenses des ménages	68,6	2,7	3,1	1,84	2,11
Biens	23,7	3,3	3,7	0,75	0,83
Biens durables	9,0	5,9	6,0	0,43	0,43
Biens non durables	14,9	2,1	2,6	0,32	0,39
Services	44,9	2,4	2,8	1,09	1,28
Investissement en capital fixe des entreprises	16,8	5,3	4,0	0,82	0,64
Résidentiel	3,2	1,8	8,9	0,05	0,28
Non résidentiel	13,5	6,2	2,8	0,77	0,36
Structures	2,8	8,1	-1,5	0,23	-0,04
Machines et matériel	6,5	5,8	3,1	0,34	0,18
Produits de propriété intellectuelle	4,3	5,2	5,7	0,20	0,22
Investissement dans les stocks	0,6	10,7	43,4	0,05	0,17
Exportations nettes de biens et services	-3,3	-	-	-0,18	-0,64
Exportations	12,9	3,4	1,1	0,46	0,15
Biens	8,8	4,4	-0,2	0,41	-0,01
Services	4,1	1,2	4,0	0,05	0,17
Moins les importations	16,2	3,8	4,9	-0,63	-0,79
Biens	13,3	4,3	4,8	-0,59	-0,64
Services	2,9	1,6	5,5	-0,05	-0,15
Dépenses et investissement brut des gouvernements	17,5	-0,6	0,7	-0,11	0,13
Fédéral	6,8	-2,4	-0,3	-0,18	-0,02
États et administrations locales	10,7	0,6	1,4	0,07	0,15

centage), les exportations ayant décéléré à un taux de croissance de 1,1 p. 100 en raison de la vigueur du dollar et les importations s'accéléralant à un rythme de 4,9 p. 100. L'effet de freinage provenant de la réduction des dépenses du gouvernement fédéral a été presque éliminé, et la contribution positive des dépenses au niveau des États et des administrations locales a permis une contribution globalement positive de 0,1 point de pourcentage du secteur gouvernemental à la croissance du PIB.

La faiblesse s'est de nouveau manifestée au premier trimestre en 2015, avec un taux de croissance de 0,6 p. 100; celui-ci a toutefois rebondi à 3,9 p. 100 au deuxième trimestre, puis a ralenti au cours de la seconde moitié de l'année. Dans l'ensemble, la reprise américaine s'est maintenue avec quelques signes de faiblesse vers la fin de l'année au niveau de la demande intérieure finale et de l'investissement non résidentiel. Les signes émanant du marché du travail sont néanmoins demeurés forts, les données sur la croissance de l'emploi étant robustes, le taux de chômage ayant reculé à 5,0 p. 100 à la fin de 2015 et le taux de participation rebondissant après le plongeon provoqué par la Grande Récession.

Les exportations de biens du Canada aux États-Unis ont diminué de 1,0 p. 100 en 2015, en ligne avec la baisse des exportations totales de biens. Les importations en provenance des États-Unis ont progressé de 3,5 p. 100, un taux inférieur à la croissance globale des importations de 4,4 p. 100². Du côté des services, la croissance des exportations canadiennes a atteint 3,4 p. 100 et elle a été de 1,7 p. 100 du côté des importations. Les cinq principaux produits d'exportation ont été les combustibles et huiles minéraux, les produits de l'automobile, les machines mécaniques, les plastiques et les machines électriques et électroniques.

La Chine

En 2015, l'économie chinoise a poursuivi son ralentissement orchestré, enregistrant un taux de croissance de 6,9 p. 100 (soit une baisse de 0,4 p. 100 sur 2014 et de 0,8 p. 100 sur 2013). Alors que les grandes lignes de cette décélération concordent avec l'intention proclamée d'atteindre une croissance plus durable reposant sur la consommation plutôt que sur l'investissement, les détails du processus ont été moins prévisibles, ce qui a donné lieu à quelques inquiétudes, engendrées par la Chine elle-même, sur les marchés au cours de 2015. La légère dévaluation du renminbi au début en 2015 a provoqué une onde de choc sur les marchés mondiaux; le marché boursier a grimpé au mépris des données fondamentales, puis s'est dégonflé, envoyant certains avertissements aux investisseurs. La consommation privée (comme on appelle les dépenses des ménages dans les statistiques de la Chine) a sensiblement diminué en pourcentage du PIB, passant de 38,2 p. 100 en 2014 à 36,4 p. 100 en 2015; l'expansion de la consommation privée a ralenti, glissant de 9,1 p. 100 en 2014 à 8,4 p. 100 en 2015³. La décélération de l'investissement, le principal facteur de ralentissement, s'est poursuivie rapidement, le taux de croissance de cette composante reculant de 7,3 p. 100 en 2014 à 5,2 p. 100 en 2015.

Les données du FMI montrent que les exportations réelles des biens et services de la Chine se sont contractées de 2,1 p. 100 en 2015 (contre une expansion de 4,8 p. 100 en 2014). Il y a eu également un ralentissement substantiel de la croissance des importations réelles, qui avaient déjà ralenti de 10,6 p. 100 en 2013 à 5,4 p. 100 en 2014, à seulement 2,0 p. 100 en 2015. Pendant ce temps, les dépenses publiques ont augmenté de 29,3 p. 100 en 2014 à 31,9 p. 100 en 2015. L'inflation a été modeste, à 1,4 p. 100, alors que le taux de chômage déclaré s'est établi à 4,1 p. 100.

Selon le FMI, l'économie de la Chine devrait continuer de ralentir à moyen terme, à 6,5 p. 100 en 2016 puis à 6,2 p. 100 en 2017. La croissance devrait ralentir davantage dans le secteur de la fabrication et de l'immobilier, qui sont aux prises avec une capacité excédentaire. Une solide performance est attendue dans le secteur des services, la politique gouvernementale de relance soutenant la transition continue vers une économie basée sur la consommation. La demande de pétrole est restée stable en 2015 traduisant une accumulation des stocks, mais la demande de métaux a fléchi, affaiblissant davantage les cours mondiaux. L'inflation devrait remonter à 1,8 p. 100 en 2016, et le solde du compte courant devrait diminuer à 2,1 p. 100 du PIB d'ici 2017. Le chômage déclaré restera stable, juste au-dessus de 4 p. 100.

² Toutes les données sur la croissance dans ce paragraphe ont été calculées en dollars canadiens.

³ Ces chiffres et d'autres pour la Chine en 2015 sont des estimations de IHS Global Insight.

Les exportations de biens du Canada vers la Chine ont augmenté de 4,2 p. 100 en 2015, ce qui constitue un rebond après le déclin de 2014. Les importations de marchandises du Canada en provenance de la Chine ont par ailleurs augmenté de 9,4 p. 100. La Chine demeure le deuxième partenaire commercial du Canada. Les principaux produits d'exportation du Canada vers la Chine en 2015 ont été la pâte de bois, les graines de canola, le bois et les articles en bois, les minerais et les combustibles et huiles minéraux. Les principaux biens importés au Canada de la Chine étaient les machines électriques et électroniques, les machines mécaniques, les meubles, les jouets et le matériel de sport, et les vêtements.

Le Mexique

Après avoir renoué avec la croissance en 2014, à un rythme de 2,3 p. 100, le Mexique a vu sa performance économique continuer de s'améliorer en 2015. Le PIB réel a progressé de 2,5 p. 100 et la consommation privée a augmenté de 3,0 p. 100. IHS Global Insight indique que cette croissance des dépenses de consommation reflète une certaine demande refoulée qui s'est manifestée après des années d'incertitude au pays et dans le monde. L'investissement des entreprises a continué de progresser, avec un taux de croissance de 4,4 p. 100. Une forte expansion de 9,0 p. 100 des exportations réelles est survenue en 2015 et les importations réelles étaient en hausse de 5,0 p. 100. Le déficit du compte courant s'est établi à 2,8 p. 100 du PIB, alors que l'inflation a ralenti à 2,7 p. 100. Le chômage a diminué à 4,3 p. 100. Il y a eu une dépréciation du taux de change effectif réel de près de 10 p. 100 dans la seconde moitié de l'année, ce qui a favorisé la demande pour le tourisme au Mexique. En revanche, l'investissement public a régressé d'environ 10 p. 100 au cours de la seconde moitié de 2015, les recettes publiques reculant avec les prix du pétrole.

Les projections à moyen terme pour l'économie mexicaine laissent entrevoir une croissance stable de 2,4 p. 100 en 2016 et de 2,6 p. 100 en 2017, en ligne avec la croissance de l'économie américaine, dont le pays profite de la demande et des retombées. Alors que le Mexique progressait jadis à un rythme plus élevé que les États-Unis, l'écart est devenu presque imperceptible depuis 2013. La demande des consommateurs devrait être vigoureuse, même si les revenus pétroliers entraînent certaines réductions dans les dépenses gouvernementales, en particulier du côté des investissements en infrastructure. Ces derniers temps, l'économie arborait le modèle à deux vitesses : une croissance lente dans le secteur industriel et une expansion plus forte dans le secteur des services. Une partie de la problématique est que la production industrielle est contrainte par le sous-investissement dans le secteur pétrolier, dont la production ne peut pas être haussée en conséquence.

Les importations de biens au Canada en provenance du Mexique ont augmenté de 6,4 p. 100 en 2015 et ce pays demeure le troisième plus grand fournisseur d'importations du Canada, principalement dans le secteur de l'automobile et celui des machines électriques et électroniques. Par contre, les exportations de biens du Canada au Mexique ont avancé beaucoup plus rapidement – en hausse de 15,6 p. 100. Les mouvements correspondants du commerce des marchandises sur une base douanière étaient encore plus prononcés : les importations de marchandises au Canada en provenance du Mexique ont augmenté de 8,2 p. 100, tandis que les exportations bondissaient de 18,6 p. 100. Par conséquent, le déficit du commerce des marchandises du Canada avec le Mexique s'est creusé à 24,6 milliards de dollars en 2015, au second rang derrière celui enregistré avec la Chine. Ce déficit est alimenté en grande partie par trois secteurs : les produits de l'automobile, les machines électriques et électroniques, et les machines mécaniques, qui représentent ensemble plus des trois quarts du déficit.

Tour d'horizon des régions

Les pays émergents d'Asie

Selon les estimations du FMI, la croissance dans les pays émergents d'Asie a été en moyenne de 6,8 p. 100 en 2014, avant de ralentir à 6,6 p. 100 en 2015. Cette région reste, de loin, celle qui affiche la plus forte croissance dans le monde en dépit de la décélération en cours, qui devrait se poursuivre de façon mesurée à moyen terme. L'Inde a pris la tête des grandes économies de ce groupe, avec une croissance enregistrée de 7,3 p. 100 en 2015, tandis que l'économie chinoise passait derrière avec une croissance de 6,9 p. 100. Les économies de l'ANASE-5 (Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande et Vietnam) ont pris de la vitesse; leur croissance est passée de 4,6 p. 100 en 2014 à 4,8 p. 100 en 2015. La forte demande intérieure et une reprise progressive de la croissance des exportations devraient soutenir la croissance économique dans la région au cours des deux prochaines années. Il subsiste des écarts significatifs entre les économies régionales : l'inflation est modeste en Chine et en Malaisie, mais forte en Indonésie et en Inde; le revenu par habitant en Inde représente moins du quart de celui de la Chine; enfin, alors que la Malaisie, à l'instar de la Chine, affiche un excédent de son compte courant, c'est la situation inverse qui prévaut en Inde et en Indonésie.

L'inflation demeure faible ou modérée dans la plus grande partie de la région en raison du recul des prix des produits de base et de la baisse de la demande d'investissement, et s'établit maintenant à 2,7 p. 100, en moyenne. Le chômage était également faible dans la région, l'Indonésie enregistrant le taux le plus élevé parmi les grandes économies, soit 6,2 p. 100; les données pour l'Inde n'étaient toutefois pas disponibles. Les exportations réelles de biens et de services ont presque fait du sur place, avec une croissance de seulement 0,2 p. 100 pour l'ensemble de la région, les exportations réelles de la Chine et de l'Indonésie étant effectivement en régression. Les importations réelles ont encore enregistré une bonne croissance, soit 4,3 p. 100, reposant en bonne partie sur la solide croissance à deux chiffres des importations de l'Inde, tandis que les importations réelles de l'Indonésie reculaient de près de 5 p. 100. Les soldes des comptes courants représentaient un modeste 1,9 p. 100 du PIB, en moyenne; ce chiffre dissimulait toutefois le solide excédent de 2,7 p. 100 de la Chine (mais qui est loin des niveaux atteints dans le passé) et un déficit de 2,1 p. 100 en Indonésie.

La Chine est et restera le partenaire commercial le plus important du Canada dans la région de l'Asie émergente, comptant pour près des deux tiers des exportations du Canada et plus des trois quarts des importations canadiennes. Le commerce des machines électriques et électroniques revêt une importance clé dans les échanges du Canada avec la région; il se déroule sur les principales plates-formes internationales d'exportation (p. ex. la Chine, la Malaisie et la Thaïlande) et est fortement biaisé en faveur des importations. Par contre, le commerce du Canada avec d'autres pays émergents d'Asie, comme l'Inde et l'Indonésie, est équilibré ou excédentaire, ce qui montre qu'un déficit

TABEAU 2-2
Aperçu, Asie, 2015

2015	Asie émergente	Chine	Inde	Indonésie	Malaisie
Croissance du PIB (%)	6,6	6,9	7,3	4,8	5,0
PIB par habitant (\$É.-U.)	-	7 990	1 617	3 362	9 557
Inflation (%)	2,7	1,4	4,9	6,4	2,1
Chômage (%)	-	4,1	-	6,2	3,2
Solde du compte courant (% du PIB)	1,9	2,7	-1,3	-2,1	2,9
Croissance des exportations réelles, biens et services (%)	0,2	-2,1	2,4	-1,3	4,5
Croissance des importations réelles, biens et services (%)	4,3	2,0	10,9	-4,9	2,0
Exportations canadiennes (marchandises, M \$É.-U.)	24 099	15 810	3 355	1 425	622
Importations canadiennes (marchandises, M \$É.-U.)	66 768	51 273	3 085	1 308	2 066
Balance commerciale du Canada avec (M \$É.-U.)	-42 670	-35 463	270	116	-1 443

n'est pas un élément inévitable des activités commerciales du Canada dans la région. Les pays émergents d'Asie représentent désormais 15,9 p. 100 des importations du Canada et 5,9 p. 100 de ses exportations, les deux étant en hausse par rapport à l'année précédente.

La zone euro

Une demande intérieure plus forte a soutenu de meilleurs résultats sur le plan de la croissance dans la zone euro en 2015, qui se sont manifestés notamment par une reprise de la croissance du commerce intérieur. Après être sorti de la récession en 2013 et affiché une croissance de 0,9 p. 100 en 2014, l'expansion économique a atteint 1,6 p. 100 en 2015. Elle devrait rester stable autour de ce niveau dans les deux prochaines années. Un environnement propice à la croissance dans la région persistera sous la forme de prix des produits de base plus bas, d'une position monétaire accommodante de la Banque centrale européenne et d'une modeste stimulation budgétaire. Les vents contraires à l'expansion engloberont une demande extérieure plus faible, l'endettement élevé et la baisse de l'investissement.

Le faible niveau d'inflation s'est poursuivi, soit 0,0 p. 100 en moyenne sur l'année; touchant près de zéro en France, en Allemagne et en Italie, l'inflation a été négative en Espagne (-0,5 p. 100). Bien qu'il s'améliore lentement, à 10,9 p. 100 en 2015, le taux de chômage dans les deux chiffres demeure le plus épineux problème dans la région, variant du double de la moyenne en Espagne à la moitié de la moyenne en Allemagne. Le solde du compte courant en pourcentage du PIB a été fortement positif dans la région, à 3,0

p. 100, s'élevant jusqu'à 8,5 p. 100 en Allemagne, mais plongeant à -0,1 p. 100 en France.

En Allemagne la croissance a ralenti légèrement, passant de 1,6 p. 100 en 2014 à 1,5 p. 100 en 2015, tandis que la France a fait de bons progrès au cours de l'année, avec une croissance de 0,2 p. 100 en 2014 montant à 1,1 p. 100 en 2015. L'amélioration marquée de l'économie espagnole s'est poursuivie, le pays passant d'une récession en 2013 à une croissance de 1,4 p. 100 en 2014 et à une croissance de 3,2 p. 100 en 2015. Les progrès de l'Italie ont également été notables, l'économie de ce pays se remettant d'une contraction de 0,3 p. 100 en 2014 pour avancer de 0,8 p. 100 en 2015.

Ces progrès devraient se poursuivre et s'étendre progressivement à la plupart des pays, quoique le gain au niveau de la production en Espagne sera modeste en 2017. Les exportations réelles se sont fortement redressées dans la zone euro, avec une croissance de 5,5 p. 100, qui a été équilibrée entre tous les grands pays; les importations réelles ont emboîté le pas avec une expansion encore plus rapide, soit 5,9 p. 100, montrant une vigueur particulière en Espagne et en France. La croissance moyenne dans la zone euro devrait ralentir à 1,5 p. 100 en 2016 et remonter légèrement à 1,6 p. 100 en 2017.

TABLEAU 2-3
Aperçu, zone euro, 2015

2015	Zone euro	France	Allemagne	Italie	Espagne
Croissance du PIB (%)	1,6	1,1	1,5	0,8	3,2
PIB par habitant (\$É.-U.)	-	37 675	40 997	29 867	25 865
Inflation (%)	0,0	0,1	0,1	0,1	-0,5
Chômage (%)	10,9	10,4	4,6	11,9	22,1
Solde du compte courant (% du PIB)	3,0	-0,1	8,5	2,1	1,4
Croissance des exportations réelles, biens et services (%)	5,1	6,1	5,4	4,3	5,4
Croissance des importations réelles, biens et services (%)	5,9	6,5	5,8	6,0	7,5
Exportations canadiennes (marchandises, M \$É.-U.)	15 695	2 448	2 823	1 764	880
Importations canadiennes (marchandises, M \$É.-U.)	35 967	5 314	13 574	5 767	1 839
Balance commerciale du Canada avec (M \$É.-U.)	-20 272	-2 866	-10 571	-4 004	-959

Le commerce bilatéral du Canada avec cette région est d'environ la moitié de ses échanges commerciaux avec les économies émergentes d'Asie. Les importations du Canada en provenance de la zone euro représentent 8,6 p. 100 de ses importations totales; les importations d'Allemagne, principalement des produits de l'automobile et des machines, comptent pour plus du tiers de celles-ci. Les exportations vers la zone euro sont plus modestes, ne s'élevant qu'à 3,8 p. 100 des exportations totales du Canada vers le monde. La composition du commerce du Canada avec les pays de la zone euro est beaucoup plus variée que celle des échanges avec la plupart des autres régions. Même si l'Allemagne occupe une place très importante au sein de la région, elle ne domine pas le commerce entre le Canada et ses partenaires européens. De nombreux pays de la zone euro jouent un rôle clé dans les chaînes d'approvisionnement mondiales du Canada, en particulier dans les produits de base à un niveau de détail plus poussé.

L'Amérique latine et les Caraïbes (ALC)

La troisième année de ralentissement économique dans la région de l'ALC s'est transformée en une récession, la croissance enregistrant un taux négatif de 0,1 p. 100 en 2015, contre 1,3 p. 100 en 2014. Cette situation est avant tout imputable au recul pire que prévu au Brésil, aggravé par la crise politique et l'incertitude. L'économie de ce pays s'est contractée de 3,8 p. 100 en 2015, confondant la prévision d'un repli de 1 p. 100. Le FMI prévoit une autre contraction de 3,8 p. 100 pour 2016. La faiblesse des prix des produits de base est l'autre grand facteur qui pèse sur la croissance, principalement dans la partie sud-américaine de cette région, la Colombie et le Venezuela étant plus particulièrement touchés. Mais si la Colombie devrait voir sa croissance ralentir à 2,5 p. 100 en 2016, contre 3,1 p. 100 en 2015, la récession au Venezuela devrait s'aggraver, passant d'une baisse de 5,7 p. 100 en 2015 à une stupéfiante contraction de 8,0 p. 100 en 2016. La chute des prix du cuivre a freiné la croissance économique au Chili à un taux de 2,1 p. 100 cette année, tandis qu'un repli de 1,5 p. 100 est projeté pour 2016. Parallèlement, la forte activité dans le secteur des ressources au Pérou placera ce pays sur une trajectoire de croissance supérieure. L'Amérique centrale, les Caraïbes et le Mexique bénéficieront de leur proximité des États-Unis, où l'on anticipe une robuste expansion économique. Le Mexique est sorti de l'épisode de ralentissement survenu en 2013 pour enregistrer une croissance de 2,5 p. 100 en 2015, avec des perspectives de croissance stable pour l'avenir. Les réformes en Argentine devraient ramener la stabilité macroéconomique et corriger certaines distorsions économiques, mais au prix d'une légère récession à court terme. La croissance globale de la région de l'ALC devrait accuser une autre baisse de 0,5 p. 100 en 2016 avant de rebondir à 1,5 p. 100 en 2017.

TABLEAU 2-4
Aperçu, Amérique latine et Caraïbes, 2015

2015	Amérique latine et Caraïbes	Brésil	Chili	Mexique	Pérou
Croissance du PIB (%)	-0,1	-3,8	2,1	2,5	3,3
PIB par habitant (\$É.-U.)	-	8 670	13 341	9 009	6 021
Inflation (%)	5,5	9,0	4,3	2,7	3,5
Chômage (%)	-	6,8	6,2	4,3	6,0
Solde du compte courant (% du PIB)	-3,6	-3,3	-2,0	-2,8	-4,4
Croissance des exportations réelles, biens et services (%)	3,7	8,1	-1,9	9,0	1,5
Croissance des importations réelles, biens et services (%)	-2,0	-13,5	-2,8	5,0	0,5
Exportations canadiennes (marchandises, M \$É.-U.)	11 122	1 770	619	5 151	669
Importations canadiennes (marchandises, M \$É.-U.)	37 084	2 922	1 454	24 403	2 553
Balance commerciale du Canada avec (M \$É.-U.)	-25 962	-1 152	-835	-19 252	-1 883

Tandis que la spirale inflationniste a gonflé les prix à la consommation de plus de 100 p. 100 au Venezuela en 2015, et que l'inflation a atteint 9,0 p. 100 au Brésil, la croissance globale des prix dans la région de l'ALC a été de 5,5 p. 100 en moyenne. Le taux de chômage a tourné autour de 6 p. 100 dans les principales économies, à l'exception du Mexique où il s'est établi à 4,3 p. 100. Le solde du compte courant de l'ensemble de la région a continué de se détériorer, à -3,6 p. 100 du PIB, toutes les grandes économies se retrouvant dans le rouge. Les exportations réelles de l'ALC ont augmenté de 3,7 p. 100, tandis que les importations réelles fléchissaient de 2,0 p. 100. Au Brésil, les exportations ont progressé de 8,1 p. 100, tandis que les importations dégringolaient de 13,5 p. 100. Le Mexique a fait exception avec une forte croissance des exportations réelles et des importations réelles.

Les liens du Canada avec cette région se sont renforcés au cours des dernières années, même si, dans le contexte de la crise actuelle, les valeurs du commerce ont reculé légèrement en 2015. Les importations en provenance de l'ALC comptaient pour 8,8 p. 100 des importations totales du Canada l'an dernier, le Mexique en expédiant bien au-delà de la moitié, ce qui représente plus de huit fois la valeur des importations en provenance du Brésil. Le Canada a enregistré des déficits commerciaux substantiels avec le Mexique, le Brésil et le Pérou en 2015.

Puisque la région présente un intérêt particulier pour la politique commerciale canadienne et qu'un certain nombre d'accords sur le commerce et la protection de l'investissement ont été conclus au cours des dernières années, les entreprises canadiennes exploreront vraisemblablement les nombreux débouchés créés par ces ententes dans les années à venir. La signature de l'accord du Partenariat transpacifique (PTP) pourrait donner une impulsion supplémentaire aux activités commerciales dans la région de l'ALC.

TABLEAU 2-5
Principaux exportateurs et importateurs,
commerce mondial des marchandises, 2015
(G \$É.-U. et %)

2015 Rang	2014 Rang	Exportateurs	2015 Valeur (G \$É.-U.)	2015 Part (%)
1	1	Chine	2 275	13,8
2	2	États-Unis	1 505	9,1
3	3	Allemagne	1 329	8,1
4	4	Japon	625	3,8
5	5	Pays-Bas	567	3,4
6	7	Corée du Sud	527	3,2
7	9	Hong Kong	511	3,1
8	6	France	506	3,1
9	10	Royaume-Uni	460	2,8
10	8	Italie	459	2,8
11	12	Canada	408	2,5

2015 Rang	2014 Rang	Importateurs	2015 Valeur (G \$É.-U.)	2015 Part (%)
1	1	États-Unis	2 308	13,8
2	2	Chine	1 682	10
3	3	Allemagne	1 050	6,3
4	4	Japon	648	3,9
5	5	Royaume-Uni	626	3,7
6	6	France	573	3,4
7	7	Hong Kong	559	3,3
8	8	Pays-Bas	506	3,0
9	9	Corée du Sud	436	2,6
10	10	Canada	436	2,6

Classement du commerce mondial des marchandises en valeur

Pour la septième année d'affilée, la Chine a été le premier exportateur mondial de marchandises, à 2,3 billions de \$É.-U., soit 13,8 p. 100 des exportations mondiales. Cela est 50 p. 100 plus élevé que les exportations des États-Unis, qui occupent le deuxième rang, à 1,5 billion de \$É.-U. L'Allemagne arrivait en troisième place avec des exportations évaluées à 1,3 billion de \$É.-U., ou 8,1 p. 100 du total mondial.

Les trois principaux pays exportateurs étaient suivis, à une distance considérable, par le Japon, dont les exportations ont atteint 625 milliards de \$É.-U., et les Pays-Bas, avec 567 milliards de \$É.-U. d'exportations. La Corée du Sud est passée du septième au sixième rang grâce à des exportations de 527 milliards de \$É.-U. alors que Hong Kong a gravi deux échelons pour occuper la septième position, en exportant pour 511 milliards de \$É.-U. de marchandises. La France a glissé en huitième place avec des exportations de 506 milliards de \$É.-U., soit 3,1 p. 100 du marché mondial.

Le Royaume-Uni, dont les exportations se sont élevées à 460 milliards de \$É.-U., est devenu le neuvième exportateur mondial, dépassant de peu l'Italie, qui est tombée au dixième rang avec des exportations de 459 milliards de \$É.-U.

Le Canada a gagné une autre place pour revendiquer le onzième rang avec des exportations de 408 milliards de \$É.-U., ce qui équivaut à une part de 2,5 p. 100 des exportations mondiales, inchangée depuis 2014.

Du côté des importations, il n'y a eu aucun changement au classement des dix principales sources d'importations mondiales. Le Canada a conservé la dixième place avec 436 milliards de \$É. U. d'importations, qui représentent 2,6 p. 100 du total mondial, dépassé de justesse par la Corée du Sud qui occupe le neuvième rang.

Classement du commerce mondial des services en valeur

En 2015, les États-Unis ont été à nouveau le premier fournisseur et importateur de services. À 690 milliards de \$É.-U., ses exportations de services ont représenté 14,8 p. 100 des exportations mondiales, le Royaume-Uni venant loin derrière avec des exportations de services de 341 milliards de \$É.-U., soit 7,3 p. 100 du total mondial. L'Allemagne et la France sont demeurées au troisième et quatrième rang, respectivement, avec des valeurs à l'exportation très similaires. La Chine occupe toujours la cinquième place, grâce à des exportations de services de 229 milliards de \$É. U.; toutes ces positions sont demeurées inchangées depuis 2013.

Les Pays-Bas ont dépassé le Japon en 2015 pour se hisser au sixième rang, exportant des services d'une valeur de 176 milliards de \$É.-U.; le Japon et l'Inde se talonnaient à 158 milliards de \$É. U. en septième et huitième place, respectivement. Singapour a gagné deux jalons pour réclamer la neuvième place, tandis que l'Irlande complétait le top 10 avec des exportations de services de 128 milliards de \$É.-U. Le Canada est demeuré au dix-huitième rang, avec des exportations de 76 milliards de \$É.-U., représentant 1,6 p. 100 des exportations mondiales de services.

Les importations de services des États-Unis arrivaient toujours en tête à 469 milliards de \$É.-U., soit une part de 10,3 p. 100, mais la progression de la Chine au chapitre des importations de services en 2015 signifie que cette dernière est à moins de 32 milliards de \$É.-U. des États-Unis, au premier rang. Avec des importations de services de 292 milliards de \$É.-U., L'Allemagne, arrivait bonne troisième. La France occupait le quatrième rang, à 224 milliards de \$É. U. d'importations de services. Le Royaume-Uni a repris la cinquième place qu'il avait cédée au Japon en 2014, tandis que les Pays-Bas ont conservé la septième position au classement. Des importations de 151 milliards de \$É.-U. ont permis à l'Irlande de se hisser au huitième rang mondial, tandis que Singapour se maintenait en neuvième place. L'Inde vient compléter le palmarès des dix premiers importateurs de services dans le monde, avec des importations de services d'une valeur de 126 milliards de \$É.-U. Les importations de services du Canada ont atteint 95 milliards de \$É.-U., plaçant ce dernier au quatorzième échelon, avec une part de 2,1 p. 100 du marché mondial des importations de services.

TABLEAU 2-6
Principaux exportateurs et importateurs,
commerce mondial des services, 2015
(G \$É.-U. et %)

2015 Rang	2014 Rang	Exportateurs	2015 Valeur (G \$É.-U.)	2015 Part (%)
1	1	États-Unis	690	14,8
2	2	Royaume-Uni	341	7,3
3	3	Allemagne	246	5,3
4	4	France	239	5,1
5	5	Chine	229	4,9
6	7	Pays-Bas	176	3,8
7	6	Japon	158	3,4
8	8	Inde	158	3,4
9	11	Singapour	140	3,0
10	10	Irlande	128	2,7
18	18	Canada	76	1,6
2015 Rang	2014 Rang	Importateurs	2015 Valeur (G \$É.-U.)	2015 Part (%)
1	1	États-Unis	469	10,3
2	2	Chine	437	9,6
3	3	Allemagne	292	6,4
4	4	France	224	4,9
5	6	Royaume-Uni	205	4,5
6	5	Japon	174	3,8
7	7	Pays-Bas	166	3,6
8	8	Irlande	151	3,3
9	9	Singapour	144	3,1
10	10	Inde	126	2,7
14	15	Canada	95	2,1

CHAPITRE 3

La performance
économique du Canada

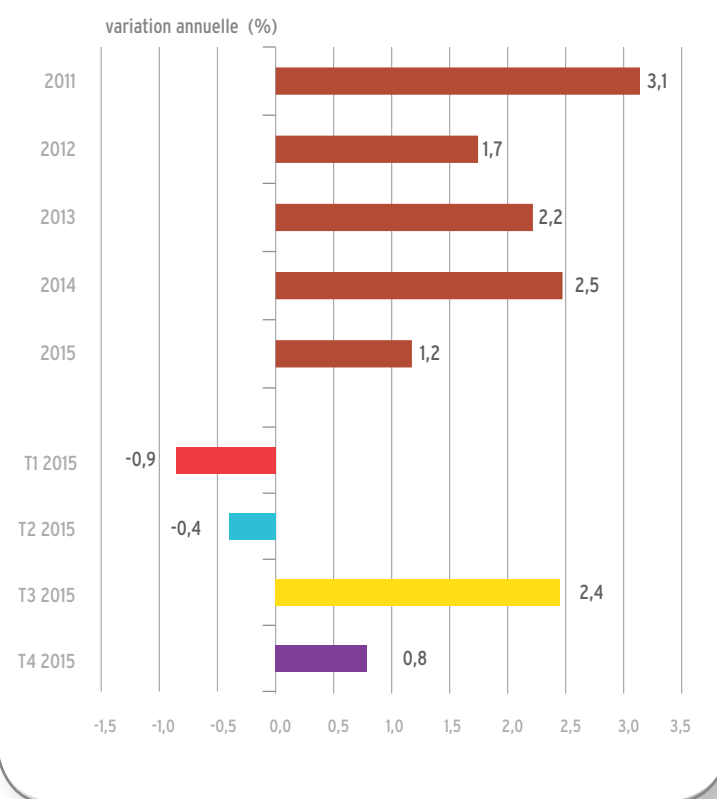
La performance économique du Canada

L'économie canadienne a continué à tracer sa propre voie à travers les défis et les développements mondiaux décrits dans les chapitres précédents. Bien que touché par la plupart de ces événements, le Canada en a souvent ressenti les effets différemment de la plupart des autres pays développés. En conséquence, l'économie et le commerce du Canada ont été façonnés par une combinaison de circonstances uniques combinant des facteurs internationaux et nationaux. Cinq différences importantes sont perceptibles entre l'économie du Canada et celle d'un membre « représentatif » de l'OCDE; toute analyse des perspectives économiques et commerciales du Canada dans les années à venir doit tenir compte de ces différences.

Tout d'abord, les perspectives du Canada en matière de croissance de la main-d'œuvre et les conséquences économiques d'une population vieillissante sont meilleures que dans la plupart des pays développés, en partie à cause de l'ouverture relative du Canada à l'immigration. Deuxièmement, la situation financière du pays est nettement meilleure que celle de nombreux membres de l'OCDE, avec une dette relativement modeste et une bonne marge de manœuvre pour l'intervention gouvernementale. Troisièmement, la baisse des cours du pétrole est loin d'avantager l'économie canadienne en raison de la taille du secteur pétrolier et des lourds investissements qu'il commande, contrairement à un pays importateur net d'énergie typique de l'OCDE. Quatrièmement, le Canada a aussi résisté à la tendance mondiale au ralentissement du commerce. Alors que le volume des échanges commerciaux du Canada a considérablement ralenti entre 2002 et 2008, augmentant en moyenne de 0,4 p. 100 par an, la croissance a repris pour atteindre 3,3 p. 100 par an entre 2011 et 2014. Même en 2015, les exportations réelles ont progressé de 3,0 p. 100. Enfin, la performance économique et commerciale d'aucun pays avancé n'est aussi étroitement liée à l'économie d'un autre pays, et donc si prompt à subir des changements, que celle du Canada. Les événements de 2015 illustrent bien ce point : la vigueur au sud de la frontière combinée à la faiblesse du huard ont radicalement changé la composition des exportations du Canada cette année-là.

En 2015, l'économie du Canada a ressenti la pression des bas prix du pétrole, principalement par le biais d'une diminution des investissements des entreprises. La croissance du produit intérieur brut (PIB) réel a ralenti à 1,2 p. 100, après un gain de 2,5 p. 100 en 2014. La performance a été faible durant la première moitié de l'année, principalement en raison de la baisse de l'activité dans l'industrie des carrières et de l'extraction minière, pétrolière et gazière alors que le pays est entré dans une récession technique. La croissance a fortement rebondi au troisième trimestre sous l'effet d'une augmentation de la demande internationale pour les biens et services canadiens, mais elle a ralenti

FIGURE 3-1
Croissance réelle du PIB du Canada, 2011-2015



de nouveau au cours du dernier trimestre en raison d'un recul de l'investissement non résidentiel des entreprises et de la baisse des exportations. Malgré un affaiblissement par rapport à 2014, les dépenses de consommation ont encore été le plus fort contributeur de la croissance, menées par l'augmentation des dépenses consacrées aux services et aux biens durables. La contribution positive des exportations nettes à la croissance pour une deuxième année consécutive, après une décennie de ralentissement, a été presque aussi élevée que celle des dépenses de consommation. La dépréciation substantielle du dollar canadien, soit d'environ 13 ¢É.-U. sur l'année, a favorisé les exportations nettes, en particulier les exportations autres que les ressources. La production a augmenté de 2,0 p. 100 dans le secteur des services, mais a diminué de 1,5 p. 100 dans le secteur des biens, l'activité de fabrication demeurant quasi-stationnaire (hausse de 0,3 p. 100). L'emploi a augmenté de seulement 0,8 p. 100 l'an dernier, mais le taux de chômage a progressé de 0,4 point de pourcentage étant donné la hausse du taux de participation. L'inflation a ralenti à 1,1 p. 100, après avoir atteint 2,0 p. 100 en 2014, mais la baisse des prix du carburant a masqué des augmentations dans plusieurs secteurs; l'indice de l'inflation de base de la Banque du Canada a en fait augmenté à 2,2 p. 100, avec des signes de hausse soutenue des prix dans plusieurs secteurs.

Le produit intérieur brut

La croissance du PIB réel du Canada a ralenti à 1,2 p. 100 en 2015, moins de la moitié du taux de 2,5 p. 100 enregistré en 2014 et le rythme le plus faible depuis la Grande Récession. La production a augmenté dans les industries de services, mais elle a fléchi dans les industries productrices de biens, la production manufacturière marquant le pas. Des dépenses de consommation plus faibles et un sérieux repli des investissements des entreprises ont limité la croissance économique au cours de l'année.

La croissance des dépenses des ménages (c.-à-d. la consommation privée) a ralenti à 1,9 p. 100, après avoir progressé de 2,6 p. 100 en 2014. Cela est principalement attribuable à une baisse des dépenses consacrées aux biens, dont la croissance a chuté de près de moitié. Alors que tous les produits étaient touchés, le ralentissement a été plus particulièrement marqué pour les biens non durables, où la croissance est tombée à moins de 1 p. 100. En conséquence, les dépenses des ménages en biens ont contribué seulement

TABLEAU 3-1
Produit intérieur brut réel (PIB) et mesures connexes

	Part en dollars current dollars courants	Croissance sur l'année précédente (%)		Contributions au changement en pourcentage du PIB réel (points de pourcentage)	
	2015	2014	2015	2014	2015
Produit intérieur brut	100,0	2,5	1,2	2,5	1,2
Dépenses des ménages	56,0	2,6	1,9	1,4	1,1
Biens	24,4	3,0	1,7	0,7	0,4
Biens durables	7,0	4,3	3,3	0,3	0,2
Biens semi-durables	4,0	3,1	2,4	0,1	0,1
Biens non durables	13,4	2,4	0,7	0,3	0,1
Services	31,6	2,3	2,1	0,7	0,7
Investissement des entreprises	19,3	0,4	-4,8	0,1	-1,0
Résidentiel	7,3	2,5	3,9	0,2	0,3
Non résidentiel	10,3	0,0	-8,8	0,0	-1,0
Structures	6,4	-0,4	-12,7	0,0	-0,9
Machines et matériel	3,9	1,0	-1,3	0,0	0,0
Produits de propriété intellectuelle	1,7	-4,2	-12,6	-0,1	-0,2
Investissement dans les stocks	0,3	-36,2	-53,9	-0,4	-0,3
Non agricoles	0,4	17,0	-51,7	0,1	-0,4
Agricoles	-0,1	-	-	-0,4	0,1
Exportations nettes de biens et services	-2,4	-	-	1,1	0,9
Exportations	31,4	5,3	3,0	1,6	1,0
Biens	26,4	5,7	3,4	1,5	0,9
Services	5,0	3,2	0,9	0,2	0,0
Moins : importations	33,8	1,8	0,1	0,5	0,1
Biens	27,6	2,4	0,2	0,6	0,1
Services	6,2	-0,8	0,0	-0,1	0,0
Dépenses et investissement brut des gouvernements	25,1	0,6	1,6	0,1	0,4
Dépenses et investissement brut des organismes sans but lucratif servant les ménages	1,6	0,6	1,1	0,0	0,0

0,4 point de pourcentage à la croissance du PIB en 2015, en baisse de 0,7 point de pourcentage sur le niveau observé en 2014. Les dépenses en services ont ralenti légèrement, contribuant 0,7 point de pourcentage à la croissance du PIB, une part inchangée d'une année à l'autre.

Après avoir à peine progressé en 2014 (+ 0,4 p. 100), l'investissement des entreprises a reculé de 4,8 p. 100 en 2015. Bien que l'investissement des entreprises en bâtiments résidentiels ait accéléré à 3,9 p. 100, la baisse de 12,7 p. 100 de l'investissement dans les structures non résidentielles a été la principale source d'influence dans cette catégorie, reflétant en partie les possibilités limitées d'investissement dans le secteur du pétrole à court terme. Dans l'ensemble, la contribution de l'investissement des entreprises à la croissance en 2015 a été négative (-1,0 p. 100), après deux ans de contributions quasi nulles.

L'investissement dans les stocks a poursuivi son déclin, tombant à moins d'un tiers du niveau observé en 2013. Les années 2014 et 2015 ont toutes deux été marquées par des reculs de plus de 5 milliards de dollars, ce qui a retranché 0,3 point de pourcentage à la croissance en 2015. Bien que la baisse de 2014 ait touché principalement les stocks de céréales, ce sont les stocks non agricoles qui expliquent le ralentissement de l'investissement à ce poste en 2015, soit principalement les biens durables dans les secteurs du commerce de gros et de détail.

Les exportations nettes – la différence entre les exportations et les importations – ont contribué positivement à la croissance, donnant un coup de pouce de 0,9 point de pourcentage à l'économie l'an dernier. La croissance des exportations réelles a décéléré, mais est tout de même demeurée forte à 3,0 p. 100, menée par les biens. En revanche, la croissance des importations réelles a freiné, sous l'effet d'une baisse de la croissance des importations de produits, tandis que cessait la contraction des importations de services.

Le produit intérieur brut par activité industrielle

Le PIB réel aux prix de base, par industrie, a augmenté de 0,9 p. 100 en 2015, marquant un ralentissement par rapport au rythme de 2,5 p. 100 enregistré l'année précédente. Une contraction dans les industries productrices de biens est responsable de cette situation, puisque ce segment de l'économie a fléchi de 1,5 p. 100, un sérieux revirement par rapport au taux de croissance de 2,5 p. 100 observé en 2014. La croissance des industries productrices de services a ralenti à 2,0 p. 100 l'an dernier, alors qu'elle avait été de 2,4 p. 100 en 2014.

Deux grandes industries ont contribué au déclin de la production des biens. Les activités de construction ont diminué de 3,4 p. 100 au cours de l'année, tandis que le secteur des carrières et de l'extraction minière, pétrolière et gazière accusait un recul de 3,2 p. 100. Ce dernier repli est attribuable à une forte baisse des activités de soutien puisque la production dans le sous-secteur du pétrole et du gaz et celui des mines et des carrières a, en fait, augmenté de 2,1 p. 100 et de 3,3 p. 100, respectivement. Le secteur de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche et de la chasse a récupéré de son déclin de 2014, enregistrant une croissance de 2,8 p. 100 en 2015.

La fabrication a légèrement augmenté (+ 0,3 p. 100), mais la production de biens durables a diminué de 1,2 p. 100 sur l'année. Les métaux de première fusion, la fabrication de machines et la fabrication de produits métalliques ont dominé la baisse, qui a été en partie atténuée par une forte croissance des industries de fabrication diverse et du bois. L'activité dans l'industrie de la fabrication de matériel de transport a reculé de 0,8 p. 100 en 2015.

Dans le secteur des biens non durables, la production a augmenté de 2,2 p. 100, un taux supérieur à celui de l'année précédente. Les gains dans les industries des pâtes et papiers, des produits chimiques, et des matières plastiques et du caoutchouc ont dominé la liste avec, respectivement, des taux de croissance de 4,8 p. 100, 4,6 p. 100 et 3,2 p. 100, tandis que l'activité diminuait dans l'industrie de l'imprimerie, celle des textiles, des vêtements et du cuir et celle des produits du pétrole et du charbon.

Des gains ont été rapportés dans la plupart des principales industries de services. Celle des arts et du divertissement a été la plus dynamique avec une croissance de 5,7 p. 100, suivie de celle des finances et des assurances, à 4,5 p. 100. Les services de transport et d'entreposage et les services de l'immobilier ont aussi fortement progressé.

TABEAU 3-2
Changement en pourcentage du PIB
réel par secteur industriel

	2013	2014	2015
Ensemble des industries	2,2	2,5	0,9
Industries productrices de biens	2,9	2,5	-1,5
Agriculture, forêt, pêche et chasse	14,5	-7,2	2,8
Mines et carrières et extraction			
pétrolière et gazière	4,6	6,8	-3,2
Services publics	3,7	0,1	-0,6
Construction	2,2	1,3	-3,4
Fabrication	0,1	2,8	0,3
Fabrication de biens non durables	1,0	2,1	2,2
Aliments	1,1	4,4	2,1
Boissons et tabac	0,3	2,0	3,0
Textiles, vêtement et cuir	-9,7	6,9	-3,4
Pâtes et papier	-1,7	4,3	4,8
Imprimerie	0,9	-2,3	-3,9
Produits du pétrole et du charbon	-1,5	-1,7	-1,2
Produits chimiques	4,1	1,6	4,6
Plastiques et caoutchouc	3,9	2,6	3,2
Fabrication de biens durables	-0,7	3,3	-1,2
Bois	7,7	3,3	5,3
Minéraux non métalliques	-6,2	5,8	-2,4
Métaux de première fusion	-2,0	3,4	-4,7
Fabrication de produits métalliques	-3,7	2,2	-4,5
Fabrication de machines	-1,0	2,1	-4,6
Ordinateurs et produits électroniques	-8,3	2,4	1,5
Matériel électrique, etc.	2,7	-1,9	-2,6
Matériel de transport	-1,3	6,6	-0,8
Meubles	6,0	3,0	3,0
Fabrication diverse	15,9	-3,5	8,2
Industries productrices de services	2,0	2,4	2,0
Commerce de gros	1,6	5,1	1,6
Commerce de détail	3,2	3,5	2,2
Transport et entreposage	1,1	4,4	3,5
Information et culture	0,5	0,0	-0,9
Finances et assurances	3,9	3,7	4,5
Immobilier	2,9	2,8	3,2
Services professionnels et techniques	1,6	2,1	1,3
Gestion de sociétés	4,3	0,2	1,7
Services administratifs et de soutien	1,5	1,8	-0,3
Éducation	1,2	0,0	1,5
Soins de santé et aide sociale	1,7	1,7	1,6
Arts et divertissement	3,4	0,3	5,7
Hôtels et restaurants	2,9	3,1	0,6
Autres	2,8	2,3	0,7
Administration publique	-0,3	0,9	0,5

L'emploi

En 2015, l'emploi a augmenté de 144 400 postes (0,8 p. 100) au Canada, pour atteindre 17,9 millions. Néanmoins, le taux de chômage, qui s'élevait à 6,7 p. 100 en décembre 2014, a augmenté de 0,4 point de pourcentage pour atteindre 7,1 p. 100 à la fin de 2015 (et se situait toujours à ce niveau en avril 2016). Cette contradiction apparente est en partie due au fait que le taux de participation a augmenté de 0,2 point de pourcentage au cours de l'année pour s'établir à 65,9 p. 100 en décembre 2015.

Pour la deuxième année d'affilée, l'emploi a reculé dans les industries de biens (en baisse de 0,7 p. 100). Cette tendance a été dominée par le recul de l'emploi dans l'industrie de l'extraction minière, pétrolière et gazière (baisse de 5,7 p. 100); l'emploi en agriculture a aussi diminué sensiblement (baisse de 3,3 p. 100). L'emploi a augmenté légèrement dans la fabrication et les services publics, mais a stagné dans les industries de la foresterie et de la pêche, et celle de la construction.

L'emploi dans les industries productrices de services a connu une croissance globale positive, à un rythme de 1,2 p. 100; leur part combinée de l'emploi au Canada a atteint 78,4 p. 100. L'emploi a fortement augmenté dans l'industrie des services administratifs et de soutien (hausse de 3,5 p. 100), l'industrie des soins de santé et de l'aide sociale (hausse de 3,3 p. 100) et celle de l'éducation (hausse de 3,0 p. 100). En particulier, la croissance dans ces deux dernières industries a ajouté près de 110 000 emplois à l'économie. Pour la plupart, les autres industries de services ont aussi ajouté des emplois, à l'exception notable de l'industrie des autres services (perte de 4,2 p. 100).

Au niveau régional, les gains et les pertes d'emplois ont divergé moins que d'habitude. Mise à part la croissance de l'emploi au Nunavut, qui a été la plus élevée au pays (hausse de 3,3 p. 100), l'emploi a augmenté le plus rapidement au Manitoba (gain de 1,5 p. 100) et il a diminué le plus au Yukon (perte de 2,0 p. 100). La croissance de l'emploi en Ontario a été de 0,7 p. 100, ce qui est assez proche de la moyenne nationale, tout comme celle de 0,9 p. 100 enregistrée au Québec. Avec un taux de croissance de 1,2 p. 100, la Colombie-Britannique a ajouté des emplois à un rythme supérieur à la moyenne nationale. Ce qui peut paraître étonnant à la lumière de la situation qui prévaut dans l'industrie du pétrole et du gaz, l'emploi en Alberta a augmenté au même rythme. Des baisses de l'emploi ont par contre

été observées dans cinq provinces et territoires : le Yukon, l'Île-du-Prince-Édouard, Terre-Neuve-et-Labrador, les Territoires du Nord-Ouest et le Nouveau-Brunswick.

TABLEAU 3-3
Emploi et mesures connexes

Nombre d'employés	2015 (milliers)	Part (%)	Variation (%)
Total, ensemble des industries	17 946,6	100,0	0,8
Emploi industriel			
Industries productrices de biens	3 870,4	21,6	-0,7
Agriculture	294,9	1,6	-3,3
Forêt et pêche	65,0	0,4	0,0
Extraction minière, pétrolière et gazière	289,9	1,6	-5,7
Services publics	137,0	0,8	0,1
Construction	1 371,2	7,6	0,0
Fabrication	1 712,5	9,5	0,1
Industries productrices de services	13 905,1	78,1	0,9
Commerce	2 732,7	15,2	0,1
Transport et entreposage	917,2	5,1	2,3
Finances, assurances et immobilier	1 102,9	6,1	1,8
Services professionnels et techniques	1 365,8	7,6	2,4
Services et soutien aux entreprises	760,6	4,2	3,5
Éducation	1 274,1	7,1	3,0
Soins de santé et aide sociale	2 292,3	12,8	3,3
Information, culture et loisirs	750,6	4,2	-0,9
Hôtels et restaurants	1 210,6	6,7	0,3
Autres	761,8	4,2	-4,2
Administration publique	907,4	5,1	-0,4
Emploi provincial			
Alberta	2 301,1	12,8	1,2
Colombie-Britannique	2 306,2	12,9	1,2
Manitoba	636,2	3,5	1,5
Nouveau-Brunswick	351,8	2,0	-0,6
Terre-Neuve-et-Labrador	236,2	1,3	-1,0
Territoires du Nord-Ouest	21,9	0,1	-0,9
Nouvelle-Écosse	448,1	2,5	0,1
Nunavut	12,7	0,1	3,3
Ontario	6 923,2	38,6	0,7
Île-du-Prince-Édouard	73,2	0,4	-1,1
Québec	4 097	22,8	0,9
Saskatchewan	573,7	3,2	0,5
Yukon	19,4	0,1	-2,0

L'inflation

Le taux annuel d'inflation au Canada a chuté, de 2,0 p. 100 en 2014 à 1,1 p. 100 en 2015, ce qui est à l'extrémité inférieure de la bande de fluctuation cible de la Banque du Canada. L'indice d'inflation tendancielle (IIT) de la Banque du Canada, qui exclut huit des composantes les plus volatiles¹ de l'IPC et l'effet des modifications aux impôts indirects sur les autres composantes, est passé à 2,2 p. 100, après avoir enregistré une hausse de 1,8 p. 100 en 2014. Bien qu'il s'agisse de la première fois où l'inflation tendancielle montre des signes de croissance soutenue depuis la Grande Récession, elle demeure nettement dans les limites de la zone cible de la politique monétaire, les mesures de soutien de la politique monétaire en cours d'exécution demeurant à des niveaux élevés.

La croissance des prix des produits alimentaires s'est accélérée pour atteindre 3,7 p. 100 en 2015, parallèlement à l'augmentation des prix de l'alcool et du tabac. Les prix aux postes du fonctionnement des ménages, des loisirs et de l'éducation, et des vêtements et chaussures ont également augmenté plus rapidement que la moyenne. Cependant, les augmentations dans ces catégories ont été partiellement masquées par la baisse importante du prix de l'essence (recul de 16,5 p. 100) et la diminution connexe des coûts de transport (baisse de 3,0 p. 100).

Les prix des services ont augmenté beaucoup plus rapidement (hausse de 2,0 p. 100) que les prix des biens (hausse de 0,3 p. 100), alors que la capacité de production excédentaire de l'économie persistait. Les prix des biens durables et semi-durables ont augmenté de 1,5 p. 100, tandis que les prix des biens non durables ont diminué (baisse de 0,7 p. 100).

Sur le plan régional, le Nunavut a connu le plus haut taux d'inflation à 1,9 p. 100, tandis que les Territoires du Nord-Ouest et la Saskatchewan n'arrivaient pas loin derrière, avec un taux de 1,6 p. 100 chacun. L'inflation a été inférieure à 1 p. 100 au Canada atlantique et les niveaux de prix ont, en fait, diminué à l'Île-du-Prince-Édouard et au Yukon.

TABLEAU 3-4
Changement en pourcentage des
prix à la consommation

	2013	2014	2015
Indice d'ensemble des prix à la consommation	0,9	2,0	1,1
Aliments	1,2	2,3	3,7
Logement	1,3	2,7	1,1
Fonctionnement des ménages	1,2	1,9	2,7
Vêtements et chaussures	0,1	1,2	1,5
Transport	0,7	1,1	-3,0
Essence	0,6	0,2	-16,5
Soins de santé et soins personnels	-0,3	0,6	1,3
Loisirs et éducation	0,3	1,1	1,9
Boissons alcoolisées et tabac	2,0	4,4	3,7
Indice de référence des prix à la consommation	1,3	1,8	2,2
Biens durables	-0,2	0,2	1,5
Biens semi-durables	0,1	1,1	1,5
Biens non durables	0,9	2,5	-0,7
Services	1,3	2,1	2,0
IPC provincial			
Alberta	1,4	2,6	1,1
Colombie-Britannique	-0,1	1,0	1,1
Manitoba	2,2	1,9	1,2
Nouveau-Brunswick	0,8	1,5	0,5
Terre-Neuve-et-Labrador	1,7	1,9	0,5
Territoires du Nord-Ouest [Yellowknife]	1,5	1,7	1,6
Nouvelle-Écosse	1,2	1,7	0,4
Nunavut [Iqaluit]	1,1	1,3	1,9
Ontario	1,0	2,4	1,2
Île-du-Prince-Édouard	2,0	1,6	-0,6
Québec	0,7	1,4	1,1
Saskatchewan	1,5	2,4	1,6
Yukon [Whitehorse]	1,7	1,3	-0,2

¹ Ces huit composantes sont les fruits, les légumes, l'essence, le mazout, le gaz naturel, les frais d'intérêt sur les prêts hypothécaires, le transport interurbain et les produits du tabac.

Le dollar canadien

L'année 2015 a marqué la quatrième baisse annuelle consécutive de la valeur du dollar canadien par rapport à la devise américaine, le rythme de déclin allant en augmentant à chaque année. Après des reculs de 2,9 p. 100 par rapport au dollar américain en 2013 et de 6,8 p. 100 en 2014, le dollar canadien a encore perdu 13,6 p. 100 en valeur en 2015 sur la devise américaine. Il est important de noter, toutefois, que la baisse significative du dollar canadien par rapport au dollar américain ne reflète pas sa performance par rapport aux autres grandes monnaies mondiales. La valeur moyenne annuelle du dollar canadien a augmenté face à l'euro européen (gain de 3,4 p. 100), elle n'a que légèrement diminué par rapport au yen japonais (baisse de 0,9 p. 100) et elle n'a diminué sensiblement que par rapport à la livre britannique (perte de 6,9 p. 100).

Après avoir débuté l'année 2015 juste au-dessus des 85 ¢É.-U., le dollar canadien a dégringolé rapidement pour atteindre 79 ¢É.-U. à la fin de janvier. Comme en 2014, le huard est ensuite demeuré stable de février à avril, alors qu'il s'est redressé pour atteindre 84 ¢É.-U. à la mi-mai. Cependant, ce niveau s'est avéré le sommet de l'année; par la suite on a assisté à un déclin essentiellement constant jusqu'à la fin de l'année. Le seuil des 75 ¢É.-U. a été atteint en septembre, puis une autre brève reprise a porté le huard à 78 ¢É.-U. à la mi-octobre. À partir de là, le dollar canadien a poursuivi une lente descente de plus de 5 ¢É.-U. pour clôturer à 72,25 ¢É.-U. le 31 décembre 2015, soit 1 ¢É.-U. seulement au-dessus de son niveau plancher de l'année.

FIGURE 3-2
Taux de change quotidien \$CAN-\$.É.-U., 2015



| CHAPITRE 4 | Les transactions internationales du Canada

Les transactions internationales du Canada

En 2015, l'économie canadienne a connu des turbulences économiques particulièrement fortes, centrées sur les baisses de prix des produits de base. L'impact de ces baisses a été durement ressenti par les exportateurs du secteur des ressources du Canada, l'indice global des prix des exportations canadiennes reculant de 4,2 p. 100. La plus grande partie de l'impact a frappé le secteur de l'énergie, où les prix ont dégringolé de 38,3 p. 100 par rapport aux niveaux de 2014. Simultanément, l'indice des prix des importations canadiennes a augmenté de 4,2 p. 100. En conséquence, les termes d'échange globaux du Canada se sont détériorés de façon significative en 2015, chutant de 7,0 p. 100.

Les deux principaux facteurs dynamiques à l'origine des changements dans les prix des échanges commerciaux du Canada en 2015 ont été les prix de l'énergie (qui ont réduit davantage les prix à l'exportation que les prix à l'importation parce que les exportations du Canada ont un plus fort coefficient énergétique que ses importations) et la perte de valeur du dollar canadien (qui a haussé à la fois les prix à l'exportation et à l'importation, notamment avec les États-Unis). Étant donné le lien étroit qui existe entre les prix de l'énergie et la valeur du dollar canadien, le mécanisme de rajustement du commerce du Canada s'est enclenché automatiquement. Les importations sont devenues relativement plus chères, ce qui freine leur croissance en volume, tandis que les exportations sont devenues relativement plus attrayantes pour les étrangers, stimulant une expansion en volume. Cela a entraîné une forte augmentation des exportations de produits non liés aux ressources, qui sont constitués de machines et matériels industriels et électriques, de véhicules à moteur, d'aéronefs et d'autres matériels de transport, et de biens de consommation. Chacun de ces secteurs a enregistré un taux d'expansion dans les deux chiffres en 2015, dynamisé par des augmentations de volume et de prix. Les rajustements subséquents ont limité les dommages causés par la baisse des recettes énergétiques, sans toutefois les éliminer entièrement.

Les deux volets du compte financier ont enregistré une augmentation considérable en 2015, alors que les Canadiens et les étrangers ont accumulé des avoirs à l'étranger à un rythme élevé. Les Canadiens ont acquis un montant supplémentaire de 61,2 milliards de dollars d'avoirs financiers nets à l'étranger (principalement par le biais d'investissements directs), tandis que les étrangers ont augmenté de 73,2 milliards de dollars leurs avoirs financiers nets au Canada (principalement par le biais de dépôts monétaires, de prêts et de placements de portefeuille). L'augmentation de ces derniers était nécessaire pour financer le déficit du compte courant croissant du Canada.

Les exportations et les importations de services ont continué de progresser en dépit des écueils économiques, les premières approchant de près la barre des 100 milliards de dollars. Bien que le Canada continue d'accuser un déficit dans ses échanges globaux de services, celui-ci est principalement imputable à deux causes qui ont peu de rapport avec la politique commerciale : tout d'abord, les Canadiens dépensent beaucoup plus à l'étranger que les visiteurs étrangers qui se rendent au Canada; deuxièmement, tous les échanges extérieurs du Canada qui sont expédiés par transport maritime comportent le versement de frais d'expédition à l'industrie maritime internationale (à la fois pour les exportations et les importations). En revanche, les services commerciaux affichent un solde excédentaire depuis 13 ans, en remontant jusqu'à 2003 et même durant la Grande Récession.

La balance des paiements

Les transactions internationales du Canada figurent dans sa balance des paiements (BdP). Les entrées dans la BdP rendent compte de tous les échanges et transferts de valeur économique entre les résidents et les non-résidents du Canada, d'un point de vue canadien. La BdP est constituée de deux comptes principaux : le compte financier et le compte courant. Les transactions portant sur des avoirs financiers sont comptabilisées dans le compte financier¹; ceux-ci comprennent les avoirs et passifs en investissements directs, les placements de portefeuille, les réserves officielles ainsi que d'autres investissements tels que les prêts, la monnaie et les dépôts.

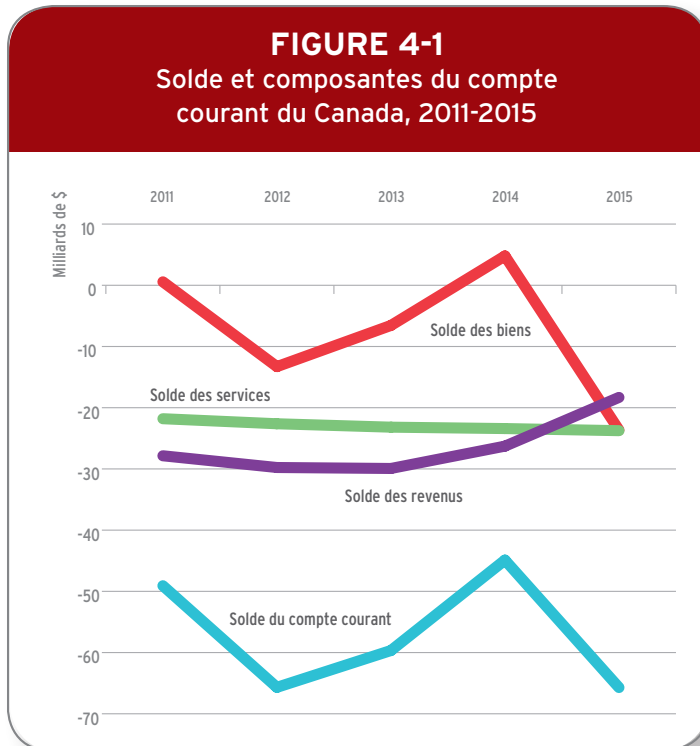
Les transactions qui comportent des mouvements de biens et services, des revenus d'investissement ou des transferts sont enregistrées dans le compte courant. La valeur des exportations de biens et services est comptabilisée du côté des rentrées dans le compte courant. La valeur des importations de biens et services est comptabilisée du côté des paiements. Lorsque les rentrées et les paiements ne correspondent pas, il en résulte un déséquilibre du compte commercial : il y a un excédent commercial si les rentrées dépassent les paiements, et un déficit commercial dans la situation inverse.

Le solde du compte courant du Canada – une mesure nette de la circulation des biens, des services, des revenus et des transferts, s'est détérioré de 20,8 milliards de dollars l'an dernier, creusant le déficit du compte courant de 44,9 milliards de dollars en 2014 à 65,7 milliards de dollars en 2015. Cela a presque exactement inversé les gains faits vers un retour

à l'équilibre durant les deux années précédentes, puisque le déficit en 2012 se situait aussi à 65,7 milliards de dollars. Il a rétréci à 59,7 milliards de dollars en 2013, puis à 44,9 milliards de dollars en 2014, avant d'augmenter à nouveau en 2015. Cependant, le déficit de 2015 représentait 3,3 p. 100 du PIB, contre 2,3 p. 100 en 2014, mais il était en baisse sur celui de 2012, qui avait atteint 3,6 p. 100 du PIB.

L'augmentation du déficit du compte courant est entièrement attribuable à la détérioration de la balance du commerce des marchandises, qui a subi un revirement à la baisse de 28,4 milliards de dollars — passant d'un excédent de 4,8 milliards de dollars en 2014 à un déficit de 23,6 milliards de dollars en 2015. Cette situation est la conséquence de la détérioration dramatique de l'indice des termes de l'échange du Canada, qui a glissé de 100,3 en 2014 à 93,3 en 2015, une baisse de 7,0 p. 100. L'ampleur de ce recul n'a été dépassée qu'une seule fois auparavant, soit en 2009, lorsque l'effondrement des prix provoqué par la Grande Récession avait entraîné une baisse de 9,1 p. 100 des termes de l'échange du Canada. Cependant, on avait alors observé subséquemment une reprise quasi-complète des termes de l'échange en 2011. Cette fois-ci, la cure promet d'être ni rapide ni garantie, et il se pourrait que les nouveaux termes de l'échange perdurent à moyen terme.

¹ Avec les révisions apportées au Manuel de balance des paiements, le *compte financier* est maintenant le nom donné au *compte capital et financier* (auparavant abrégé en *compte de capital*). À l'heure actuelle, le compte de capital existe encore comme une modeste entrée dans le compte courant, mais ni son nom ni son niveau n'ont beaucoup d'importance.



L'impact de la détérioration de la balance du commerce des biens a été en partie atténué par un rétrécissement du déficit de la balance des revenus (qui comprend les revenus d'investissement, la rémunération des salariés et les transferts) de 8,0 milliards de dollars en 2015. Ce changement représente une augmentation nette du revenu des Canadiens provenant de sources étrangères. Pendant ce temps, le déficit du Canada dans le commerce des services n'a que légèrement varié, augmentant de 0,3 milliard de dollars. Les déficits aux postes des revenus et des services ont tous deux été importants, comparables et relativement stables pendant plusieurs années avant 2015.

Tournant maintenant l'attention vers le compte financier du Canada, qui a fait l'objet d'une révision conceptuelle en 2015, nous examinons l'équilibre entre les transactions impliquant l'acquisition et la disposition d'avoirs canadiens à l'étranger, d'un côté, et l'acquisition et la disposition d'avoirs étrangers au Canada, de l'autre. Dans le premier cas, la somme des transactions est appelée l'acquisition nette d'avoirs financiers, tandis que dans le second cas, il s'agit de l'accroissement net du passif financier. La somme de ces deux agrégats, le solde du compte financier, représente le solde de toutes les transactions portant sur des avoirs financiers et est appelée les emprunts (ou prêts) nets. Dans le compte financier du Canada, les emprunts nets des Canadiens sont passés de 43,2 milliards de dollars en 2014 à 55,2 milliards de dollars en 2015. Cette augmentation de 12,0 milliards de dollars résulte de la combinaison d'une forte progression de l'accroissement net du passif financier (hausse de 73,2 milliards de dollars), qui a dépassé l'augmentation (importante également) de l'acquisition nette d'avoirs financiers (hausse de 61,2 milliards de dollars).

Les principaux facteurs à l'origine de la hausse de l'accroissement net du passif financier, c'est-à-dire les avoirs financiers acquis par des étrangers au Canada, ont été l'augmentation nette des autres investissements étrangers au Canada (hausse de 45,0 milliards de dollars), en particulier les devises et les dépôts, mais aussi les prêts. L'investissement de portefeuille étranger a également augmenté de façon substantielle (hausse de 20,1 milliards de dollars), avec comme cible principale les obligations canadiennes et, à un degré moindre, les instruments du marché monétaire canadien, tandis que les fonds d'actions et de placements canadiens ont fait l'objet d'une vente massive nette de plus de 10 milliards de dollars. L'augmentation de l'investissement étranger direct (hausse de 8,1 milliards de dollars) était la plus petite composante de l'accroissement net du passif financier, représentant seulement 11,0 p. 100 de la progression totale de ce poste.

Il y a eu également une forte augmentation de l'acquisition nette d'avoirs financiers (l'investissement canadien à l'étranger), et celle-ci s'est principalement concentrée dans les avoirs en investissement direct (hausse de 34,9 milliards de dollars, dont près de la moitié sous forme d'acquisition d'actions et un peu plus de la moitié sous forme d'acquisition de titres de créance). L'augmentation nette des avoirs en investissement direct a représenté 57,0 p. 100 de la croissance totale de l'investissement net. L'autre composante importante a été l'augmentation des placements en devises et en dépôts à l'étranger, qui représente près du tiers de la croissance totale de l'investissement net; enfin, les réserves

TABLEAU 4-1
Balance des paiements, principaux postes (millions \$)

	2014	2015
Solde du compte courant	-44 893	-65 714
Biens	4 791	-23 646
Services	-23 407	-23 753
Revenu primaire	-23 664	-15 046
Revenu secondaire	-2 614	-3 270
Solde du compte financier	43 195	55 215
Acquisition nette d'avoirs financiers	147 881	209 055
Investissement direct du Canada à l'étranger	69 424	104 319
Investissement de portefeuille du Canada	56 428	60 302
Réserves internationales officielles	5 854	10 911
Autres investissements canadiens	16 175	33 522
Accroissement net du passif financier	191 075	264 270
Passif en investissement étranger direct	72 542	80 607
Investissement de portefeuille étranger	75 388	95 522
Autres investissements étrangers	43 146	88 141
Écart (erreurs et omissions nets)	1 300	10 605
BALANCE DES PAIEMENTS	0	0

internationales officielles ont presque doublé (hausse de 5,1 milliards de dollars). Les placements de portefeuille canadiens à l'étranger ont augmenté marginalement, alors que l'investissement net en actions et en prêts étrangers a effectivement diminué.

On note également un écart statistique significatif de 10,6 milliards de dollars en 2015, lequel vient équilibrer les emprunts nets du compte financier et le solde des rentrées et des paiements du compte courant. La taille de l'écart, qui représente les erreurs et omissions nettes, indique que des rajustements importants aux chiffres cités pourraient survenir avec le passage du temps, en particulier dans le compte financier.

Les exportations de biens

Les exportations de biens du Canada sur la base de la BdP ont chuté de 5,2 milliards de dollars en 2015 (baisse de 1,0 p. 100 par rapport au niveau de 2014) à 523,6 milliards de dollars, en dépit d'une croissance dans 9 secteurs sur 11. Il s'agit de la première baisse des exportations de biens après cinq hausses annuelles consécutives. Celle-ci est due au recul de 4,2 p. 100 des prix à l'exportation au cours de l'année, qui a annulé la croissance observée de 3,4 p. 100 des volumes exportés. Les prix des exportations ont augmenté dans 8 secteurs sur 11, tandis que les volumes d'exportations ont augmenté dans 9 des 11 secteurs, y compris celui de l'énergie.

La statistique clé du côté des exportations de marchandises en 2015 a été la baisse spectaculaire de 38,3 p. 100 des prix des produits énergétiques. Ainsi, malgré l'augmentation de 5,7 p. 100 du volume des exportations d'énergie en 2015, leur valeur a diminué de 34,8 p. 100 (perte de 44,8 milliards de dollars). Une situation similaire a caractérisé le secteur des produits chimiques, des plastiques et des produits en caoutchouc, où les prix ont fléchi de 4,9 p. 100, surpassant l'augmentation de 4,2 p. 100 des volumes exportés et conduisant à une diminution de 1,0 p. 100 des exportations (baisse de 0,3 milliard de dollars). En revanche, les exportations dans les 9 autres secteurs étaient en croissance. Les exportations de minéraux et minerais métalliques ont surmonté une baisse des prix de 4,1 p. 100 pour enregistrer une croissance de 1,9 p. 100 grâce à une augmentation de 6,3 p. 100 des volumes exportés. L'expérience inverse observée dans les exportations de produits agro-alimentaires et de la pêche a entraîné une augmentation de 3,3 p. 100 en valeur à la faveur d'une hausse de 4,7 p. 100 des prix et malgré une baisse de 1,3 p. 100 des volumes exportés.

Cependant, la croissance la plus notable (et sans doute aussi importante que le recul des exportations d'énergie) est survenue dans plusieurs secteurs d'exportation que l'on pourrait regrouper sous l'appellation générale de secteurs « non axés sur les ressources » ou secteurs « de fabrication de pointe ». Ceux-ci comprennent les machines et matériels industriels et électriques, les véhicules à moteur, les aéronefs et autres matériels de transport, et les biens de consommation. Chacun de ces secteurs a connu un taux de croissance des exportations dans les deux chiffres, allant de 11,4 p. 100 pour les machines et matériels industriels à 18,5 p. 100 pour les biens de consommation. Toutes ces augmentations reflètent une combinaison de hausses simultanées des prix et des volumes, les prix plus élevés ayant une influence prédominante dans tous les secteurs sauf un. C'est là une première preuve que la baisse de valeur du dollar canadien a pour effet d'accroître la demande étrangère pour les exportations manufacturières canadiennes et pourrait avoir des répercussions importantes sur le paysage économique canadien dans les prochaines

TABLEAU 4-2
Exportations de biens, 2015

Produits	Valeur des exportations (milliards de \$)	Croissance en valeur (%)	Variation des volumes (%)	Variation des prix (%)
Total, ensemble des secteurs	523 631	-1,0	3,4	-4,2
Agroalimentaire et poisson	32 120	3,3	-1,3	4,7
Énergie	83 898	-34,8	5,7	-38,3
Minerais métalliques et minéraux	19 003	1,9	6,3	-4,1
Produits métalliques et minéraux	57 841	0,3	-0,9	1,3
Produits chimiques, plastiques et caoutchouc	35 431	-1,0	4,2	-4,9
Foresterie, construction et emballage	39 751	7,9	5,7	2,0
Machines et matériels industriels	32 806	11,4	6,1	5,1
Matériel électronique et électrique	27 650	13,4	4,3	8,8
Véhicules à moteur	87 061	16,8	1,3	15,3
Aéronefs et autres matériels de transport	24 879	15,4	2,5	12,6
Biens de consommation	69 645	18,5	7,0	10,7
Par région				
États-Unis	395 458	-1,0		
Union européenne	39 444	-3,6		
Japon	10 107	-8,9		
Chine	21 452	4,2		
Inde	4 498	32,9		
Mexique	7 911	15,6		
Corée du Sud	4 219	-3,4		
Reste du monde	40 542	-3,9		

années. L'augmentation combinée des exportations dans les secteurs de la fabrication de pointe a gonflé les exportations canadiennes de 33,3 milliards de dollars, compensant ainsi les trois quarts environ du déclin des exportations d'énergie.

Au niveau des régions, les exportations vers plusieurs des principaux partenaires ont fléchi. Les exportations vers les États-Unis ont reculé de 1,0 p. 100, traduisant un arbitrage entre des exportations d'énergie réduites et des exportations plus élevées de véhicules à moteur et d'autres produits manufacturés de pointe. Les exportations vers l'UE étaient en baisse de 3,6 p. 100, tandis que les exportations au Japon régressaient de 8,9 p. 100, dans un contexte où la conjoncture économique reste fragile et les monnaies relativement faibles dans ces régions. Par ailleurs, les exportations vers la Chine ont augmenté de 4,2 p. 100, et le Canada a enregistré un taux de croissance dans les deux chiffres pour ses exportations vers l'Inde (32,9 p. 100) et le Mexique (15,6 p. 100).

Les importations de biens

Les importations de marchandises au Canada sur la base de la BdP ont poursuivi leur ascension pour la sixième année consécutive en 2015, augmentant de 23,2 milliards de dollars, soit 4,4 p. 100. La croissance a touché 8 secteurs sur 11. La hausse des prix à l'importation a principalement été à l'origine de cette augmentation puisque, globalement, la croissance des volumes importés a été marginale. Les prix des importations ont progressé dans 9 des 11 secteurs, alors que le volume des importations n'a augmenté que dans 4 secteurs sur 11, y compris le secteur de l'énergie.

Les importations de biens de consommation, la plus grande catégorie d'importation, ont augmenté de 10,6 p. 100 en 2015 (gain de 11,3 milliards de dollars). Cela est le fruit d'une hausse des prix de 11,1 p. 100 conjuguée à une baisse de volume de 0,5 p. 100. Le deuxième plus grand secteur d'importation, celui des véhicules à moteur, a progressé de 11,0 p. 100 (hausse de 10,0 milliards de dollars), franchissant le seuil de 100 milliards de dollars pour la première fois, marqué par de fortes contributions à la fois des prix et des volumes. Proportionnellement, la plus grande avancée des importations a eu lieu dans le secteur du matériel aéronautique et de transport, dont la valeur a augmenté de 25,1 p. 100 (gain de 4,3 milliards de dollars). Celle-ci est imputable aux plus fortes augmentations proportionnelles survenues du côté des prix (gain de 17,6 p. 100) et du côté des volumes (gain de 6,4 p. 100). Il y a eu également une importante progression des importations de matériel électronique et électrique (hausse 4,5 milliards de dollars), la robuste augmentation des prix surpassant l'effet du déclin des volumes.

Les importations de produits énergétiques ont reculé de 28,7 p. 100 par rapport à leur niveau de 2014 (soit une perte de 12,4 milliards de dollars), entraînées par la baisse des prix de 32,8 p. 100, tandis que les volumes importés augmentaient de 6,2 p. 100. À l'opposé, les importations de minéraux et de minerais métalliques ont fléchi de 5,1 p. 100 (baisse de 0,6 milliard de dollars) sous l'effet d'une baisse de 10,9 p. 100 des volumes et en dépit d'une hausse de 6,6 p. 100 des prix.

Au niveau régional, les importations en provenance de toutes les régions clés ont augmenté, bien que celles venant des États-Unis aient avancé plus lentement que la moyenne. Les importations en provenance du Japon (hausse de 18,6 p. 100), de l'Inde (hausse de 18,3 p. 100) et de la Corée du Sud (hausse de 10,0 p. 100) ont toutes progressé à des taux dans les deux chiffres, tandis que la croissance des importations de la Chine (hausse de 9,4 p. 100) et de l'UE (hausse de 7,4 p. 100) arrivaient non loin derrière. Les importations en provenance du reste du monde ont augmenté légèrement, mettant ainsi un terme au repli observé l'année précédente.

TABLEAU 4-3
Importations de biens, 2015

Produits	Valeur des exportations (milliards de \$)	Croissance en valeur (%)	Variation des volumes (%)	Variation des prix (%)
Total, ensemble des secteurs	547 277	4,4	0,2	4,2
Agroalimentaire et poisson	16 409	8,5	-3,5	12,4
Énergie	30 746	-28,7	6,2	-32,8
Minerais métalliques et minéraux	10 302	-5,1	-10,9	6,6
Produits métalliques et minéraux	46 602	0,8	-6,3	7,6
Produits chimiques, plastiques et caoutchouc	44 713	-0,2	3,3	-3,3
Foresterie, construction et emballage	24 598	7,6	-1,5	9,2
Machines et matériels industriels	53 655	5,4	-7,8	14,3
Matériel électronique et électrique	63 152	7,6	-2,8	10,7
Véhicules à moteur	100 420	11,0	5,1	5,7
Aéronefs et autres matériels de transport	21 277	25,1	6,4	17,6
Biens de consommation	117 466	10,6	-0,5	11,1
Par région				
États-Unis	362 716	3,5		
Union européenne	52 942	7,4		
Japon	10 894	18,6		
Chine	38 898	9,4		
Inde	2 929	18,3		
Mexique	18 344	6,4		
Corée du Sud	6 153	10,0		
Reste du monde	54 401	0,3		

Le commerce de services

En 2015, les exportations de services du Canada ont augmenté pour la sixième année consécutive, affichant une croissance de 3,5 milliards de dollars pour atteindre 99,2 milliards de dollars, soit un gain de 3,6 p. 100. Un peu plus de la moitié de cette augmentation est attribuable aux exportations vers les États-Unis, soit 1,8 milliard de dollars. Les exportations de services de voyage, qui représentent les achats de biens et de services par les voyageurs étrangers au Canada, ont progressé de 6,2 p. 100 en 2015 pour s'établir à 20,5 milliards de dollars, contre 19,3 milliards de dollars en 2014. Les voyages à titre personnel, qui comptent pour plus de 85 p. 100 des exportations totales de services de voyage, ont été à l'origine de la totalité de cette augmentation.

Les exportations de services de transport ont progressé de 0,2 milliard de dollars en 2015 pour terminer l'année à 15,2 milliards de dollars, une augmentation de 1,6 p. 100. Les exportations de services de transport terrestre (hausse de 5,9 p. 100) et de transport aérien (hausse de 1,7 p. 100) ont aussi augmenté, tandis que les exportations de services de transport maritime ont diminué (baisse de 4,9 p. 100).

Les exportations de services commerciaux ont progressé à un rythme de 3,3 p. 100 en 2015, ce qui est légèrement inférieur à la moyenne de 3,6 p. 100. Les exportations de services commerciaux ont augmenté de 2,0 milliard de dollars pour atteindre 61,9 milliards de dollars. Comme d'habitude, la croissance a varié considérablement entre les sous-secteurs, les exportations augmentant dans six sous-secteurs et régressant dans les quatre autres. Les exportations de services financiers ont avancé de 1,3 milliard de dollars, ce qui représente plus des deux tiers de la croissance globale. Une solide croissance a également été enregistrée dans les services aux entreprises et les frais d'utilisation de la propriété intellectuelle (auparavant redevances et droits de licence), avec des gains de 798 millions de dollars et de 557 millions de dollars, respectivement. Les services de recherche et de développement ont connu la plus forte baisse de valeur, soit 590 millions de dollars (perte de 11,0 p. 100), tandis que les services de construction subissaient la plus forte baisse proportionnelle, soit 37,4 p. 100 (recul de 240 millions de dollars).

Les importations de services au Canada ont augmenté un peu plus lentement que les exportations, avançant de 3,2 p. 100. En 2015, la valeur des importations de services a atteint 123,0 milliards de dollars, soit 3,8 milliards de dollars de plus que le niveau de 2014. Seulement 30 p. 100 (1,2 milliard de dollars) de l'augmentation des importations de services est attribuable aux États-Unis. Les importations de services de voyage, c'est-à-dire les dépenses des Canadiens à l'étranger, ont augmenté de seulement 119 millions de dollars en 2015 pour s'établir à 37,5 milliards de dollars. Les voyages d'affaires étaient en baisse, tandis que les voyages à titre personnel ont augmenté modestement. Les importations de services de transport ont gagné 850 millions de dollars, soit 3,4 p. 100, en 2015. Les importations étaient en hausse dans les trois modes de services de transport (terrestres, aériens et maritimes), les transports maritimes étant responsables de la majeure partie de l'augmentation (gain de 662 millions de dollars, ou 5,9 p. 100).

Les importations de services commerciaux sont celles qui ont augmenté le plus rapidement parmi toutes les grandes catégories, avec une croissance de 5,1 p. 100 en 2015, qui a ajouté 2,8 milliards de dollars à leur valeur pour atteindre 58,8 milliards de dollars. Plus des trois quarts de cette croissance est due à l'accroissement des importations de services financiers, qui ont progressé de 33,1 p. 100 au-dessus de leur niveau de 2014 (hausse de 2,2 milliards de dollars). Proportionnellement, cette croissance a été suivie de près par celle des services d'entretien et de réparation, qui ont progressé de 29,6 p. 100 en 2015 (gain de 259 millions de dollars). Parmi les autres secteurs en croissance, on relève une augmentation de 524 millions de dollars des importations de services professionnels et de conseil en gestion et une progression de 492 millions de dollars des importations de services de télécommunication, d'informatique et d'information; les importations au titre des frais d'utilisation de la propriété intellectuelle ont diminué de 446 millions de dollars, tandis que les importations de services de recherche et développement fléchissaient de 305 millions de dollars (baisse de 20,0 p. 100).

Bien que les exportations de services aient progressé plus rapidement que les importations, la plus grande valeur des dernières a fait en sorte que le solde déficitaire du commerce des services a légèrement augmenté, passant de 23,4 milliards de dollars à 23,8 milliards de dollars en 2015. Le Canada a continué d'accuser un déficit dans son commerce des services avec toutes les régions clés, bien que plus de 70 p. 100 de son déficit total provienne du déficit au titre des services de voyage (qui atteignait 17,0 milliards de dollars en 2015). Le solde du déficit des services peut être attribué aux déficits importants et croissants dans les services de transport maritime (8,7 milliards de dollars en 2015), qui englobent les services que fournit l'industrie du transport maritime international au Canada².

Par contre, les services commerciaux affichent un excédent depuis maintenant 13 ans, en remontant jusqu'à 2003 et même durant la Grande Récession. La forte augmentation des importations de services financiers, de services professionnels et de conseil en gestion, et de services de télécommunication, d'informatique et d'information a contribué à ramener l'excédent de 4,0 milliards de dollars en 2014 à 3,2 milliards de dollars en 2015. Parallèlement, la forte croissance des exportations de services aux entreprises et des frais d'utilisation de la propriété intellectuelle a permis de maintenir le solde excédentaire. Le Canada accuse historiquement un déficit dans ses échanges de services d'assurance et les frais d'utilisation de la propriété intellectuelle (2,9 milliards de dollars et 6,5 milliards de dollars, respectivement, en 2015).

Le commerce des services par région

Le commerce des services du Canada avec les États-Unis était plus équilibré que le commerce des marchandises en 2015, alors que 54,9 p. 100 des exportations canadiennes de services sont allées aux États-Unis et que 55,6 p. 100 des importations canadiennes de services provenaient de ce pays. Les exportations vers les États-Unis ont augmenté de 3,6 p. 100 l'an dernier, tandis que les importations progressaient la moitié moins vite (hausse de 1,7 p. 100), ce qui s'est traduit par une réduction du déficit des échanges de services à 13,9 milliards de dollars (contre 14,5 milliards de dollars en 2014). La plus grande partie de ce déficit est attribuable aux services de voyage puisque que les Canadiens qui ont voyagé aux États-Unis ont dépensé beaucoup plus que les Américains en voyage au Canada; néanmoins, le déficit des services

TABLEAU 4-4
Exportations et importations de services
par région, en millions de dollars

2015	Exportations	Variation en %	Importations	Variation en %	Solde
TOTAL	99 201	3,6	122 954	3,2	-23 753
États-Unis	54 442	3,4	68 323	1,7	-13 881
Voyages	8 128	8,3	21 270	-4,0	-13 142
Transport	7 429	3,2	8 845	0,5	-1 417
Commerce	38 423	2,3	37 840	5,6	583
Gouvernement	463	16,9	368	0,8	95
UE	16 434	5,4	21 817	3,6	-5 384
Voyages	3 700	8,2	5 812	7,5	-2 113
Transport	3 213	3,7	5 330	5,0	-2 117
Commerce	9 292	5,0	10 395	1,0	-1 102
Gouvernement	227	0,4	281	0,0	-53
Japon	1 497	-1,6	2 131	9,1	-635
Voyages	460	2,2	300	19,0	160
Transport	552	-10,0	781	7,1	-229
Commerce	456	6,0	1 029	8,1	-573
Gouvernement	29	0,0	21	0,0	8
RdM	26 828	3,3	30 681	5,9	-3 853
Voyages	8 196	3,4	10 087	5,8	-1 891
Transport	3 984	-1,1	10 630	5,0	-6 645
Commerce	13 773	4,9	9 528	7,4	4 245
Gouvernement	875	0,1	436	-0,5	439

² Le Canada détient seulement une modeste part de l'industrie du transport maritime international; ainsi, la grande majorité des expéditions canadiennes qui ne sont pas destinées aux États-Unis comportent des paiements à des sociétés étrangères pour les services de transport maritime transocéanique.

de voyage avec les États-Unis s'est refermé de 10,3 p. 100 en 2015, la faiblesse accrue du dollar canadien ayant rendu les voyages dans ce pays plus coûteux. Simultanément, les services commerciaux (plus de la moitié de toutes les transactions) et les services gouvernementaux ont enregistré des excédents commerciaux avec les États-Unis.

Dans les échanges de services avec l'UE, les services de voyage ont progressé considérablement des deux côtés, le dollar canadien ayant beaucoup mieux réussi à se maintenir face à l'euro que face au dollar américain. Tous les autres postes ont inscrit une croissance modérée. Dans tous les secteurs, le commerce des services du Canada a été déficitaire, atteignant 5,4 milliards de dollars au total. Le Japon est la seule région où le Canada a enregistré un excédent au poste des services de voyage. Le commerce global des services avec le Japon demeurerait toutefois déficitaire, surtout en raison du déficit au poste des services commerciaux.

Le commerce des services avec le reste du monde (RdM) est celui où les services de voyage ont occupé la plus grande place; en effet, au-delà de 30 p. 100 des exportations et des importations de services avec cette région portaient sur les voyages, les deux postes affichant une augmentation en 2015. Les importations de services de transport du RdM étaient également importantes, et elles ont progressé de 5,0 p. 100; le déficit de 6,6 milliards de dollars enregistré à ce poste a alimenté le déficit global de 3,9 milliards de dollars et était probablement imputable en grande partie aux frais de services de transport maritime pour les expéditions internationales. Les échanges de services commerciaux avec le RdM ont bonifié leur excédent à 4,2 milliards de dollars.

Si l'on regarde au niveau des pays, l'UE représentait près d'un quart de l'augmentation des exportations de services avec un gain de 0,8 milliard de dollar, les exportations vers l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni progressant de 0,2 milliard de dollars chacun. Les autres hausses notables des exportations de services concernaient l'Australie (gain de 157 millions de dollars) et le Mexique (gain de 122 millions de dollars), tandis que les exportations de services vers la Suisse étaient en baisse marquée (recul de 426 millions de dollars). Du côté des importations de services, l'UE a accaparé 20 p. 100 de la croissance, avec 0,8 milliard de dollars d'importations supplémentaires (provenant principalement de la France et du Royaume-Uni). Il y a eu également des augmentations importantes des importations de services de la Suisse (hausse de 256 millions de dollars), de Hong Kong (hausse de 213 millions de dollars), du Japon (hausse de 179 millions de dollars) et du Mexique (hausse de 176 millions de dollars), tandis que les importations en provenance de l'Inde ont diminué (baisse de 121 millions de dollars).

Exportations canadiennes : déclin des ressources?

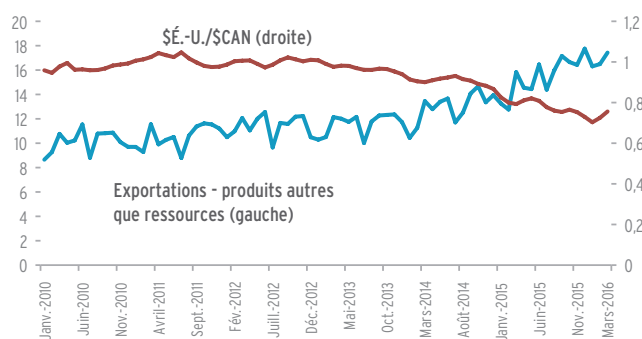
Les ressources et les produits axés sur les ressources (les « ressources », dans ce qui suit)¹ en sont venus à dominer de plus en plus les exportations canadiennes durant la plus grande partie de la dernière décennie et demie. Les ressources représentaient 45,5 p. 100 des exportations canadiennes vers le monde² en 2002, augmentant progressivement pour atteindre un sommet de 65,1 p. 100 en 2011. Cependant, depuis lors, l'importance des ressources dans les exportations canadiennes a fléchi. En particulier, ces deux dernières années, la composition des exportations canadiennes a rapidement évolué au profit des produits manufacturés, ce qui constitue un point tournant notable dans l'histoire du pays, traditionnellement dominé par les ressources.

Cette transformation est le résultat à la fois de facteurs de retenue et d'attraction – soit les prix plus faibles des ressources en opposition à l'attraction de la baisse du taux de change \$É.-U./\$CAN et de la demande accrue provenant des États-Unis. En effet, la croissance des exportations canadiennes au cours des deux dernières années est survenue entièrement dans les secteurs autres que les ressources. De 2013 à 2015, les exportations non liées aux ressources du Canada vers le monde ont augmenté de 52,5 milliards de dollars (14,5 p. 100 par an), tandis que les exportations de ressources diminuaient de 1,1 milliard de dollars (baisse de 0,2 p. 100 par an). Le résultat net est que les exportations totales de marchandises canadiennes vers le monde ont augmenté de 51,3 milliards de dollars, à 520,9 milliards de dollars.

Au milieu des années 2000, la forte demande de ressources de la Chine a alimenté un boom des ressources, et la part des ressources dans les exportations canadiennes a commencé à augmenter. Au même moment, le secteur manufacturier canadien était aux prises avec des pressions concurrentielles engendrées par les producteurs à faible coût (p. ex. la Chine et le Mexique) et la valeur élevée du dollar canadien. Plus récemment, toutefois, la demande de ressources de la Chine a perdu de sa vigueur et les prix des ressources ont dégringolé. La baisse des prix des ressources a subséquentement contribué à une dépréciation du dollar canadien, qui a reculé de 0,97 ¢É.-U. en 2013 à 0,78 ¢É.-U. en 2015. Depuis peu, cette dépréciation a stimulé la compétitivité des prix des exportations canadiennes non liées aux ressources (figure 1), atténuant certains des problèmes de compétitivité-coût associés à la surévaluation de la monnaie au cours de la dernière décennie³.

Avec la baisse récente des prix des ressources, la valeur des exportations canadiennes de ressources a diminué (figure 2). Cette tendance a été dominée par la chute marquée du prix du pétrole : le prix du brut Western Canadian Select est tombé d'une moyenne de 72,77 \$É.-U. le baril en 2013 à une moyenne de 35,28 \$É.-U. le baril en 2015.

FIGURE 1
Exportations canadiennes de ressources et
de produits autres que les ressources aux
É.-U. et taux de change \$É.-U./\$CAN



Données : Statistique Canada

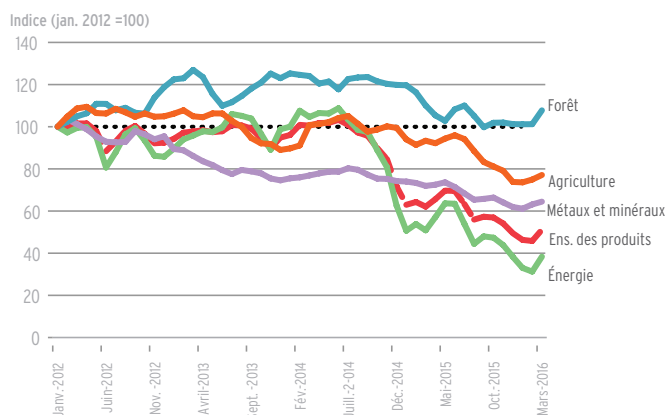
Source : Bureau de l'économiste en chef, Affaires mondiales Canada

¹ Les ressources sont définies ici comme l'agrégat des produits chimiques, du pétrole brut, du bois, des minerais métalliques, des métaux et alliages, du gaz naturel, du papier journal, des autres produits agricoles, des autres produits énergétiques, des autres produits industriels, du blé et de la pâte de bois.

² Données douanières agrégées en fonction de l'équivalent le plus rapproché des données de la balance des paiements.

³ Le Conference Board du Canada. *Le Canada à l'aube d'une nouvelle ère commerciale : quels sont les secteurs d'activité prêts à répondre à la demande des États-Unis?*, février 2016.

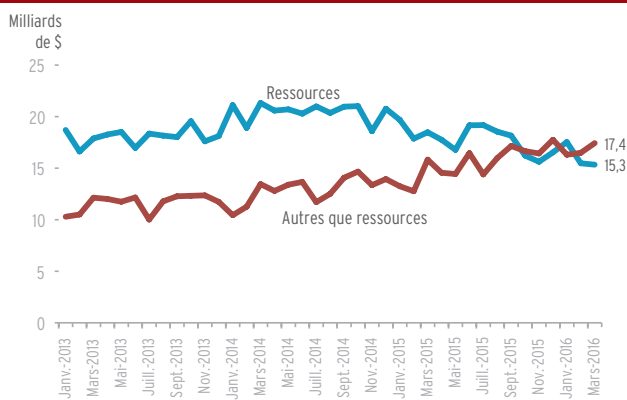
FIGURE 2
Indice des prix des produits de base



Données : Statistique Canada

Source : Bureau de l'économiste en chef, Affaires mondiales Canada

FIGURE 3
Exportations mensuelles de marchandises
du Canada aux États-Unis : ressources et
produits autres que les ressources



Données : Statistique Canada

Source : Bureau de l'économiste en chef, Affaires mondiales Canada

Étant donné que le pétrole représente 12,3 p. 100 des exportations totales du Canada, la dégringolade des prix du pétrole a été un facteur important de la baisse de la valeur des exportations canadiennes de ressources. Cependant, du côté des produits autres que les ressources, les industries énergivores (notamment dans le secteur manufacturier) ont bénéficié du repli des prix de l'énergie.

La performance globale du Canada à l'exportation est dictée par l'activité économique au sud de la frontière, étant donné que plus des trois quarts des exportations de marchandises du Canada prennent la destination des États-Unis. De 2013 à 2015, les États-Unis ont été à l'origine de 43,5 milliards de dollars (83,0 p. 100) de l'expansion des exportations canadiennes de produits autres que les ressources. Simultanément, les États-Unis ont été le principal acteur à l'origine de la baisse des exportations de ressources du Canada, qui ont reculé de 2,8 milliards de dollars, tandis que les exportations de ressources vers le reste du monde augmentaient et compensaient partiellement cette baisse. Notamment, sur une base mensuelle, les exportations de produits autres que les ressources ont récemment dépassé les exportations de ressources comme principale catégorie d'exportation aux États-Unis (figure 3).

La baisse des exportations de ressources du Canada aux États-Unis de 2013 à 2015 est due uniquement au recul des exportations liées à l'énergie (figure 4). Bien que les volumes de la plupart des exportations liées à l'énergie vers les États-Unis aient augmenté durant cette période, l'expansion des volumes n'a pas suffi à compenser la forte chute des

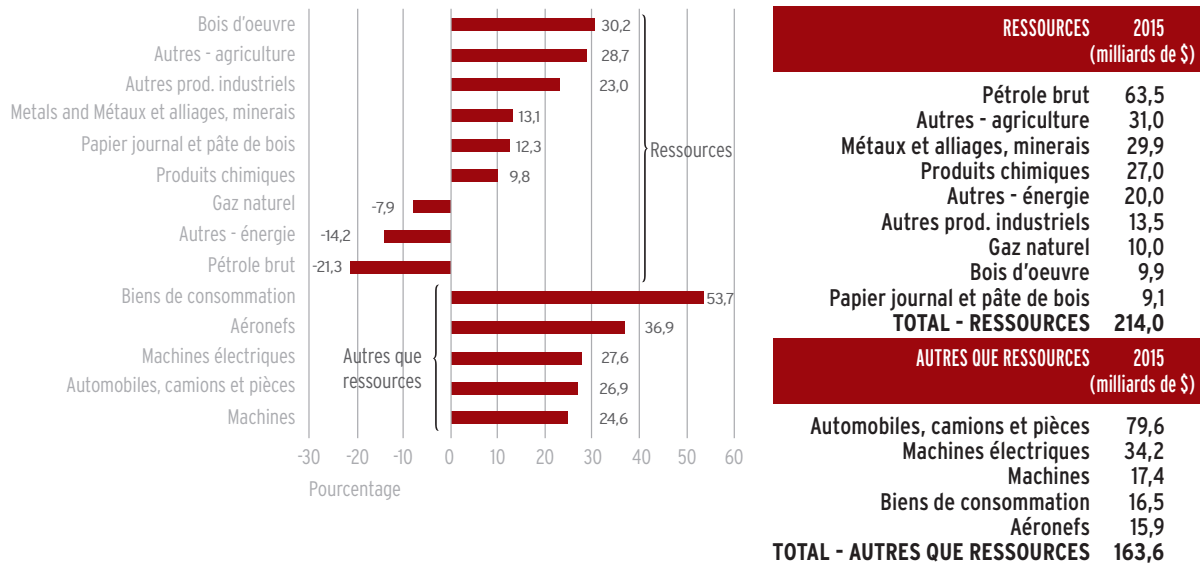
prix de plusieurs de ces produits (tableau 1). Au même moment, d'autres exportations de ressources non liées à l'énergie aux États-Unis ont enregistré une solide croissance sur cette période. Plus précisément, les exportations de bois d'œuvre ont sensiblement augmenté, essentiellement sous l'effet de l'amélioration du marché du logement dans ce pays.

En fait, la robuste demande en provenance des États-Unis a été un facteur clé de l'expansion des exportations canadiennes de produits autres que les ressources vers ce marché, et cette demande devrait continuer à croître à un rythme soutenu⁴. Pour l'avenir, il est également prévu que le secteur des services sera le principal bénéficiaire de l'activité économique en plein essor au sud de la frontière.

⁴ Banque du Canada (avril 2016). *Rapport sur la politique monétaire - avril 2016*.

FIGURE 4

Évolution des exportations canadiennes de ressources* et de produits autres que les ressources** aux États-Unis, 2013 à 2015



*Afin de simplifier le graphique, certaines catégories d'exportations de ressources ont été agrégées.

**Ne comprend pas les transactions spéciales, qui représentaient 22 milliards de \$ en 2015.

Données : Statistique Canada

Source : Bureau de l'économiste en chef, Affaires mondiales Canada

TABLEAU 1

Certaines des principales exportations de produits énergétiques du Canada aux États-Unis, évolution des composantes, 2013 à 2015

HS Code	Description	2015 (M\$)	Changement en valeur (%)	Changement en volume (%)	Changement dans les prix (%)
2709	Pétrole brut	63 501,3	-21,3	19,0	-33,9
2710	Pétrole (non brut)	13 811,0	-20,2	7,7	-25,9
271121	Gaz naturel, gazeux	9 997,4	-7,9	-5,5	-2,5
2716	Énergie électrique	3 136,8	28,4	10,4	16,3
271112	Propane, liquéfié	1 261,4	-23,2	11,6	-31,2
271320	Bitume de pétrole	820,6	-20,4	-8,1	-13,4
2714	Bitume et asphalte, naturels; schistes et sables bitumineux, etc.	189,4	67,2	166,6	-37,3
2712	Gelée de pétrole; cires minérales et produits similaires	170,1	7,2	-5,2	13,1
2701	Houille; briquettes, boulets etc. fabriqués à partir de la houille	163,7	3,7	7,5	-3,5
271113	Butanes, liquéfiés	98,8	-55,8	-49,9	-11,7

Données : Statistique Canada

Source : Bureau de l'économiste en chef, Affaires mondiales Canada

Le contexte économique actuel a favorisé une accélération des exportations canadiennes de produits autres que les ressources et un ralentissement des exportations de ressources. Cependant, contrairement à la situation observée dans le cas des États-Unis, les exportations canadiennes de produits autres que les ressources vers le monde n'ont pas encore dépassé les exportations de ressources. Néanmoins, l'évolution récente de la composition des échanges commerciaux avec les États-Unis donne un aperçu des prochaines étapes du parcours du Canada sur le marché d'exportation.

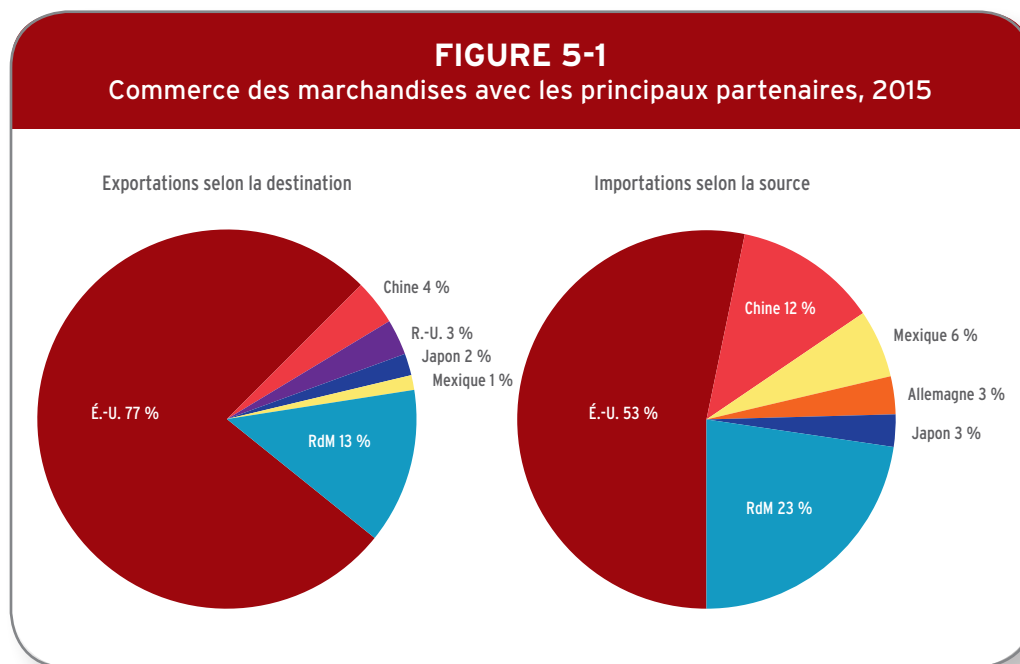
CHAPITRE 5

Points saillants de l'évolution du commerce
des marchandises du Canada en 2015

Points saillants de l'évolution du commerce des marchandises du Canada en 2015

Les chapitres précédents traitent de la situation économique mondiale et de la performance économique du Canada dans ce contexte. Ils présentent également une vision globale des échanges internationaux du Canada et de leur contribution à la croissance économique du pays en 2015. Le présent chapitre examine plus attentivement les points saillants du commerce des marchandises du Canada au cours de l'année dernière. L'utilisation des données des douanes sur le commerce des marchandises — plutôt que les données de la balance des paiements (BdP)¹ utilisées dans le chapitre précédent — permet une analyse plus détaillée des statistiques du commerce : par pays partenaire, par produit et par province d'origine.

Après avoir enregistré un taux de croissance dans les deux chiffres en 2014, les exportations de marchandises du Canada ont trébuché en 2015, subissant un recul marginal de 0,3 p. 100, à 523,4 milliards de dollars, soit 1,7 milliard de dollars de moins qu'en 2014. C'est la première baisse des exportations canadiennes de marchandises depuis 2009. Sur la même période, les importations de marchandises au Canada ont augmenté de 4,6 p. 100, à 535,6 milliards de dollars – un nouveau sommet – représentant une hausse de 23,5 milliards de dollars sur 2014. Cette croissance a été plus lente que le robuste taux de 7,7 p. 100 enregistré en 2014, et plus lente aussi que le taux de croissance moyen de 6,1 p. 100 des quatre dernières années. Cette croissance soutenue signifie que les importations dépassent maintenant par plus de 100 milliards de dollars leur sommet de 434,0 milliards de dollars atteint avant la récession.



¹ Les statistiques sur le commerce canadien se présentent essentiellement sous deux formes : sur une base douanière et sur la base de la balance des paiements. Dans le chapitre précédent, l'analyse des échanges commerciaux avec les « principaux pays partenaires » reposait sur les données du commerce provenant de la balance des paiements. Des statistiques plus détaillées sur le commerce – au niveau de chaque pays et par produit – sont seulement disponibles sur une base douanière. Comme le chapitre 5 examine l'évolution du commerce à un plus grand niveau de détail, les chiffres présentés reflètent les statistiques compilées sur une base douanière.

Avec le recul des exportations et des importations à la hausse, le premier excédent du commerce des marchandises après la récession s'est transformé en un déficit de 12,3 milliards de dollars en 2015. En dépit de la reprise économique relativement robuste aux États-Unis, conjuguée à la faiblesse du dollar canadien et à l'augmentation concomitante de la demande de ce pays pour les principales marchandises exportées par le Canada, la chute des prix mondiaux des produits de base (en particulier le pétrole) au cours de 2015 a été suffisamment forte pour annuler toute autre forme de croissance des exportations. Si la diminution simultanée des recettes énergétiques du Canada a entraîné une baisse globale de la valeur des exportations, la baisse des recettes énergétiques n'enlève rien au fait que les volumes d'exportation – les exportations réelles – ont enregistré une augmentation robuste durant 2015, stimulées notamment par les exportations non liées aux ressources vers les États-Unis. En effet, alors que les exportations d'énergie vers les États-Unis régressaient de 39,4 milliards de dollars, les exportations totales vers le marché américain n'ont diminué que de 1,6 milliard de dollars (baisse de 0,4 p. 100); ainsi, plus de 95 p. 100 de la baisse des exportations d'énergie a été compensée par l'augmentation des exportations d'autres produits, en particulier des produits non liés aux ressources.

Après trois années consécutives d'augmentation, la proportion des exportations du Canada prenant la destination des États-Unis s'est repliée de 0,1 point de pourcentage, à 76,7 p. 100. Par contre, les exportations vers la Chine se sont redressées, après avoir trébuché en 2014 (la première baisse survenue dans les exportations vers la Chine depuis 2002), inscrivant une robuste croissance de 4,6 p. 100 pour atteindre 20,2 milliards de dollars. Cependant, ce niveau demeure inférieur au sommet de 20,5 milliards de dollars enregistré en 2013. Toutefois ce sont l'Inde et le Mexique qui ont été les moteurs de l'expansion des exportations, avec des gains de plus de 1 milliard de dollars chacun. Les exportations canadiennes vers l'Inde ont progressé à un rythme particulièrement rapide en 2015, bondissant de plus du tiers.

Les importations en provenance des États-Unis ont augmenté plus lentement (un peu plus de la moitié du taux de croissance global des importations), tandis que celles venant du Royaume-Uni stagnaient; la progression des importations provenant de la plupart des autres grands fournisseurs du Canada a surpassé largement la croissance moyenne des importations. Le Vietnam et l'Inde présentent une croissance particulièrement impressionnante : 44,4 p. 100 et 23,9 p. 100, respectivement.

Sur le plan intérieur, l'Ontario est responsable de la majeure partie des gains à l'exportation, suivie du Québec. Les exportations de l'Alberta ont chuté sous l'effet de la baisse des prix du pétrole, annulant ces gains. Le recul des prix du pétrole a également eu des répercussions importantes dans deux autres provinces, mais tandis qu'en Saskatchewan ses effets ont été atténués par l'augmentation des exportations d'autres produits, à Terre-Neuve-et-Labrador les effets de la chute des prix du pétrole ont été exacerbés par des baisses touchant d'autres produits. Par conséquent, c'est dans cette province que le déclin des exportations a été le plus élevé en pourcentage.

Du côté des importations, l'Ontario a été à l'origine de la plus grande partie de l'augmentation observée. Les importations ont régressé de façon importante dans 6 des 13 provinces et territoires, et même si la chute des prix du pétrole est responsable de la plus grande partie des baisses enregistrées, d'autres facteurs sont aussi intervenus en Saskatchewan.

Le commerce par grand groupe de produits

Les exportations de marchandises

Les exportations canadiennes de marchandises ont interrompu une période d'expansion de cinq ans en fléchissant légèrement pour atteindre 523,4 milliards de dollars en 2015. La valeur des exportations a cédé 1,7 milliard de dollars, ou 0,3 p. 100, par rapport à 2014. Parmi les 10 principaux produits exportés, tous sauf un étaient en progression durant l'année, l'exception étant les produits énergétiques. La valeur des exportations de produits énergétiques a chuté de 43,4 milliards de dollars en 2015 (baisse de 30,4 p. 100) pour terminer l'année à 99,1 milliards de dollars. La part des produits énergétiques dans les exportations totales du Canada a reculé à 18,9 p. 100, contre 27,1 p. 100 l'année précédente. Même si les États-Unis ont représenté le plus gros de la baisse de 39,4 milliards de dollars, les pertes d'exportations de ces produits vers d'autres destinations ont été encore plus marquées, avec pour résultat que la part des exportations énergétiques du Canada allant aux États-Unis a en fait augmenté, passant de 93,8 p. 100 à 95,1 p. 100. Sur la même période, les exportations d'énergie aux Pays-Bas ont légèrement augmenté, et celles à destination de l'Ukraine ont quadruplé (gain de 99,3 milliards de dollars, soit 301,7 p. 100, principalement du charbon), propulsant l'Ukraine parmi les 10 plus importantes destinations des exportations d'énergie du Canada.

Après avoir retrouvé le chemin de la croissance en 2014, la deuxième catégorie d'exportations du Canada en importance, les produits de l'automobile, a poursuivi sur sa tendance en 2015, inscrivant la plus forte augmentation en valeur (hausse de 10,8 milliards de dollars) et l'un des gains en pourcentage les plus élevés (16,4 p. 100) parmi l'ensemble de produits d'exportation du Canada. Alors que les États-Unis ont fourni la majeure partie de cette croissance, les autres destinations ont également enregistré des gains. Les exportations d'automobiles vers le Mexique ont dépassé 1 milliard de dollars pour la première fois (avancée de 42,9 p. 100); elles ont bondi de 36,2 p. 100 vers la Chine et de 40,9 p. 100 aux Émirats arabes unis; enfin, elles ont augmenté de plus de 60 p. 100 en Allemagne et au Royaume-Uni.

L'évolution des autres exportations a été moins spectaculaire, mais uniformément robuste dans les industries de fabrication. Les exportations de machines et de matériels mécaniques ont enregistré une forte croissance de 10,1 p. 100 (gain de 3,6 milliards de dollars), doublant presque dans le cas du Mexique; les exportations de machines et de matériels électriques ont augmenté de 11,9 p. 100 (hausse de 1,8 milliard de dollars), principalement vers les États-Unis, tandis que les exportations d'aéronefs et de pièces gagnaient 14,6 p. 100 (hausse de 2,0 milliards de dollars), marquées par de nouvelles expéditions importantes à Singapour, en Inde et en Afrique du Sud, et une vigueur soutenue aux États-Unis, à Malte et en Chine.

TABLEAU 5-1
Principales exportations de marchandises du Canada

	Valeur 2015 (milliards de \$)	Change 2015/2014 (milliards de \$)	Croissance 2015/2014 (%)	Part 2015 (%)
Ensemble des produits	523,4	-1,7	-0,3	100,0
Énergie	99,1	-43,4	-30,4	18,9
Véhicules à moteur	76,8	10,8	16,4	14,7
Machines et matériels mécaniques	39,7	3,6	10,1	7,6
Pierres et métaux précieux	24,5	0,4	1,8	4,7
Machines et matériels électriques	16,9	1,8	11,9	3,2
Plastiques	15,9	1,4	9,4	3,0
Aéronefs, astronefs et pièces	15,8	2,0	14,6	3,0
Bois et articles en bois	15,0	1,0	7,4	2,9
Aluminium et articles en aluminium	10,5	0,7	7,3	2,0
Papier et articles en papier	9,9	2,1	26,4	1,9
10 principaux produits	324,1	-19,5	-5,7	61,9
Tous les autres produits	199,3	17,8	9,8	38,1

Les importations de marchandises

Les importations de marchandises du Canada ont progressé de 23,5 milliards de dollars (hausse de 4,6 p. 100) en 2015, pour atteindre le niveau record de 535,6 milliards de dollars. Les 10 plus importants produits ont représenté près des deux tiers des importations totales (343,7 milliards de dollars). Tout comme pour les exportations, le rythme de croissance des 10 principaux produits importés a été nettement inférieur à celui de tous les autres produits, et a été freiné de façon similaire par l'impact négatif des prix de l'énergie. Les importations d'énergie ont glissé de la troisième à la quatrième place dans les importations totales, tandis que les aéronefs ont fait leur entrée dans le groupe des 10 principaux produits importés.

TABLEAU 5-2
Principales importations de marchandises du Canada

	Valeur 2015 (milliards de \$)	Variation 2015/2014 (milliards de \$)	Croissance 2015/2014 (%)	Part 2015 (%)
Ensemble des produits	535,6	23,5	4,6	100,0
Véhicules à moteur	85,4	7,4	9,5	15,9
Machines et matériels mécaniques	80,8	6,1	8,2	15,1
Machines et matériels électriques	52,8	4,1	8,3	9,9
Énergie	37,7	-15,1	-28,5	7,0
Plastiques	19,1	1,3	7,4	3,6
Instruments scientifiques et techniques	15,7	1,5	10,4	2,9
Médicaments	14,5	0,8	5,5	2,7
Pierres et métaux précieux	13,9	-0,2	-1,5	2,6
Fer, acier et articles connexes	12,5	-0,5	-3,5	2,3
Aéronefs, astronefs et pièces	11,2	2,7	30,9	2,1
10 principaux produits	343,7	8,0	2,4	64,2
Tous les autres produits	191,9	15,5	8,8	35,8

Les importations de produits de l'automobile, qui occupent le premier rang, ont augmenté de 7,4 milliards de dollars (gain de 9,5 p. 100), avec une progression importante chez tous les principaux fournisseurs. Les importations de produits de l'automobile en provenance du Japon et de l'Allemagne ont enregistré un taux de croissance dans les deux chiffres, après avoir reculé en 2014. La croissance des deux principales composantes, les voitures de tourisme et les pièces de véhicules à moteur, a été à peu près égale.

Les importations de machines mécaniques suivent de près au second rang en valeur et en pourcentage de croissance, avec un gain de 6,1 milliards de dollars (8,2 p.

100). Les importations en provenance des États-Unis et de la Chine, les principaux pays fournisseurs, ont progressé plus lentement que la moyenne, ce qui a permis au Mexique, à l'Allemagne, au Japon, à l'Italie et à la Corée du Sud de gagner des parts de marché. Les importations de machines et de matériels électriques ont avancé de 8,3 p. 100 (hausse de 4,1 milliards de dollars), ce qui représente une part de près de 10 p. 100 des importations totales. Grâce à une croissance de 16,0 p. 100, la Chine a supplanté les États-Unis comme premier fournisseur du Canada dans cette catégorie; toutefois, les importations en provenance de Taïwan ont augmenté encore plus rapidement, tandis que les importations venant du Vietnam ont plus que triplé.

Les importations de produits énergétiques (combustibles minéraux et pétrole) ont diminué de 15,1 milliards de dollars (baisse de 28,5 p. 100) et ne représentaient que 7,0 p. 100 des importations totales. Malgré une baisse de 9,4 milliards de dollars, la part de ces importations détenue par les États-Unis a continué d'augmenter pour atteindre 69,9 p. 100. Après un recul marqué des importations de pétrole provenant de pays autres que les États-Unis ces dernières années, certains fournisseurs ont peut-être amorcé une remontée en 2015, alors que les importations de produits énergétiques en provenance du Nigeria, de la Russie et du Venezuela ont considérablement augmenté. En revanche, les importations de pétrole d'Irak, qui avaient atteint 1,9 milliard de dollars en 2014, ont été interrompues en 2015.

Hors des quatre principaux produits importés, la croissance a été inégale et moins importante, avec une exception notable : les importations d'aéronefs et de pièces ont fait un bond de 30,9 p. 100, une hausse de 2,7 milliards de dollars. La progression des importations en provenance des États-Unis (gain de 1,5 milliard de dollars) et de la France (gain de 0,7 milliard de dollars) ont représenté la plus grande partie de cette augmentation.

Le commerce avec les principaux partenaires commerciaux

Les exportations de marchandises

En 2015, les exportations canadiennes de marchandises sont devenues encore plus concentrées parmi les 10 principales destinations, dont la part est passée de 90,3 p. 100 en 2014 à 90,5 p. 100. Les cinq premières destinations comptent ainsi pour 86,8 p. 100 des exportations totales. Les exportations aux États-Unis ont ralenti un peu plus vite que les exportations totales, cédant 0,4 p. 100 en 2015; cela a eu pour effet de réduire la part de ce pays dans les exportations de marchandises du Canada pour la première fois en quatre ans. Les exportations vers les deux principales destinations suivantes, la Chine et le Royaume-Uni, étaient en forte croissance, haussant leur part des exportations canadiennes.

La baisse de 1,6 milliard de dollars des exportations vers les États-Unis a représenté la quasi-totalité du recul des exportations totales l'an dernier. Dans le contexte de cette diminution des exportations, il y a eu un réalignement beaucoup plus important des exportations de ressources du Canada (dont les prix ont brusquement chuté) et des exportations de produits non liés aux ressources (stimulées par des augmentations de volume et de prix) avec son plus important partenaire commercial. Cette question est examinée plus en détail dans l'encadré consacré au commerce avec les États-Unis, plus loin dans ce chapitre. Les exportations combinées vers les neuf autres principales destinations ont progressé de 2,1 milliards de dollars.

Les exportations vers la Chine ont augmenté de 0,9 milliard de dollars (hausse de 4,6 p. 100), après un repli en 2014. Plus de la moitié de l'augmentation est due aux exportations de pâte de bois – le principal produit d'exportation – en hausse de 18,1 p. 100. Les exportations d'engrais, de céréales, de véhicules à moteur, de cuivre et articles en cuivre et de poissons ont aussi fortement progressé. Simultanément, les exportations de charbon, de minerais de cuivre et de fer, de bois et articles en bois et de machines mécaniques ont diminué.

Les exportations vers le Royaume-Uni ont progressé de 0,7 milliard de dollars (gain de 4,8 p. 100) à la faveur d'une forte croissance des expéditions de nickel et d'augmentations généralisées ailleurs. Les hausses les plus importantes à l'exportation sont survenues vers le Mexique et l'Inde, soit plus de 1 milliard de dollars pour chacune des deux destinations. Cela équivaut à 18,6 p. 100 dans le cas du Mexique et à 34,1 p. 100 dans celui de l'Inde; mais alors que le Mexique demeurerait au cinquième rang, l'Inde a gravi six échelons pour se retrouver juste derrière en sixième place. La croissance (à large assise) des exportations de véhicules à moteur et de machines mécaniques a dominé l'augmentation des exportations vers le Mexique, tandis que la progression des exportations de légumineuses, d'or, de diamants et d'aéronefs et de pièces est à l'origine de l'expansion des exportations en Inde. Par ailleurs, les exportations vers le Japon ont régressé de 9,1 p. 100 et celles vers Hong Kong, de 14,9 p. 100. L'Italie a dégringolé de la 8e place en 2014 à la 13e place en 2015, les exportations vers ce pays chutant de 45,4 p. 100 : le niveau record des exportations vers ce pays en 2014 s'expliquait par une importante expédition unique de pétrole brut canadien qui avait peu de chances de se répéter.

TABLEAU 5-3
Exportations canadiennes vers les régions partenaires

	Valeur (milliards de \$)	Variation (milliards de \$)	Croissance (%)	Part (%)
Monde	523,4	-1,7	-0,3	100,0
États-Unis	401,5	-1,6	-0,4	76,7
Chine	20,2	0,9	4,6	3,9
Royaume-Uni	16,0	0,7	4,8	3,0
Japon	9,8	-1,0	-9,1	1,9
Mexique	6,6	1,0	18,6	1,3
Inde	4,3	1,1	34,1	0,8
Corée du Sud	4,0	-0,2	-3,8	0,8
Hong Kong	3,9	-0,7	-14,9	0,7
Allemagne	3,6	0,5	15,7	0,7
Pays-Bas	3,6	-0,3	-7,5	0,7
10 premiers	473,4	0,5	0,1	90,5
25 suivants	34,8	-2,0	-5,4	6,6
75 suivants	14,2	0,1	0,5	2,7
120 derniers	1,0	-0,3	-22,9	0,2

Les importations de marchandises

Du côté des importations, le classement des principaux partenaires commerciaux du Canada est demeuré remarquablement stable au cours des dernières années. Encore une fois en 2015, il n'y a eu aucun nouveau venu et aucun changement dans le classement des 10 premiers fournisseurs d'importations. La croissance des importations a été légèrement supérieure à la moyenne pour le groupe des 10 premiers et considérablement supérieure à la moyenne pour les 25 partenaires suivants. Les importations en provenance de tous les autres partenaires ont globalement diminué. Ces baisses s'expliquent principalement par le déplacement continu des importations de pétrole brut du Canada de toute une

variété de pays au profit de fournisseurs des Amériques. Ainsi, l'interruption des importations de pétrole brut d'Irak en 2015 a pratiquement fait disparaître toutes les importations au Canada en provenance de ce pays, et la baisse concomitante de 1,9 milliard de dollars dicte essentiellement l'ampleur du recul des importations en provenance des 120 pays qui occupent le bas de la liste.

Les importations en provenance des États-Unis ont augmenté à un rythme modéré de 2,4 p. 100 (gain de 6,8 milliards de dollars), ce qui représente moins du tiers de l'augmentation globale des importations. Tout comme pour sa part des exportations, la part des importations canadiennes détenue par les États-Unis a reculé, passant de 54,4 p. 100 en 2014 à 53,3 p. 100 en 2015. La majeure partie de l'augmentation des importations des États-Unis porte sur des produits de l'automobile et des machines mécaniques. Les importations d'aéronefs et de pièces, et de produits pharmaceutiques étaient aussi en hausse, tandis qu'elles ont reculé pour les produits énergétiques, le fer et l'acier et les articles connexes.

Les importations provenant de la Chine ont à nouveau progressé de façon robuste (gain de 11,9 p. 100), et l'augmentation en valeur a été supérieure à celle des importations venant des États-Unis (gain de 7,0 milliards de dollars). La hausse de 16,0 p. 100 des importations de machines et matériels électriques (dominée par les importations de téléphones mobiles) a propulsé la Chine au premier rang, devant les États-Unis, comme source d'importations du Canada dans ce secteur clé. Une croissance à large assise a aussi été observée pour la plupart des autres grands produits d'importation, notamment les pièces de véhicules à moteur (27,5 p. 100) et l'aluminium (25,7 p. 100).

Les importations en provenance du Mexique, de l'Allemagne et du Japon ont fortement progressé, ce qui a permis à ces pays de bonifier leur part respective. Dans les trois cas, les importations de véhicules à moteur ont été le principal déterminant des gains enregistrés. Les importations en provenance du Royaume-Uni ont légèrement diminué, les importations d'or plus élevées ayant été compensées par le recul des importations de pétrole raffiné et brut. Après une forte progression (hausse de 44,4 p. 100), la valeur totale des importations provenant du Vietnam a atteint 4,1 milliards de dollars; les gains ont porté principalement sur les importations de téléphones mobiles, mais aussi de façon plus générale sur les secteurs du vêtement, de la chaussure et du meuble. L'Italie, la France, Taiwan, la Suisse et l'Inde ont été les autres grands fournisseurs d'importations au Canada qui ont enregistré des taux de croissance dans les deux chiffres. Le Canada a reçu des expéditions de pétrole raffiné de l'Inde pour une valeur de 268 millions de dollars, qui explique une bonne partie de la hausse des importations en provenance de ce pays.

TABLEAU 5-4
Importations canadiennes en
provenance des principaux partenaires

	Valeur 2015 (milliards de \$)	Variation 2015/2014 (milliards de \$)	Croissance 2015/2014 (%)	Part 2015 (%)
Monde	535,6	23,5	4,6	100
États-Unis	285,2	6,8	2,4	53,3
Chine	65,6	7,0	11,9	12,3
Mexique	31,2	2,4	8,2	5,8
Allemagne	17,3	1,4	8,6	3,2
Japon	14,8	1,5	10,9	2,8
Royaume-Uni	9,2	0,0	-0,2	1,7
Corée du Sud	7,9	0,6	8,7	1,5
Italie	7,4	1,0	14,8	1,4
France	6,8	0,9	14,3	1,3
Taiwan	5,5	0,8	18,0	1,0
10 premiers	450,9	22,2	5,2	84,2
25 suivants	60,5	4,3	7,7	11,3
75 suivants	23,8	-1,0	-4,1	4,4
120 derniers	0,4	-1,9	-81,4	0,1

Le Service des délégués commerciaux du Canada : évaluation de l'impact sur la performance des exportations canadiennes

Le commerce international est l'une des pierres angulaires de l'économie canadienne. Les exportateurs ont tendance à avoir une plus grande taille, à être plus productifs et à verser des salaires plus élevés¹. Pourtant, une petite fraction seulement des entreprises canadiennes exportent en raison des coûts élevés de la pénétration d'un marché étranger, qui suppose habituellement de recueillir des renseignements sur le marché, d'identifier des clients et de se conformer à la réglementation locale. De tels coûts initiaux sont souvent importants et ne peuvent généralement pas être récupérés, même si l'entreprise décide de ne pas exporter vers un marché donné. Ces coûts peuvent dissuader notamment les petites entreprises de devenir exportatrices.

Partout dans le monde, les gouvernements répondent à ce défi par des programmes de promotion des exportations qui aident les entreprises à s'engager sur les marchés étrangers. Au Canada, le Service des délégués commerciaux (SDC), qui fait partie d'Affaires mondiales Canada, offre aux exportateurs canadiens des renseignements commerciaux et des conseils pratiques sur la façon de prendre de l'expansion à l'international. Le SDC a des bureaux dans toutes les régions du Canada et dans 161 villes à travers le monde.

Mais le SDC est-il efficace?

C'est la question clé qui se pose aux responsables des politiques et aux exportateurs potentiels au Canada.

Pour qu'un programme de promotion des exportations soit considéré comme efficace, il doit démontrer que les entreprises qui ont reçu l'aide du programme exportent davantage, en conséquence directe de celle-ci, que les entreprises qui n'ont pas participé au programme. En outre, pour évaluer l'impact d'un programme, il importe de comprendre les voies par lesquelles le programme produit ses résultats; l'augmentation des exportations s'est-elle produite en grande partie grâce à l'exportation d'une plus grande quantité de produits qui sont déjà exportés vers des marchés existants, ou par suite de l'introduction de nouveaux produits d'exportation sur de nouveaux marchés d'exportation? À cette fin, Affaires mondiales Canada a procédé à une évaluation économique de l'impact du SDC, par l'entremise du Bureau de l'économiste en chef, laquelle met à jour et enrichit une étude précédente réalisée en 2010².

L'étude mise à jour recourt à « l'effet de traitement moyen », une technique qui permet au chercheur de reconnaître que deux variables sont liées et d'évaluer la causalité de la relation, dans le cas présent l'aide reçue du SDC par chaque entreprise incluse dans l'étude et l'augmentation des exportations de l'entreprise³. Cette technique est similaire à celle employée pour évaluer l'efficacité d'un nouveau médicament dans des essais cliniques en comparant un groupe qui a reçu le nouveau médicament (c.-à-d. qui a été traité) à un groupe témoin qui a reçu un placebo (c.-à-d. qui n'a pas été traité). Cependant, puisqu'il n'était pas possible de mettre en place un véritable groupe témoin pour l'étude d'évaluation du SDC, une autre technique, celle de l'appariement des coefficients de propension, a été utilisée pour faire en sorte que seules des entreprises considérées comme ayant des caractéristiques comparables (p. ex. la probabilité que chacune sollicite les services du SDC est similaire) soient jumelées pour l'évaluation. En d'autres

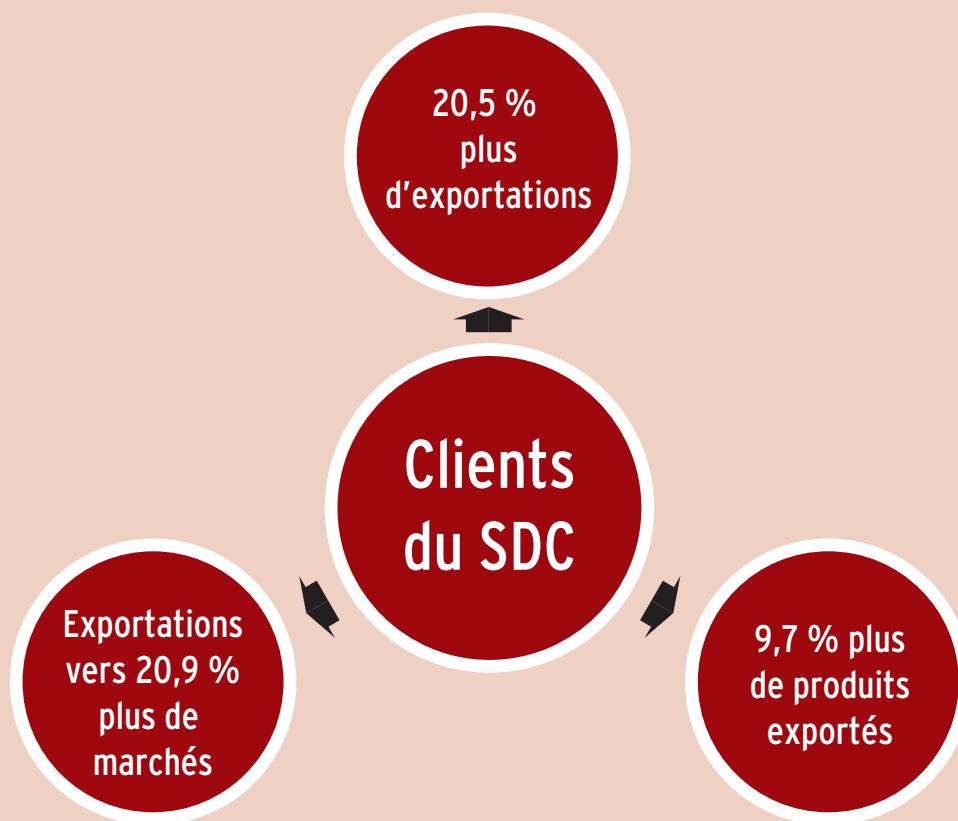
1 Voir l'article de spécial dans le *Commerce international du Canada 2012* qui présente un examen des avantages du commerce.

2 Johannes Van Biesebroeck, Emily Yu et Shenjie Chen, « L'impact des services de promotion du commerce sur la performance des exportateurs canadiens », *Les recherches en politique commerciale*, 2010, p.145.

3 L'équation d'estimation est : $y_{it} = \alpha\omega_{it} + x'_{it}\gamma + \omega_{it}(x_{it}-\bar{x})'\beta + \epsilon_{it}$, où y_{it} est la variable de performance (valeur des exportations, le nombre de produits d'exportation ou le nombre de marchés); ω_{it} est une variable nominale représentant les services du SDC; x_{it} représente un vecteur de caractéristiques au niveau de l'entreprise et \bar{x} est la moyenne du logarithme de x . L'estimation résultante α est l'effet de traitement moyen des services du SDC sur la performance.

termes, chaque entreprise qui a reçu des services du SDC a été jumelée à une entreprise « témoin » qui n'a pas sollicité de services du SDC, mais qui avait une probabilité similaire de le faire.

Les résultats les plus récents montrent que les exportateurs qui ont profité des services du SDC ont exporté, en moyenne, 20,5 p. 100 de plus, en valeur, que ceux qui n'ont pas eu recours aux services du SDC. En outre, les clients du SDC ont exporté près de 10 p.100 plus de produits, sur près de 21 p. 100 plus de marchés.



Les données sont claires : le programme du SDC est très efficace pour ce qui est d'aider les exportateurs à accroître leurs exportations. En outre, le SDC est à son meilleur lorsqu'il aide les exportateurs à prendre de l'expansion et à diversifier leurs activités sur de nouveaux marchés. Cela est logique, puisque le rôle clé du SDC est d'aider à réduire les coûts fixes que doivent assumer les entreprises qui entrent sur de nouveaux marchés en leur fournissant des renseignements spécifiques à ces marchés. L'étude a fait ressortir une autre constatation clé : l'impact du SDC est encore plus marqué lorsque les exportateurs reçoivent de l'aide de manière consécutive sur plus d'une année. Cela incite à penser que la collecte de renseignements sur un marché n'est pas une activité ponctuelle, mais plutôt un volet important d'une relation continue qui s'établit entre le SDC et le client.

En dernière analyse, lorsque le SDC aide les exportateurs à croître et à prendre de l'expansion sur la scène internationale, le Canada et les Canadiens en bénéficient.

Le commerce au niveau des provinces et des territoires

Les exportations de marchandises

Les trois principales provinces exportatrices — l'Ontario, l'Alberta et le Québec — ont fourni 78,3 p. 100 des exportations du Canada en 2015. Les exportations de l'Ontario ont affiché une croissance robuste de 13,5 p. 100 l'an dernier, gagnant 28,0 milliards de dollars en valeur. Les gains à l'exportation de l'Ontario sont survenus dans la plupart des secteurs porteurs de la province : les produits de l'automobile (gain de 9,5 milliards de dollars), les machines et matériels mécaniques (gain de 3,8 milliards de dollars), les machines et matériels électriques (gain de 1,6 milliard de dollars), ainsi que les produits pharmaceutiques (gain de 1,2 milliard de dollars). Les exportations de fer et d'acier ont reculé de 0,5 milliard de dollars et une perte similaire (0,4 milliard de dollars) a été observée dans les exportations de produits chimiques organiques et de produits énergétiques.

Après avoir occupé le premier rang des provinces au chapitre des gains à l'exportation pendant plusieurs années, l'Alberta domine maintenant le tableau des pertes, avec une baisse de ses exportations de l'ordre de 29,1 milliards de dollars (perte de 23,8 p. 100) causée par la chute des prix du pétrole. Les revirements spectaculaires dans la performance à l'exportation de ces deux provinces s'annulent mutuellement la plupart du temps, tandis que les changements dans les exportations des autres provinces et territoires ont été beaucoup plus restreints.

Les gains à l'exportation du Québec ont été assez substantiels, gagnant 8,0 p. 100 (hausse de 6,1 milliards de dollars). Les gains à l'exportation dans les secteurs des aéronefs et des pièces (hausse de 1,3 milliard de dollars), des produits de l'automobile (hausse de 0,9 milliard de dollars), des machines mécaniques (hausse de 0,5 milliard de dollars), des instruments scientifiques (gain de 0,4 milliard de dollars) et des meubles (gain de 0,4 milliard de dollars) ont été les fleurons de la bonne performance du Québec; il y a eu par ailleurs deux baisses notables, soit dans les exportations de produits énergétiques (recul de 0,4 milliard de dollars) et de minerais de fer (perte de 0,4 milliard de dollars).

Les exportations de bois, de machines mécaniques et de produits du poisson ont aidé la Colombie-Britannique à compenser les pertes subies dans ses exportations de charbon et de gaz, les exportations totales inscrivant un modeste gain de 0,2 milliard de dollars en 2015. Les exportations de produits énergétiques de la Saskatchewan ont encaissé un dur coup, dégringolant de 42,9 p. 100 (baisse de 5,9 milliards de dollars), mais cette perte a été atténuée par une hausse des exportations de potasse et de légumineuses. Au total, les exportations de la province ont fléchi de 2,6 milliards de dollars.

Terre-Neuve-et-Labrador a sans doute été la province la plus durement touchée par la chute des prix du pétrole puisque ses exportations ont reculé de 29,3 p. 100 (baisse de 3,8 milliards de dollars). La baisse des exportations de minerais de fer et de cuivre est venue exacerber ce déclin.

TABLEAU 5-5
Exportations provinciales/territoriales de
marchandises vers le monde, 2015

	Valeur 2015 (milliards de \$)	Variation 2015/2014 (milliards de \$)	Croissance 2015/2014 (%)	Part 2015 (%)
Ontario	235,0	28,0	13,5	44,9
Alberta	92,9	-29,1	-23,8	17,8
Québec	81,9	6,1	8,0	15,7
Colombie-Britannique	36,7	0,2	0,6	7,0
Saskatchewan	32,8	-2,6	-7,3	6,3
Manitoba	13,8	0,3	2,3	2,6
Nouveau-Brunswick	12,2	-0,8	-6,2	2,3
Terre-Neuve-et-Labrador	9,2	-3,8	-29,3	1,8
Nouvelle-Écosse	5,5	0,1	2,2	1,0
Territoires du Nord-Ouest	1,8	-0,2	-11,5	0,4
Île-du-Prince-Édouard	1,3	0,2	15,5	0,2
Yukon	0,1	0,0	-3,0	0,0
Nunavut	0,0	0,0	7,4	0,0
Ensemble des provinces/ territoires	523,4	-1,7	-0,3	100,0

Les importations de marchandises

Du côté des importations, les trois grandes portes d'entrée au Canada sont l'Ontario, le Québec et la Colombie-Britannique, qui donnent accès aux États-Unis ainsi qu'aux routes de navigation de l'Atlantique et du Pacifique, respectivement. En 2015, 84,5 p. 100 des importations du Canada sont entrées au pays par ces provinces.

Comme en 2014, les gains à l'importation enregistrés en 2015 ont transité principalement par l'Ontario, où la valeur des importations a augmenté de 29,5 milliards de dollars. Les hausses sont principalement survenues dans les importations de produits de l'automobile (gain de 7,4 milliards de dollars), les importations de machines et matériels

mécaniques (gain de 5,6 milliards de dollars) et les importations de machines et matériels électriques (gain de 4,2 milliards de dollars). Les importations totales combinées des autres provinces et territoires ont reculé de 5,9 milliards de dollars.

Les importations de produits énergétiques ont diminué de 6,0 milliards de dollars au Québec (principalement le pétrole brut), mais cette baisse a été compensée par l'augmentation des importations de machines mécaniques, de machines électriques, d'aéronefs et de pièces et de produits de l'automobile. Le résultat net est une baisse de 0,6 milliard de dollars des importations (perte de 0,7 p. 100). En Colombie-Britannique, les importations de produits énergétiques ont fléchi de 0,7 milliard de dollars, mais cette baisse a été plus que compensée par la progression des importations de machines et matériels électriques, de vêtements, de meubles et de matières plastiques, qui ont contribué une augmentation de 4,6 p. 100 des importations en 2015 (hausse de 2,1 milliards de dollars).

TABLEAU 5-6
Importations provinciales/territoriales de
marchandises en provenance du monde, 2015

	Valeur 2015 (milliards de \$)	Variation 2015/2014 (milliards de \$)	Croissance 2015/2014 (%)	Part 2015 (%)
Ontario	325,0	29,5	10,0	60,7
Québec	78,6	-0,6	-0,7	14,7
Colombie-Britannique	48,8	2,1	4,6	9,1
Alberta	29,4	-2,9	-8,8	5,5
Manitoba	20,9	0,5	2,7	3,9
Nouveau-Brunswick	10,6	-2,7	-20,3	2,0
Saskatchewan	10,4	-1,7	-14,4	1,9
Nouvelle-Écosse	8,2	0,4	5,7	1,5
Terre-Neuve-et-Labrador	3,4	-1,1	-24,3	0,6
Yukon	0,1	0,0	-27,9	0,0
Nunavut	0,1	-0,1	-58,1	0,0
Île-du-Prince-Édouard	0,1	0,0	-1,8	0,0
Territoires du Nord-Ouest	0,0	0,0	N/A	0,0
Ensemble des provinces/ territoires	535,6	23,5	4,6	100,0

En Alberta, les importations ont chuté dans les trois principales catégories – produits énergétiques, machines et matériels mécaniques et machines et matériels électriques – entraînant une contraction de 8,8 p. 100 des importations totales (baisse de 2,9 milliards de dollars). Par ailleurs une augmentation substantielle des importations d'aéronefs et de pièces a été observée (hausse de 66,2 p. 100).

Des baisses significatives sont survenues dans les importations de plusieurs provinces et territoires de plus petite taille, dont cinq affichant un taux de contraction dans les deux chiffres. Au Nouveau-Brunswick, à Terre-Neuve-et-Labrador, au Yukon et au Nunavut, le recul a été entièrement ou partiellement attribuable à la chute des importations de produits énergétiques, alors qu'en Saskatchewan la baisse a touché principalement les importations de machines et matériels mécaniques et les produits de l'automobile.

Les principaux déterminants du commerce des marchandises

La performance commerciale du Canada peut être examinée plus en détail à l'aide d'une ventilation des produits de base renfermant plus de 1 200 articles². Cependant, seuls quelques-uns de ces articles ont une valeur commerciale suffisante pour exercer une influence décisive sur la balance commerciale du Canada. Le tableau ci-dessous énumère 20 produits au niveau de la classification à quatre chiffres du SH qui ont dicté la performance de la balance commerciale du Canada en 2015.

TABLEAU 5-7						
Déterminants clés de la performance commerciale du Canada en 2015						
	Exportations		Importations		Solde	
	Exportations	Variation	Importations	Variation	Solde	Variation
	2015	2015/14	2015	2015/14	2015	2015/14
	(milliards \$)	(milliards \$)	(milliards \$)	(milliards \$)	(milliards \$)	(milliards \$)
Exportations élevées et importations élevées, excédent						
Pétrole brut	64,1	-33,3	16,8	-7,0	47,3	-26,3
Gaz de pétrole	11,7	-7,1	3,4	-2,6	8,4	-4,5
Voitures	57,4	7,7	33,6	3,7	23,7	4,0
Aéronefs	10,6	1,6	5,6	2,1	4,9	-0,5
Or	15,9	-0,7	8,3	-0,5	7,5	-0,2
Total partiel	159,7	-31,8	67,8	-4,3	91,9	-27,4
Exportations élevées et importations limitées, excédent						
Blé	7,9	0,0	0,0	0,0	7,9	0,0
Bois d'œuvre	9,0	0,3	0,6	0,0	8,4	0,3
Graines de canola	5,0	-0,2	0,1	0,0	4,8	-0,2
Aluminium	6,6	0,2	0,4	0,0	6,2	0,2
Pâte chimique	5,8	0,5	0,3	0,1	5,5	0,5
Potasse	6,9	1,6	0,1	0,0	6,8	1,6
Total partiel	41,1	2,4	1,4	0,1	39,6	2,4
Exportations limitées et importations élevées, déficit						
Fils et câbles	0,9	0,1	4,4	0,3	-3,5	-0,2
Tracteurs	0,7	0,1	4,7	0,3	-4,1	-0,1
Bouteurs, niveleuses, racleuses, etc.	0,2	0,0	3,3	-0,3	-3,1	0,3
Total partiel	1,8	0,2	12,4	0,3	-10,7	0,0
Exportations élevées et importations élevées, déficit						
Médicaments sous forme de doses	8,5	1,9	9,6	0,1	-1,1	1,8
Pièces de véhicules à moteur	13,7	1,8	25,4	2,7	-11,7	-0,9
Camions	2,4	0,8	15,2	1,1	-12,8	-0,2
Ordinateurs	1,7	0,2	10,1	0,2	-8,4	-0,1
Arbres de transmission, roulements et engrenages	1,8	0,3	5,3	0,9	-3,5	-0,6
Téléphones et pièces	2,8	0,2	12,3	2,2	-9,5	-1,9
Total partiel	30,9	5,3	77,8	7,2	-47,0	-1,9
Total, 20 produits	233,4	-23,8	159,4	3,2	73,9	-27,0

² Canada's merchandise trade is most commonly reported using the Harmonized System (HS) of Trade Classification, an international system for codifying traded commodities. Within the HS system, trade is classified into 99 chapters, also known as the 2-digit HS level. Commodities in each chapter are further subdivided into 4-, 6- and 8-digit HS levels, with international comparisons possible down to the 6-digit HS level. This section examines those commodities, expressed at the 4-digit HS level, which drove Canada's trade balance during the past year.

Ces 20 produits totalisaient 233,4 milliards de dollars (44,6 p. 100) des 523,4 milliards de dollars d'exportations du Canada en 2015. Cela représente 23,8 milliards de dollars de moins que la valeur des exportations des mêmes produits un an plus tôt. De même, ces produits représentaient 29,8 p. 100 des importations totales, soit 159,4 milliards de dollars, ce qui est 3,2 milliards de dollars de moins que la valeur des importations des mêmes produits en 2014. Ces 20 produits de base ont engendré un excédent commercial de 73,9 milliards de dollars, soit 27,0 milliards de dollars de moins que l'année précédente. Ce mouvement a fait une contribution cruciale à la volte-face de l'excédent du commerce de marchandises en 2015. Le Canada a ainsi enregistré un déficit de 12,3 milliards de dollars en 2015, une détérioration de 25,2 milliards de dollars par rapport à l'excédent de 12,9 milliards de dollars enregistré en 2014.

Un examen plus approfondi de la performance commerciale de ces produits montre que le Canada se spécialise dans un nombre relativement restreint de produits, à la fois dans les ressources naturelles et les produits manufacturés, et engendre un excédent commercial notable parmi ces produits clés. Il utilise ensuite cet excédent commercial pour financer l'importation d'une grande variété d'autres produits, pour la plupart des variétés de produits manufacturés qui ne sont pas fabriquées au Canada parce que la taille du marché intérieur est trop restreinte (p. ex. les téléphones intelligents, les médicaments, les véhicules et les moteurs de véhicules). Le Canada semble également approvisionner entièrement son marché intérieur pour toute une gamme de produits provenant des ressources naturelles (blé, bois, graines de canola, aluminium, potasse, etc.). Dans l'ensemble, ce tableau montrant des exportations plus concentrées et des importations plus variées est compatible avec les théories économiques du commerce où les échanges découlent d'un avantage comparatif, de la dotation en ressources et de la recherche de variété, ainsi qu'avec les théories du commerce axées sur les entreprises.

| CHAPITRE 6 | Performance de l'investissement étranger mondial et canadien

Performance de l'investissement étranger mondial et canadien

Les estimations préliminaires indiquent que l'investissement étranger direct (IED)¹ a augmenté en 2015 pour atteindre 1,7 billion de \$É.-U., le plus haut niveau depuis le début de la crise mondiale de 2008. Les entrées d'IED dans les économies développées ont représenté plus de la moitié des entrées totales d'IED et ont été le principal moteur de la reprise mondiale². En 2015, les entrées d'IED dans les pays développés ont augmenté de près de 90 p. 100; en Amérique du Nord notamment, elles ont presque triplé. En revanche, les économies en développement ont représenté moins de la moitié des flux mondiaux d'IED en 2015, les entrées dans ces économies ne progressant que de 5,3 p. 100. Pour la deuxième année d'affilée, les flux d'IED vers les économies dites en transition (qui comprennent la Communauté des États indépendants et l'Europe du Sud-Est) ont chuté de plus de moitié.

Les entrées d'IED au Canada ont reculé de 16,0 p. 100 en 2015, à 54,3 milliards de dollars, ce qui est moins de la moitié du niveau record atteint en 2007. Ce résultat représente la combinaison d'entrées en provenance des États-Unis qui ont plus que doublé, tandis que les entrées provenant du reste du monde chutaient de plus des trois quarts. La baisse des flux d'investissement est attribuable à des replis modestes des bénéfices réinvestis et autres flux divers, atténuée par une augmentation des entrées au titre des fusions et acquisitions (F et A). Par secteur, les entités étrangères ont réduit leurs flux d'investissements dans l'énergie et l'exploitation minière en 2015, ainsi que dans la fabrication, les finances et assurances et la gestion de sociétés et d'entreprises. Cependant, elles ont plus que doublé leurs entrées d'investissement dans d'autres secteurs³; les investissements étrangers dans les secteurs du commerce et des transports ont également augmenté.

En 2015, les investisseurs étrangers ont haussé de 6,8 p. 100 leurs avoirs cumulatifs en investissement direct (actions) au Canada, à 768,5 milliards de dollars. Les États-Unis détiennent plus de la moitié des stocks d'IED au Canada et ont été à l'origine de plus des trois quarts de la hausse globale du stock d'IED au Canada en 2015. Par secteur, la fabrication et l'extraction minière, pétrolière et gazière sont demeurées les deux plus importantes cibles des investisseurs étrangers, mais les principales contributions à la croissance globale du stock d'IED ont été le secteur de la gestion de sociétés et d'entreprises et le secteur des services professionnels, scientifiques et techniques; ensemble, ils ont fourni plus de la moitié de l'augmentation du stock d'IED au Canada l'an dernier, les participations dans ces deux secteurs ayant augmenté de 15,3 milliards de dollars et de 11,1 milliards de dollars, respectivement.

Les investissements directs du Canada à l'étranger (IDCE), ou sorties d'IED, ont augmenté de 40,2 p. 100 en 2014, à 86,4 milliards de dollars. Par secteur, l'IDCE s'est multiplié près de cinq fois dans les finances et assurances et il a plus que doublé dans le secteur manufacturier; par contre, il a diminué dans le secteur de l'extraction minière, pétrolière et gazière et celui de la gestion de sociétés et d'entreprises. Les sorties au titre des activités de F et A, des bénéfices réinvestis et des flux intra-entreprise ont toutes augmenté par rapport à leurs niveaux de 2014.

¹ Les flux d'investissement étranger direct (IED) représentent les mouvements annuels de capitaux franchissant les frontières nationales pour être investis dans des structures, du matériel et des organisations sur le marché intérieur d'un pays, ou dans du capital-actions s'il s'ensuit qu'une entité résidente d'un pays acquiert un intérêt durable dans une entreprise qui réside dans un autre pays. En pratique, un investissement direct est réputé se produire lorsqu'une société détient au moins 10 p. 100 des actions avec droit de vote d'une entreprise étrangère. Le stock d'IED est la valeur cumulative de tous les investissements de ce genre détenus à l'étranger par les ressortissants d'un pays. En raison de l'évolution constante des valeurs et des différences dans les méthodes de collecte des données, la somme des flux d'IED ne donne pas une indication précise du stock d'IED.

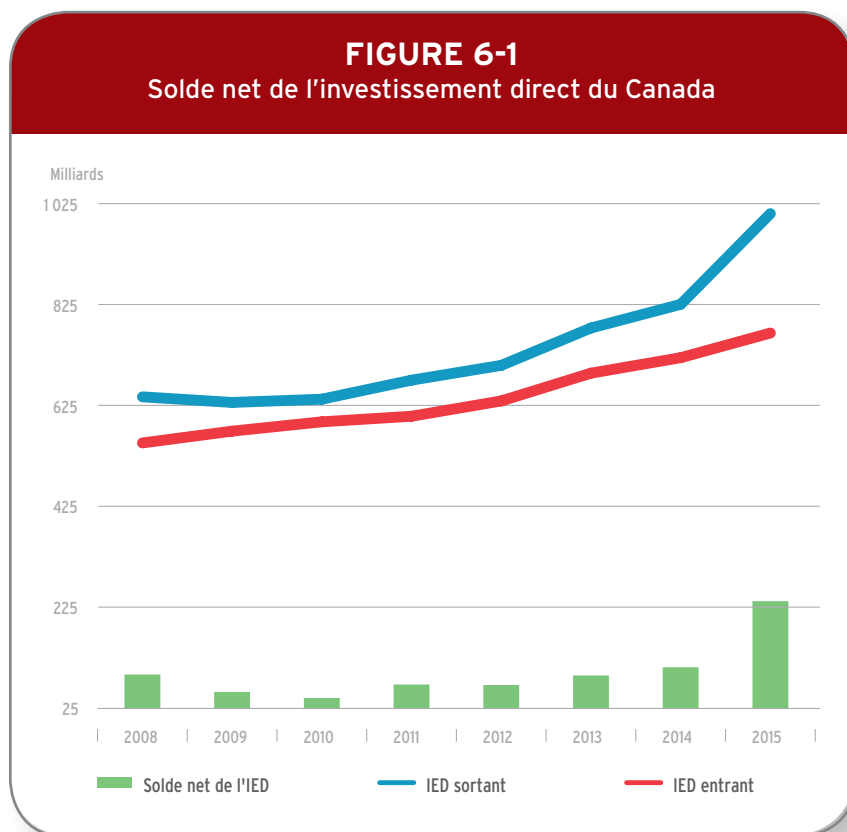
² Voir UNCTADstat pour la composition par pays de ces classifications.

³ Ceux-ci regroupent les codes 11, 23, 51, 53, 54, 56, 61, 62, 71, 72, 81 et 91 du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) – soit l'agriculture, la construction et l'ensemble des industries de services non indiquées ailleurs.

Simultanément, les investisseurs canadiens ont ajouté 21,8 p. 100 à leurs avoirs en investissement direct à l'étranger (stock d'IDCE), qui a dépassé la marque de 1 milliard de dollars en 2015. Cette augmentation inhabituelle du stock d'IDCE reflète principalement l'impact de la dépréciation de 19 p. 100 du dollar canadien par rapport au dollar américain, qui explique près des deux tiers de l'augmentation de la valeur de ces avoirs. L'Amérique du Nord représentait 65,0 p. 100 du stock d'IDCE et 78,5 p. 100 de la progression globale de la valeur de ce stock, tandis que quatre destinations à faible taux d'imposition opérant en dollars américains (les Bahamas, la Barbade, les Îles Caïmans et les Bermudes) ont été responsables de la majeure partie du reste du gain enregistré en 2015.

Les finances et assurances, qui sont demeurées le plus important secteur d'IDCE, ont représenté 53,6 p. 100 de l'augmentation du stock d'IDCE en 2015. Les avoirs dans le secteur de la fabrication et celui de la gestion de sociétés et d'entreprises ont aussi augmenté sensiblement.

En raison de l'augmentation importante de l'IDCE au cours de l'année, le solde net de l'investissement direct du Canada avec le reste du monde a plus que doublé en 2015, passant de 105,7 milliards de dollars à un niveau record de 236,8 milliards de dollars. Par conséquent, le Canada demeure un exportateur net d'investissement direct dans le monde, une position qu'il a acquise pour la première fois en 1997.



Les flux d'investissement étranger direct dans le monde

Selon les estimations préliminaires de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), les entrées mondiales d'IED ont augmenté de 36,5 p. 100 en 2015, à 1,7 billion de \$É.-U. Ce niveau dépasse celui de 1,6 billion de \$É.-U enregistré en 2011, mais non le sommet de 1,9 billion de \$É.-U de 2007. Après 2011, les entrées mondiales d'IED ont amorcé une tendance générale à la baisse, interrompue par une légère augmentation en 2013.

Les entrées d'IED dans les économies développées ont bondi de 89,9 p. 100, atteignant un montant estimé à 936 milliards de \$É.-U., soit 55,1 p. 100 des entrées mondiales d'IED, mais qui représente moins des trois quarts de leur sommet de 2007 (1,3 billion de \$É.-U.). Néanmoins, la hausse de l'IED dans les pays développés a été le principal facteur derrière la reprise mondiale en 2015. Les entrées d'IED en Amérique du Nord ont augmenté considérablement, gagnant 193,5 p. 100, à 429 milliards de dollars, et celles à destination de l'Union européenne ont progressé de 67,6 p. 100 après trois années consécutives de recul pour atteindre 426 milliards de dollars. Les États-Unis ont été le principal bénéficiaire des entrées mondiales d'IED en 2015 (384 milliards de \$É.-U., un gain de 315,6 p. 100), après avoir régressé au troisième rang en 2014. Cependant, cette hausse est attribuable en partie à des transactions d'inversion (une stratégie employée par les entreprises pour réduire leur fardeau fiscal) et à des restructurations d'entreprises, de sorte qu'il y a eu peu de mouvement réel au niveau des ressources. Le Canada se classait au neuvième rang des pays bénéficiaires de l'IED en 2015, avec des entrées totalisant 45 milliards de dollars, une baisse de 16 p. 100 sur 2014.

Les entrées d'IED dans les pays en développement ont atteint un nouveau sommet de 741 milliards de \$É.-U., mais elles représentaient moins de la moitié des flux mondiaux d'IED, en contraste avec la situation observée l'année précédente. Seule économie en développement parmi les cinq principaux bénéficiaires de l'IED dans le monde en 2015, la Chine arrivait au troisième rang des destinations des flux mondiaux d'IED. L'augmentation estimative de 6 p. 100 des entrées d'IED en Chine en 2015 (gain de 136 milliards de \$É.-U.) est imputable au secteur des services, alors que l'IED dans le secteur de la fabrication a continué à reculer. Les flux d'IED vers l'Asie en développement ont globalement augmenté de 15,5 p. 100, atteignant plus d'un demi milliard de \$É.-U., tandis que les flux d'IED vers l'Amérique latine et les Caraïbes reculaient de près de 11,2 p. 100.

Les entrées d'IED dans les pays en transition (qui comprennent la Communauté des États indépendants et l'Europe du Sud-Est) ont chuté de plus de moitié à nouveau cette année, pour s'établir à 22 milliards de \$É.-U., ce qui ne représente que 1,3 p. 100 des flux mondiaux d'IED. Les investisseurs ont continué de s'abstenir d'investir dans la région en raison de la situation géopolitique qui prévaut, de la perte de confiance sur les marchés et de la dégringolade des cours internationaux des matières premières, qui a touché lourdement la Fédération de Russie et le Kazakhstan.

En 2015, les fusions et acquisitions internationales ont augmenté de 61 p. 100, à 644 milliards de \$É.-U., marquant leur plus haut niveau depuis 2007. Les entreprises multinationales d'envergure mondiale (EM) ont profité de bilans de trésorerie records, des conditions de liquidité exceptionnelles dans le monde et, en particulier, des ventes d'actifs dans le secteur de la fabrication, qui ont augmenté fortement pour atteindre 339 milliards de \$É.-U., une avancée de 132 p. 100. Les économies développées ont été largement la cible des transactions transfrontalières, tandis que la valeur des fusions et acquisitions dans les pays en développement chutait de 44 p. 100.

TABLEAU 6-1
Entrées mondiales d'IED par grande région, 2014 et estimations pour 2015

	2014 G \$É.-U.	2015 G \$É.-U.	Croissance %	Part %
Monde	1 245	1 699	36,5	100,0
Pays développés	493	936	89,9	55,1
UE	254	426	67,6	25,1
Amérique du Nord	146	429	193,5	25,3
Pays en développement	703	741	5,3	43,6
Afrique	55	38	-31,4	2,2
Amérique du Sud et Caraïbes	170	151	-11,2	8,9
Asie en développement	475	548	15,5	32,3
Pays en transition	49	22	-54,1	1,3

La performance du Canada au chapitre de l'investissement étranger direct

L'investissement entrant

Entrées d'IED

En 2015, les entrées totales d'IED au Canada ont fléchi de 16,0 p. 100, à 54,3 milliards de dollars. Les entrées de l'étranger liées aux F et A ont augmenté de 13,9 p. 100, mais la baisse des bénéfices réinvestis et des autres flux divers (flux intra-entreprise pour l'essen-

tiel) a été responsable de la diminution globale de l'investissement étranger. Ce déclin global masque néanmoins une forte augmentation des entrées de capitaux provenant des États-Unis et une chute marquée des entrées d'IED du reste du monde.

Les entrées d'IED en provenance des États-Unis ont augmenté de 100,2 p. 100, principalement en raison de fusions et acquisitions impliquant des investisseurs américains (gain de 244,3 p. 100) et de la hausse des flux intra-entreprise des sociétés américaines (progression de 368,4 p. 100) en 2015. En revanche, les investisseurs non-américains ont réduit de façon spectaculaire leurs entrées totales d'IED au Canada (une baisse de 76,3 p. 100). L'investissement au titre des F et A a reculé de 50,4 p. 100, les bénéfices réinvestis ont diminué de 48,9 p. 100 et les autres flux divers ont chuté de 137,1 p. 100. Les investisseurs étrangers ont réduit leurs investissements dans le secteur de l'extraction minière, pétrolière et gazière, la fabrication, les finances et assurances et la gestion de sociétés et d'entreprises, alors qu'ils ont augmenté leurs investissements dans le commerce et les transports, et dans toutes les autres industries.

Stock d'IED

Le stock d'IED au Canada a augmenté de 48,9 milliards de dollars (6,8 p. 100) en 2015 pour atteindre 768,5 milliards de dollars. Comme le taux de croissance du stock d'IED a été plus

élevé que la croissance du PIB nominal (0,64 p. 100) au Canada, le ratio du stock d'IED au PIB – une mesure de l'orientation du Canada vers l'IED – est passé de 36,5 p. 100 en 2014 à 38,7 p. 100 en 2015.

Les investisseurs américains ont accru leurs avoirs au Canada de 37,0 milliards de dollars en 2015, contribuant les trois quarts de l'augmentation totale du stock total d'IED au Canada. Cette performance relativement robuste a porté la part du stock total d'IED au Canada détenue par les États-Unis de 48,7 p. 100 en 2014 à 50,4 p. 100 en 2015. Bien que les États-Unis demeurent, de loin, la plus importante source d'investissement direct au Canada, avec un stock d'IED de 387,7 milliards de dollars en 2015, l'importance relative de ce pays a reculé sensiblement au cours de la dernière décennie puisque la part des États-Unis dans le stock d'IED au Canada atteignait 63,2 p. 100 en 2005.

Le reste de l'augmentation du stock d'IED en 2015 provenait de l'Europe, région traditionnellement importante à ce titre, et de la région émergente de l'Asie et de l'Océanie. Le stock d'IED en provenance d'Asie et d'Océanie a progressé de 4,4 milliards de

TABLEAU 6-2
Entrées d'investissement étranger direct au Canada

	2014 M \$CAN	2015 M \$CAN	Croissance %
Type d'entrées d'investissement étranger direct			
Entrées mondiales			
Entrées nettes totales	64 714	54 336	-16,0
Fusions et acquisitions	24 804	28 253	13,9
Bénéfices réinvestis	24 209	17 792	-26,5
Autres entrées	15 700	8 290	-47,2
Provenant des États-Unis			
Entrées nettes totales	22 099	44 245	100,2
Fusions et acquisitions	5 416	18 645	244,3
Bénéfices réinvestis	13 890	12 518	-9,9
Autres entrées	2 793	13 083	368,4
Provenant du reste du monde			
Entrées nettes totales	42 614	10 091	-76,3
Fusions et acquisitions	19 388	9 608	-50,4
Bénéfices réinvestis	10 319	5 274	-48,9
Autres entrées	12 907	-4 793	-137,1
Entrées mondiales d'IED par secteur			
Extraction minière, pétrolière et gazière	15 167	1 486	-90,2
Fabrication	13 330	4 781	-64,1
Commerce et transport	7 407	9 262	25,0
Finances et assurances	3 825	-1 374	-135,9
Gestion de sociétés et d'entreprises	14 812	13 340	-9,9
Autres industries	10 173	26 843	163,9

TABLEAU 6-3
Investissement étranger direct au Canada : stock par région

	2005 M \$CAN	2014 M \$CAN	2015 M \$CAN	Part 2005 %	Part 2015 %	Variation 2014-2015 %
Ensemble des pays	397 828	719 574	768 467	100,0	100,0	6,8
Amérique du Nord	255 865	359 894	397 526	64,3	51,7	10,5
Barbade	497	428	1 114	0,1	0,1	160,3
Barbade	2 987	4 534	4 485	0,8	0,6	-1,1
Mexique	322	1 501	1 422	0,1	0,2	-5,3
États-Unis	251 477	350 702	387 691	63,2	50,4	10,5
Amérique du Sud et Amérique centrale	3 168	18 044	20 064	0,8	2,6	11,2
Brésil	3 069	17 700	19 696	0,8	2,6	11,3
Europe	116 138	254 424	259 447	29,2	33,8	2,0
France	28 293	8 171	7 896	7,1	1,0	-3,4
Allemagne	8 763	12 512	13 492	2,2	1,8	7,8
Luxembourg	3 595	60 351	60 824	0,9	7,9	0,8
Pays-Bas	21 068	75 055	89 060	5,3	11,6	18,7
Espagne	176	2 199	10 177	0,0	1,3	362,8
Suisse	13 061	23 290	12 258	3,3	1,6	-47,4
Royaume-Uni	29 499	41 187	34 266	7,4	4,5	-16,8
Afrique	1 241	3 484	3 258	0,3	0,4	-6,5
Asie/Océanie	21 416	83 562	87 962	5,4	11,4	5,3
Australie	2 314	5 933	8 338	0,6	1,1	40,5
Japon	10 523	21 093	22 000	2,6	2,9	4,3
Chine	928	20 744	20 581	0,2	2,7	-0,8
Hong Kong	6 174	15 895	16 355	1,6	2,1	2,9
Singapour	28	920	953	0,0	0,1	3,6
Corée du Sud	397	3 477	3 224	0,1	0,4	-7,3
Émirats arabes unis	n/a	10 815	12 234	n/a	1,6	13,1

dollars (gain de 5,3 p. 100), à 88,0 milliards de dollars. Le stock d'IED de l'Europe au Canada a progressé de 5,0 milliards de dollars (hausse de 2,0 p. 100) pour s'établir à 259,4 milliards de dollars. L'Europe, qui détenait un peu plus du tiers du stock total d'IED au Canada en 2015, est demeurée au second rang des principales sources d'IED au Canada après les États-Unis. Toutefois, dans une perspective régionale, la région de l'Asie et de l'Océanie a fait une percée remarquable durant la dernière décennie, sa part du stock d'IED ayant plus que doublé, soit de 5,4 p. 100 en 2005 à 11,4 p. 100 en 2015.

Parmi les investisseurs européens notables qui ont affiché des gains importants en 2015, le stock d'IED des Pays-Bas au Canada a augmenté de 18,7 p. 100 (hausse de 14,0 milliards de dollars), à 89,1 milliards de dollars, et celui de l'Espagne a grimpé de 362,8 p. 100 (hausse de 8,0 milliards de dollars), à 10,2 milliards de dollars. Ces hausses ont été tempérées par un déclin relativement important du stock d'IED de la Suisse, en recul de 47,4 p. 100 (baisse de 11,0 milliards de dollars), à 12,3 milliards de dollars, et de celui du Royaume-Uni, qui a diminué de 16,8 p. 100 (baisse de 6,9 milliards de dollars), à 34,3 milliards de dollars.

En ce qui concerne les sources d'IED dans la région de l'Asie et de l'Océanie, plus de la moitié (54,7 p. 100) de l'augmentation de 4,4 milliards de dollars des stocks d'IED détenus par cette région au Canada en 2015 provenait de l'Australie, près d'un tiers (32,3 p. 100) provenait des Émirats arabes unis et un autre cinquième (20,6 p. 100), du Japon. Le solde de l'IED de la Chine au Canada – deuxième plus grand contributeur de la région après le Japon – a légèrement diminué, soit de 163 millions de dollars (baisse de 0,8 p. 100), à 20,6 milliards de dollars.

Un examen du classement général en 2015 montre très peu de changement parmi les rangs des 10 principaux pays d'origine de l'IED au Canada. Comme auparavant, les Pays-Bas ont continué à occuper le deuxième rang des sources d'investissement direct au Canada, avec 11,6 p. 100 du stock d'IED, suivis du Luxembourg, avec 7,9 p. 100, et du Royaume-Uni, à 4,5 p. 100. La Suisse, qui se classait en cinquième place des plus importants investisseurs directs au Canada en 2014, a glissé au dixième rang en 2015, en grande partie à cause de la baisse absolue de 11,0 milliards de dollars de son stock d'IED au Canada. Ce réalignement a permis au Japon de se hisser en cinquième place du classement général, avec 2,9 p. 100 du stock d'IED, suivi de la Chine en sixième position, avec 2,7 p. 100, du Brésil au septième rang, avec 2,6 p. 100, de Hong Kong en huitième place, à 2,1 p. 100, et de l'Allemagne au neuvième échelon, avec 1,8 p. 100. Parmi les économies émergentes, la Chine et le Brésil ont continué à supplanter un certain nombre d'investisseurs étrangers traditionnellement importants au Canada, dont l'Allemagne et la France. Une autre économie émergente, les Émirats arabes unis, est pratiquement à égalité avec la Suisse pour sa part du stock total d'IED au Canada (1,6 p. 100), avec un stock d'investissement direct qui totalisait 12,2 milliards de dollars à la fin de l'année 2015, lui conférant le onzième rang.

TABEAU 6-4
Investissement étranger direct au Canada : stock par industrie

	2005	2014	2015	Part 2005	Part 2015	Variation
	M \$CAN	M \$CAN	M \$CAN	%	%	2014-2015 %
Total, ensemble des industries	397 828	719 574	768 467	100,0	100,0	6,8
Fabrication	112 236	198 057	204 981	28,2	26,7	3,5
Extraction minière, pétrolière et gazière	64 525	156 839	157 983	16,2	20,6	0,7
Gestion de sociétés et d'entreprises	69 706	123 039	138 334	17,5	18,0	12,4
Finances et assurances	55 957	97 692	97 998	14,1	12,8	0,3
Commerce de gros	40 826	54 873	58 028	10,3	7,6	5,7
Commerce de détail	15 348	37 474	39 303	3,9	5,1	4,9
Transport et entreposage	2 882	7 576	11 707	0,7	1,5	54,5
Services professionnels, scientifiques et techniques	9 389	11 013	22 134	2,4	2,9	101,0
Toutes les autres industries	5 942	8 312	9 378	1,5	1,2	12,8
Information et industries culturelles	4 967	5 130	7 389	1,2	1,0	44,0
Immobilier, location et crédit-bail	4 691	7 009	7 346	1,2	1,0	4,8
Services d'hébergement et de restauration	3 338	3 963	4 591	0,8	0,6	15,8
Construction	1 985	5 166	5 669	0,5	0,7	9,7
Services publics	4 984	3 128	3 301	1,3	0,4	5,5
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	1 052	304	326	0,3	0,0	7,2

Trois grands groupes sectoriels – la gestion de sociétés et d'entreprises⁴, les services professionnels, scientifiques et techniques, et la fabrication ont représenté ensemble 33,3 milliards de dollars de l'augmentation globale du stock d'IED du Canada en 2015, soit près de 70 p. 100. Le stock d'IED du secteur de la gestion de sociétés et d'entreprises était en hausse de 15,3 milliards de dollars, à 138,3 milliards de dollars; il a doublé dans le secteur des services professionnels, scientifiques et techniques (gain de 11,1 milliards de

⁴ Le secteur de la gestion de sociétés et d'entreprises comprend les établissements dont l'activité principale est la gestion de sociétés et d'entreprises et/ou la détention de titres ou d'actifs financiers dans des sociétés et des entreprises.

dollars, à 22,1 milliards de dollars) , tandis qu'il a augmenté de 6,9 milliards de dollars dans le secteur de la fabrication, à 205,0 milliards de dollars. Malgré une année difficile pour le secteur de l'extraction minière, pétrolière et gazière – une destination traditionnellement importante de l'investissement étranger – le stock total d'IED a, en fait, augmenté de 1,1 milliard de dollars en 2015, ce qui traduit une hausse des investissements dans l'industrie pétrolière et gazière et une baisse des investissements dans l'industrie minière.

Pour ce qui est de l'importance relative des secteurs, la plus grande partie du stock d'IED a continué à se concentrer dans le secteur manufacturier (26,7 p. 100) en 2015, suivie de l'extraction minière, pétrolière et gazière (20,6 p. 100), et de la gestion de sociétés et d'entreprises (18,0 p. 100). Le secteur des finances et des assurances (12,8 p. 100) et celui du commerce de gros (7,6 p. 100) complètent la liste des cinq plus importants secteurs de l'IED qui, ensemble, représentaient 85,5 p. 100 du stock total d'IED.

Parmi les tendances notables au niveau sectoriel au cours de la dernière décennie, les gains les plus importants ont été enregistrés dans le secteur de l'extraction minière, pétrolière et gazière, dont la part de l'IED total est passée de 16,2 p. 100 en 2005 à 20,6 p. 100 en 2015, un gain de 4,4 points de pourcentage. Ce secteur a été marqué par une forte reprise de l'IED en raison du boom des produits de base, principalement par le biais d'acquisitions transfrontalières de grandes entreprises minières, pétrolières et gazières canadiennes. Sur la même période, la plupart des autres secteurs ont inscrit des hausses ou des baisses marginales de leur part respective de l'IED total, variant d'une perte de 2,7 p. 100 de la part du commerce de gros à un gain de 1,3 p. 100 de la part du commerce de détail.

L'investissement sortant

Flux d'investissement direct canadien à l'étranger (IDCE)

En 2015, les investisseurs canadiens ont accru leurs sorties d'IED de 40,2 p. 100, à 86,4 milliards de dollars, soit 58,9 p. 100 de plus que le montant que les étrangers ont investi directement au Canada la même année. Incidemment, 2015 a marqué la cinquième année consécutive de croissance des flux d'IDCE, après le creux touché en 2010 dans le sillage de la crise financière mondiale et de la récession qui a suivi. À la faveur de cette

reprise récente, les flux d'IDCE ont atteint en moyenne 65,1 milliards de dollars par an au cours des quatre dernières années (2012-2015), comparativement à 54,3 milliards de dollars par an au cours des quatre années précédentes (2008-2011).

Au niveau des catégories d'investissement, plus des trois cinquièmes des sorties d'IDCE en 2015 ont porté sur des fusions et acquisitions (gain de 17,4 milliards de dollars), tandis que les bénéfices réinvestis représentaient une autre tranche de 37,0 p. 100 (hausse de 1,7 milliard de dollars).

Par destination, les investisseurs canadiens ont accru leurs flux d'investissement aux États-Unis de 66,3 p. 100 en 2015, à 58,4 milliards de dollars. Les activités de F et A, les bénéfices réinvestis dans les filiales aux États-Unis et les autres flux étaient tous en progression, soit de 33,6 p. 100, 28,6 p. 100 et 257,1 p. 100, respectivement, contribuant à l'augmentation globale. Les sorties vers le reste du monde au titre des F et A ont augmenté de 67,6 p. 100, mais on observait un désinvestissement de plus de 4,9 milliards de dollars dans les flux intra-entreprises vers les filiales établies hors des États-Unis.

En 2015, les investisseurs canadiens ont réduit leurs sorties d'IED dans les secteurs de l'extraction minière, pétrolière et gazière, de la gestion de sociétés et d'entreprises, du commerce et des transports, mais

ils les ont augmenté dans tous les autres secteurs. C'est dans le secteur des finances et des assurances que les sorties d'IED ont augmenté le plus (hausse de 393,6 p. 100), suivi de la fabrication (gain de 155,4 p. 100) et des autres industries (hausse de 118,0 p. 100).

Stock d'IDCE

Les investisseurs canadiens ont ajouté 179,9 milliards de dollars (21,8 p. 100) à leurs avoirs en investissement direct à l'étranger, lesquels ont atteint 1 005,2 milliards de dollars en 2015. Cette expansion exceptionnelle des stocks d'IDCE en 2015 reflète principalement l'impact de la dépréciation du dollar canadien, qui est venue ajouter 115,8 milliards de dollars, soit près des deux tiers de l'augmentation de ces actifs en valeur. Comme la plus grande diminution relative de la valeur du dollar canadien est survenue par rapport au dollar américain, les avoirs aux États-Unis et dans les Caraïbes libellés en devises américaines ont été responsables de la majeure partie de cet effet.

TABEAU 6-5
Sorties d'investissement direct du Canada à l'étranger

	2014 M \$CAN	2015 M \$CAN	Croissance %
Par région			
Sorties d'IDCE vers le monde			
Sorties nettes totales	61 596	86 375	40,2
Fusions et acquisitions	39 349	56 712	44,1
Bénéfices réinvestis	30 267	31 917	5,5
Autres sorties	-8 017	-2 253	71,9
Vers les États-Unis			
Sorties nettes totales	35 138	58 445	66,3
Fusions et acquisitions	27 167	36 291	33,6
Bénéfices réinvestis	12 139	15 611	28,6
Autres sorties	-4 166	6 544	257,1
Vers le reste du monde			
Sorties nettes totales	26 458	27 931	5,6
Fusions et acquisitions	12 182	20 421	67,6
Bénéfices réinvestis	18 128	16 307	-10,0
Autres sorties	-3 851	-8 798	-128,5
Sorties d'IDCE par secteur			
Extraction minière, pétrolière et gazière	14 871	-6 666	-144,8
Fabrication	9 626	24 589	155,4
Commerce et transport	2 506	1 891	-24,5
Finances et assurances	10 287	50 776	393,6
Gestion de sociétés et d'entreprises	21 808	10 337	-52,6
Autres industries	2 499	5 449	118,0

TABLEAU 6-6
Investissement direct du Canada à l'étranger : stock par région

	2005 M \$CAN	2014 M \$CAN	2015 M \$CAN	Part 2005 %	Part 2015 %	Variation 2014-2015 %
Ensemble des pays	452 195	825 303	1 005 227	100,0	100,0	21,8
Amérique du Nord	273 785	512 440	653 699	60,5	65,0	27,6
Bahamas	n/a	24 546	32 898	n/a	3,3	34,0
Barbade	34 553	70 326	79 897	7,6	7,9	13,6
Bermudes	11 053	19 162	22 434	2,4	2,2	17,1
Îles Caïmans	8 577	35 628	48 701	1,9	4,8	36,7
Mexique	4 397	13 676	14 816	1,0	1,5	8,3
États-Unis	202 398	342 413	448 513	44,8	44,6	31,0
Amérique du Sud et Amérique centrale	20 717	54 555	44 897	4,6	4,5	-17,7
Argentine	4 182	1 904	1 182	0,9	0,1	-37,9
Brésil	6 829	14 028	12 620	1,5	1,3	-10,0
Chili	5 330	20 758	15 130	1,2	1,5	-27,1
Colombie	344	2 897	2 522	0,1	0,3	-12,9
Pérou	2 057	11 920	9 947	0,5	1,0	-16,6
Europe	123 239	192 360	226 749	27,3	22,6	17,9
France	14 637	5 490	6 890	3,2	0,7	25,5
Allemagne	7 442	4 002	6 597	1,6	0,7	64,8
Hongrie	5 436	7 285	7 859	1,2	0,8	7,9
Irlande	19 844	12 969	13 999	4,4	1,4	7,9
Luxembourg	305	50 973	50 173	0,1	5,0	-1,6
Pays-Bas	9 852	15 073	16 259	2,2	1,6	7,9
Espagne	2 909	4 113	4 599	0,6	0,5	11,8
Suède	1 210	1 765	2 552	0,3	0,3	44,6
Suisse	5 321	5 093	8 030	1,2	0,8	57,7
Royaume-Uni	46 410	70 110	92 935	10,3	9,2	32,6
Afrique	3 790	1 185	762	0,8	0,1	-35,7
Asie/Océanie	30 664	64 575	78 934	6,8	7,9	22,2
Australie	8 002	21 272	24 836	1,8	2,5	16,8
Hong Kong	2 823	5 257	7 302	0,6	0,7	38,9
Japon	6 559	6 888	8 327	1,5	0,8	20,9
Kazakhstan	n/a	2 263	2 512	n/a	0,2	11,0
Chine	1 820	8 118	12 410	0,4	1,2	52,9
Singapour	2 728	3 318	3 692	0,6	0,4	11,3
Corée du Sud	356	420	1 288	0,1	0,1	206,7

Sur le plan régional, l'Amérique du Nord – les États-Unis, le Mexique et la zone des Caraïbes – a été à l'origine de près des quatre cinquièmes de l'augmentation globale du stock total d'IDCE en 2015, et le stock d'IDCE de la région a progressé de 27,6 p. 100 pour atteindre 653,7 milliards de dollars. En Amérique du Nord, les États-Unis – de loin la destination la plus importante de l'IDCE – ont accaparé 59,0 p. 100 de l'augmentation globale de l'IDCE, et le solde de l'investissement direct dans ce pays a augmenté de 31,0 p. 100, à 448,5 milliards de dollars. La hausse des flux d'investissement et la réévaluation liée à la dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain (qui a représenté 19 p. 100 en 2015) ont toutes deux contribué à la progression du solde de l'IDCE. La part du stock total d'IDCE détenue par les États-Unis est ainsi passée de 41,5 p. 100 en 2014 à 44,6 p. 100 en 2015.

Les investissements directs du Canada en Europe – la deuxième destination de l'IDCE en importance – ont augmenté de 17,9 p. 100, à 226,7 milliards de dollars. Cette expansion reflète les gains importants enregistrés dans cinq grandes économies : le

Royaume-Uni, la Suisse, l'Allemagne, la France et les Pays-Bas. Collectivement, le bilan de l'IDCE a augmenté de 30,9 milliards de dollars dans ces cinq destinations, soit 90 p. 100 de l'augmentation des stocks d'IDCE du Canada dans la région en 2015. La croissance impressionnante du stock d'IDCE en Europe a été en partie gonflée par la dépréciation du dollar canadien par rapport à la livre britannique (13 p. 100) et à l'euro (7 p. 100).

Les avoirs en investissement direct du Canada en Asie et en Océanie, la troisième région la plus importante pour l'IDCE après les États-Unis et l'Europe, ont augmenté de 14,4 milliards de dollars pour s'établir à 78,9 milliards de dollars en 2015 (soit 79 p. 100 du stock total d'IDCE). Près des quatre cinquièmes de l'augmentation du solde de l'IDCE dans cette région provenaient de quatre économies : la Chine (29,9 p. 100), l'Australie (24,8 p. 100), Hong Kong (14,2 p. 100) et le Japon (10,0 p. 100).

Une caractéristique notable de l'IDCE est la place dominante occupée par plusieurs pays dits à faible imposition, qui sont concentrés plus particulièrement dans les Caraïbes et demeurent des destinations populaires de l'IDCE, principalement en raison de leur réglementation financière plus souple et d'une fiscalité minime, voire inexistante, sur le revenu ou le capital, imposée aux non-résidents. Quatre de ces destinations (la Barbade, les Îles Caïmans, les Bahamas et les Bermudes) figuraient parmi les 10 premières destinations de l'IDCE en 2015, et étaient collectivement à l'origine de près d'un cinquième de l'augmentation globale du niveau d'IDCE la même année. Ensemble, ces centres financiers extraterritoriaux représentaient 18,3 p. 100 du stock d'IDCE à la fin de l'année en 2015, en hausse par rapport au niveau de 12,0 p. 100 enregistré en 2005 (à l'exception des Bahamas, pour lesquels des données ne sont pas disponibles pour l'année 2005). Un développement parallèle au cours de la dernière décennie a été l'importance croissante du Luxembourg comme destination de l'IDCE, là aussi en raison de son attrait comme centre financier au sein de l'Union européenne, et comme paradis fiscal à partir duquel

TABEAU 6-7
Investissement direct du Canada à l'étranger : stock par industrie

	2005	2014	2015	Part	Part	Variation
	M \$CAN	M \$CAN	M \$CAN	2005 %	2015 %	2014-2015 %
Total, ensemble des industries	452 195	825 303	1 005 227	100,0	100,0	21,8
Finances et assurances	129 117	320 904	417 289	28,6	41,5	30,0
Extraction minière, pétrolière et gazière	72 163	168 352	179 178	16,0	17,8	6,4
Gestion de sociétés et d'entreprises	81 346	99 070	119 280	18,0	11,9	20,4
Fabrication	100 484	56 513	75 453	22,2	7,5	33,5
Immobilier, location et crédit-bail	6 667	40 371	48 499	1,5	4,8	20,1
Information et industries culturelles	13 872	35 302	40 460	3,1	4,0	14,6
Transport et entreposage	12 308	26 117	33 043	2,7	3,3	26,5
Services publics	5 867	22 524	27 460	1,3	2,7	21,9
Services professionnels, scientifiques et techniques	7 238	13 205	15 880	1,6	1,6	20,3
Toutes les autres industries	2 815	17 514	19 955	0,6	2,0	13,9
Commerce de gros	4 605	10 543	10 981	1,0	1,1	4,2
Commerce de détail	10 776	7 723	9 556	2,4	1,0	23,7
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	695	3 802	4 366	0,2	0,4	14,8
Services d'hébergement et de restauration	3 417	2 595	2 681	0,8	0,3	3,3
Construction	824	770	1 147	0,2	0,1	49,0

les multinationales trouvent lucratif de canaliser leurs investissements vers d'autres destinations. La part de l'IDCE détenue par le Luxembourg est passée de seulement 0,1 p. 100 en 2005 à 5,0 p. 100 en 2015.

Le secteur des finances et des assurances a enregistré la plus forte augmentation du stock d'IDCE en 2015, sa valeur passant de 96,4 milliards de dollars à 417,3 milliards de dollars. À lui seul, ce secteur a été responsable de 53,6 p. 100 de l'augmentation globale du stock d'IDCE en 2015, suivi de deux autres secteurs clés dont les contributions à la croissance de l'IDCE ont été supérieures à 10 p. 100 : la gestion de sociétés et d'entreprises (11,2 %) et la fabrication (10,5 %). Un autre changement notable concerne le secteur de l'extraction minière, pétrolière et gazière et les changements sous-jacents dans la position de l'IDCE au niveau des sous-secteurs. Comme dans le cas du stock d'IED entrant, le stock d'IDCE dans le sous-secteur des mines s'est contracté en 2015, accusant une baisse de 11,8 milliards de dollars, à 62,7 milliards de dollars, alors que celui du sous-secteur de l'extraction pétrolière et gazière a augmenté de 18,4 milliards de dollars, à 80,3 milliards de dollars. Les piètres occasions d'investissement dans la foulée de l'effondrement des prix des produits de base peuvent expliquer la contraction de l'IDCE dans le sous-secteur de l'extraction minière, mais elles semblent avoir eu moins d'effet sur l'investissement dans l'extraction pétrolière et gazière.

Pour ce qui est de la répartition sectorielle du stock d'IDCE en 2015, celui-ci est demeuré largement concentré dans le secteur des finances et des assurances (41,5 p. 100), suivi de loin par l'extraction minière, pétrolière et gazière (17,8 p. 100), la gestion de sociétés et d'entreprises (11,9 p. 100), la fabrication (7,5 p. 100), ainsi que l'immobilier, la location et le crédit-bail (4,8 p. 100). La position traditionnellement dominante du secteur des finances et des assurances dans l'IDCE peut être mise en lien avec l'importance des activités bancaires extraterritoriales dans les centres offrant des abris fiscaux très généreux et attirant depuis longtemps d'importants investissements directs d'entreprises multinationales du Canada et d'ailleurs.

L'un des développements sectoriels notables à long terme a été la diminution marquée de la part du secteur manufacturier dans l'IDCE total, qui est passé de 22,2 p. 100 en 2005 à 7,5 p. 100 en 2015, une baisse de près de 15 points de pourcentage. En contrepoint de cette baisse, le secteur des finances et des assurances a vu sa part augmenter de près de 13 points de pourcentage, tandis que celle du secteur de l'immobilier, de la location et du crédit-bail progressait d'environ 3 points de pourcentage durant cette période. Toutefois, ces tendances masquent la mesure dans laquelle l'IDCE du secteur des finances et des assurances, en particulier par le biais des activités bancaires extraterritoriales, sert de conduit à des multinationales canadiennes qui souhaitent faire des investissements directs dans des secteurs productifs, que ce soit la fabrication ou d'autres secteurs d'activité⁵.

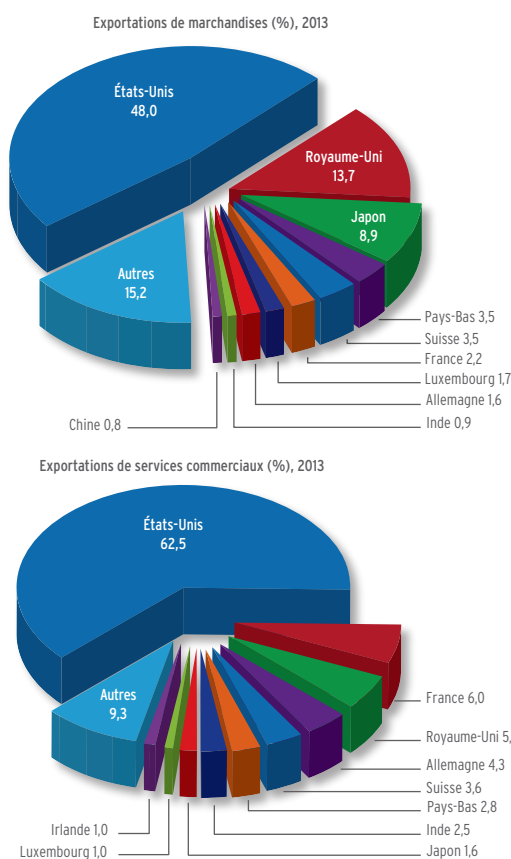
⁵ Suivant les conventions internationales, l'investissement direct est basé sur le pays de résidence de l'investisseur direct (société mère immédiate) pour l'IED au Canada, et sur le pays de résidence de l'entreprise recevant l'investissement direct (la filiale immédiate) pour l'IDCE. Cela signifie que l'investissement direct est imputé en grande partie au premier pays investisseur/bénéficiaire, plutôt qu'au pays investisseur/bénéficiaire ultime. L'investissement direct est souvent acheminé par le biais de sociétés de portefeuille intermédiaires ou d'autres entités juridiques établies d'autres pays avant d'atteindre sa destination ultime. Étant donné que ces entités se trouvent généralement dans le secteur financier, celui-ci représente une part plus importante de l'IED selon la norme du pays immédiat qu'elle ne le serait selon la norme du pays ultime.

Filiales étrangères au Canada et filiales canadiennes à l'étranger : statistiques sur les exportations et l'emploi

Les entreprises sous contrôle étranger représentent une part importante de l'activité dans l'économie canadienne. De même, les filiales canadiennes¹ font beaucoup d'affaires à l'étranger. En 2013, un Canadien sur huit était employé par une filiale étrangère (FE)², tandis que les ventes des filiales canadiennes étaient presque aussi élevées que les exportations traditionnelles. Les données récemment publiées sur les activités des FE au Canada et des filiales canadiennes à l'étranger mettent en relief la contribution de ces entreprises à l'économie canadienne, au niveau des exportations et de l'emploi.

FIGURE 1

Exportations des filiales étrangères au Canada par pays d'origine



Data: Statistics Canada

Source: Office of the Chief Economist, Global Affairs Canada

Filiales étrangères au Canada

Exportations des FE au Canada

En 2013³, les exportations des FE représentaient la moitié de toutes les exportations canadiennes de marchandises (222,6 milliards de dollars) et plus de 40 p. 100 de toutes les exportations de services commerciaux (24,2 milliards de dollars).

Les entreprises manufacturières ont produit la grande majorité (66,6 p. 100) des exportations de marchandises des FE, suivies des entreprises d'extraction minière, pétrolière et gazière (17,3 p. 100) et des entreprises de commerce de gros (10,2 p. 100). Il ressort clairement que les exportations de marchandises des FE sont très concentrées, puisque plus de 94 p. 100 de ces exportations provenaient de trois des dix-neuf secteurs agrégés. Cela n'est pas surprenant étant donné que les exportations traditionnelles du Canada sont également assez concentrées dans les secteurs de la fabrication et de l'extraction minière, pétrolière et gazière.

Les exportations de services commerciaux des FE sont également concentrées dans trois secteurs, mais à un degré moindre que les exportations de marchandises, avec en tête les services professionnels et scientifiques (38,2 p. 100), les services d'information (16,4 p. 100) et les services de fabrication (13,1 p. 100).

Compte tenu de l'intégration étroite et de la proximité entre le Canada et les États-Unis, il n'y a rien d'étonnant également dans le fait que les filiales américaines représentaient près de la

¹ Les filiales canadiennes sont définies comme étant les sociétés affiliées à l'étranger détenues majoritairement (plus de 50 p. 100 des actions comportant droit de vote) par une entreprise résidant au Canada.

² Les filiales étrangères détenues majoritairement sont définies comme étant les entités situées au Canada dont un investisseur étranger détient directement plus de 50 p. 100 des actions comportant droit de vote.

³ Données les plus récentes disponibles.

moitié de toutes les exportations de marchandises des FE et 62,5 p. 100 de toutes les exportations de services commerciaux des FE en 2013⁴. La figure 1 fait voir que les 10 premiers pays destinataires des exportations de marchandises et de services commerciaux des FE représentent 84,8 p. 100 et 90,7 p. 100, respectivement, des exportations des FE.

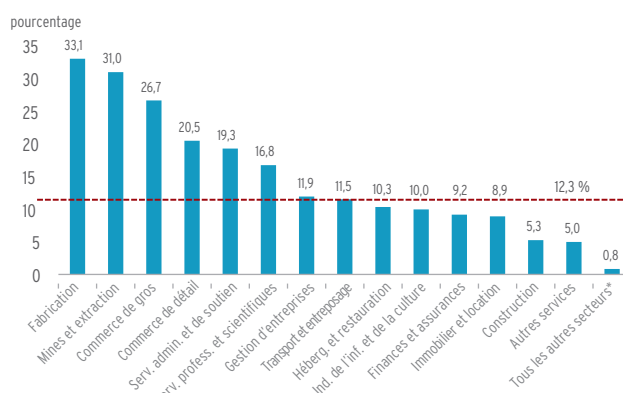
Emploi des FE au Canada

En 2013, les FE employaient 1,9 million de personnes au Canada, soit environ un Canadien sur huit. Cependant, dans plusieurs secteurs, elles représentaient une part beaucoup plus importante de l'emploi; notamment, les FE fournissaient environ un tiers de l'emploi dans les secteurs de la fabrication et de l'extraction minière, pétrolière et gazière.

Entre 2010 et 2013⁵, l'emploi de Canadiens dans les FE a augmenté pour s'établir à près de deux fois le taux de croissance de l'emploi total au Canada (entreprises étrangères et canadiennes combinées), soit de 8,8 p. 100, ce qui s'est traduit par 153 285 emplois. Cette expansion est principalement survenue dans le commerce de gros (gain de 26 246 emplois), les services d'hébergement et de restauration (gain de 22 780 emplois) et les services professionnels et techniques (gain de 20 366 emplois).

Par pays, les entreprises sous contrôle américain dominant l'emploi des FE, tandis que l'emploi dans les entreprises contrôlées par d'autres pays partenaires avancés de l'OCDE a augmenté de manière significative entre 2010 et 2013. Les filiales américaines employaient 1,2 million de Canadiens en 2013 (hausse de 3,3 p. 100 depuis 2010). Au même moment, les filiales d'entreprises du Royaume-Uni (hausse de 17,5 p. 100), de la France (hausse de 15,8 p. 100) et de la Suisse (hausse de 49,6 p. 100) ont toutes contribué de façon marquée à la progression globale de l'emploi des FE. Plus de 90 p. 100 de l'emploi des FE provient de 10 pays; tous sauf un (l'Inde) sont des pays partenaires avancés de l'OCDE.

FIGURE 2
Part de l'emploi total au Canada détenue
par les filiales étrangères (2013)



* Sauf l'administration publique

Données : Statistique Canada

Source : Bureau de l'économiste en chef, Affaires mondiales Canada

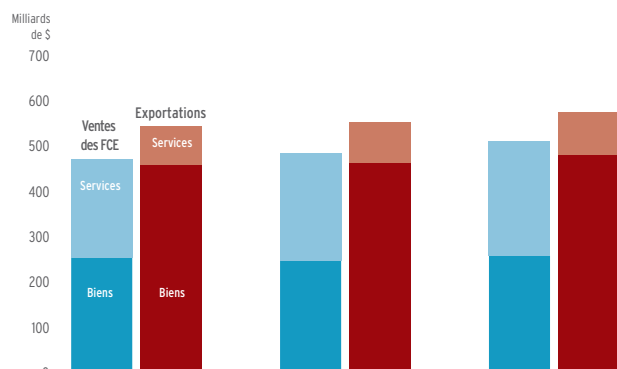
Filiales canadiennes à l'étranger

Les entreprises canadiennes s'établissent souvent à l'étranger pour demeurer concurrentielles, obtenant ainsi l'accès à des intrants et à la technologie, et pour pénétrer plus facilement des marchés étrangers. Les ventes des filiales canadiennes étaient presque aussi importantes que les exportations traditionnelles en 2013, totalisant 509,8 milliards de dollars, soit près de 90 p. 100 de la valeur des exportations de biens et services du Canada. Cependant, les ventes des filiales canadiennes et les exportations diffèrent de plusieurs façons, et leurs avantages pour le Canada ne sont donc pas nécessairement les mêmes. À titre d'exemple, les exportations traditionnelles ont tendance à renfermer un plus grand contenu canadien que les ventes des filiales canadiennes à l'étranger. En outre, des produits et des services canadiens peuvent être exportés vers des filiales canadiennes à l'étranger, et les filiales canadiennes à l'étranger peuvent vendre des produits sur le marché canadien. De toute évidence, ces transactions sont plus nuancées

⁴ Les statistiques présentées sont pour le pays de propriété ultime. En 2015, Statistique Canada a publié des données sur les propriétaires intermédiaires et ultimes, qui ne sont pas analysées ici.

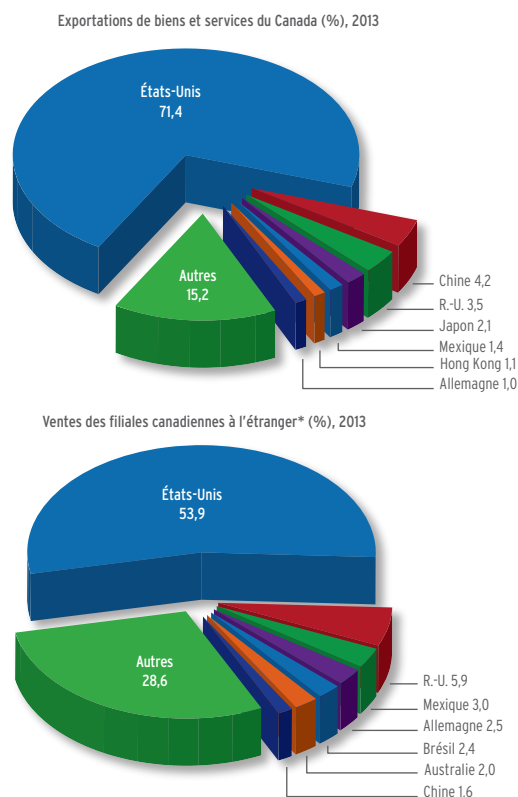
⁵ Les nouvelles données sur les FE au Canada publiées par Statistique Canada en 2015 débutent en 2010.

FIGURE 3
Ventes des filiales canadiennes à l'étranger et exportations de biens et services



Données : Statistique Canada
Source : Bureau de l'économiste en chef, Affaires mondiales Canada

FIGURE 4
Exportations du Canada selon la destination et l'emplacement des filiales canadiennes à l'étranger



*Les pays mentionnés ici indiquent l'endroit où la filiale canadienne à l'étranger a effectué la vente, et non la destination de la vente.

Données : Statistique Canada
Source : Bureau de l'économiste en chef, Affaires mondiales Canada

que ne l'indique une simple comparaison. Néanmoins, les ventes des filiales à l'étranger demeurent une filière importante pour écouler les biens et services canadiens sur les marchés internationaux.

Les ventes des filiales canadiennes à l'étranger ont augmenté de 8,3 p. 100 entre 2011 et 2013⁶ (hausse de 39 milliards de dollars), dépassant la croissance des exportations de biens et services canadiens (hausse de 5,9 p. 100). Notamment, l'augmentation des ventes de services des FE a dépassé celle des exportations par une marge encore plus importante : 16,1 p. 100 contre 10,0 p. 100. Comme le montre la figure 3, les ventes de services des filiales canadiennes à l'étranger sont importantes, alors que près de la moitié (253 milliards de dollars) de toutes les ventes des filiales à l'étranger provenaient des services en 2013. En outre, la valeur des ventes de services était presque trois fois plus élevée que celle des exportations de services en 2013, tandis que les ventes de biens n'atteignaient qu'un peu plus de la moitié de la valeur des exportations de biens. Par secteur, la fabrication accaparait la plus grande part des ventes des filiales à l'étranger en 2013 (28,9 p. 100), suivie de l'extraction minière, pétrolière et gazière (19,6 p. 100) et des finance et assurances (16,0 p. 100).

Par pays, les ventes des filiales canadiennes étaient plus diversifiées géographiquement que les exportations traditionnelles. Les filiales situées aux États-Unis ont engendré 53,9 p. 100 des ventes de toutes les filiales en 2013, comparativement à 71,4 p. 100 des exportations de biens et services canadiens prenant la destination du marché américain. Une grande partie de la croissance des ventes des filiales canadiennes entre 2011 et 2013 était le fait des filiales établies aux États-Unis et en Europe. Les ventes des filiales situées aux États-Unis ont augmenté de 6,4 p. 100, à 275,0 milliards de dollars, tandis que celles des filiales implantées en Europe progressaient de 22,4 p. 100, à 101,2 milliards de dollars. La croissance en Europe était assez largement répartie, mais les filiales canadiennes en Allemagne et au Danemark ont enregistré une augmentation significative de 3,1 milliards de dollars (gain de 31,7 p. 100) et de 2,9 milliards de dollars (gain de 337,8 p. 100), respectivement. Les filiales canadiennes au Royaume-Uni ont été les seules en Europe à accuser une baisse marquée de leurs ventes, soit de 3,4 milliards de dollars (perte de 10,2 p. 100), entre 2011 et 2013.

⁶ Les données sur les ventes des filiales canadiennes ne sont disponibles qu'à partir de 2011.